

nos Sujets, de quelque estat ou condition qu'ils soient, qu'ils n'ayent plus à imprimer ou faire imprimer lesdits Livres, ne publier, vendre, ne debiter en nosdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, sous peine de confiscation desdits Livres, & de punition corporelle, soit qu'ils soient imprimez en iceux nos Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, ou autres lieux non estans de nostre obeissance: & semblablement audit RAMVS de ne plus lire lesdits Livres, ne les faire écrire ou copier, publier, ne semer en aucune maniere, ne lire en Dialectique, ne Philosophie en quelque maniere que ce soit sans nostre expresse permission: aussi de ne plus user de telles médifances & invectives contre ARISTOTE, ne autres anciens Auteurs receus & approuvez, ne contre nostredite fille l'Université & Supposts d'icelle, sous les peines que dessus. Si donnons en mandement & commettons par ces presentes à nostre Prevost de Paris, ou à son Lieutenant, Conservateur des Privileges, par nous & nos predecesseurs Rois donnez & octroyez à nostredite fille l'Université, que nostre present Jugement & Ordonnance il mette, ou fasse mettre à deuë & entiere execution, selon sa forme & teneur, & à ce faire souffrir & obeir, contraigne & fasse contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & pour ce feront contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables, nonobstant oppositions & appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre differé. Et pour ce qu'il est besoin de faire notifier nosdites défenses en plusieurs lieux de nostre Royaume, Terres & Seigneuries, afin de les faire observer; nous voulons qu'au VIDIMVS d'icelles fait sous scel Royal, ou signé par collation par l'un de nos amez & feaux Notaires & Secretaires, soit adjoustée foy comme au present original. Mandons en outre à tous nos autres Justiciers, Officiers, & à chacun d'eux, si comme il lui appartiendra, que nosdites defenses & injonctions ils fassent observer, en procedant par eux contre les infracteurs d'icelles, si aucuns en y a, par les peines ci-dessus indites, & autres, qu'ils verront estre à faire par raison. En témoin de ce nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le dixième jour de May l'an de grace 1543. & de nostre regne le trentième.

N. V. Epistola A. GOVEANI ad P. MARTRESIUM scripta an. circiter 1550. quae legitur ante eius Comm. ad L. Veteribus 39. de Pactis: insert. Thesaur. Iur. Civ. & Canon. MEERMANNI Tom. VI. pag. 705.

A N T. G O V E A N V S

P E T R O M A R T R E S I O.

Vtinam, MARTRESI, Scholae te, quam foro, dedere & consecrare maluisses: etsi enim in principibus Patronis numeraris, multosque mortales eloquentia ac consilio iuvas, cum multis tamen id facis, & quidem tam multis, ut opera tua forensi carere Resp. non potuisse videatur, ius populi Romani qui pure, dilucide & eleganter exponant, vix singulos aetates singulae ferunt: cuius rei quae tibi facultas sit, Commentarius tuus ad L. veteribus de Pactis facile declarat, tam scriptus accurate, ut ipse se interpretari PAPINIANVS videatur, quem librum non prius te rogare desinam, ut edas, quam edideris. Cum enim digna res est, quae sub tuo nomine appareat, tum ego vero Reip. hoc me debere arbitrabor, ut qua in parte ipse laboro & curo, iuvanda videlicet & provebenda re Literaria, habere socios cupiam quam plurimos. Vale Cadurci VI. Id. Iulii.

N. VI. Diploma HENRICI II. Galliarum Regis, quo GOVEANVS Senator Honorarius creatus est in Senatu Gratianopolitano. (a)

HENRY par la grace de Dieu, Roy de France, Daulphin de Viennois, Conte de Valentinois e Diois. A tous ceulx, qui ces presentes lettres verront, Salut. Com-

(a) Quae sequuntur Documenta ad nob. Meermannum transmissit ill. Comes Lud. Nic. de Govean, una cum AZEVEDII Goveanae gentis Genealogia, scripta, ut mihi videtur, in gratiam Manfredi Goveani, conf. supra Sect. I. not. f. ubi notavimus, Azevedium longe a veritate aberrare, quando Goveanum nostrum ex veteri Goveanorum stirpe repetat, & fingat patrem Goveani Manfredum; quum certum sit, Manfredum, Antonii filium, non ex nomine avi, ut putasse videntur, sed Manfredi de Cardallaco fuisse appellatum: quin & eximius G. MAIANSIUS a Meermanno de Goveani parentibus nuper consultus Literis datis Olivae III. Non. Febr. hoc anno, rescripsit, Manfredi nomen in Lusitania fuisse inusitatissimum: quod patet etiam

ex Bibl. Lusit. doctiss. MACHADO, ubi praeter unum Manfredum Goveanum, nullus hoc nomine recensetur alius: ceterum gratulor mihi consensum summi Maiansii, cui probabilius quoque videtur, patrem Goveani fuisse, ut MACHADO scripsit, Alphonsen Lopez de Ayala, vid. quae Sect. I. not. n. diximus, ubi tamen quod conieciabam, patrem Goveani Lopezium de Ayala memorari in Theatr. Lusitan. Literat. SVAREZII de BRITO, postea literis praestantissimi Capponerii ad ill. Meermannum certior factus sum, nullam in eo libro Goveani parentum mentionem fieri, nihilque contineri, quae ad illustrandam Goveani vitam faciunt, nisi quae a VINETO, SCHOTTO aliisque dudum dicta sunt.

me estans advertes qui jadis ung nomme P. GILLES DESSE, en son vivant R^egent en l'Université de Valence, pour la singuliere vertu, Litterature & prud-homie dont sa personne estoit decorée avoit esté receu, & installé Conseiller Honoraire en nostre Court de Parlement du dict Daulphiné seant a Grenoble, pour y entrer, seoir, opiner, & deliberer, ainsi que sa souffisance, & capacité le requeroit, sans aucuns gaiges, proffict, & emolument depuis le trapas de quel advenu long temps à, n'y à este receu aucun personnage de sa qualité & vacation: Scavoir faisons que nous considerans, qu'il est à present decent, & convenable, que nostre dicte Court soit accompaignée d'un personnage de semblable qualité, qui soyt agreable au dict Pays. Et pour le bon & louable rapport, qui faiçt nous à esté par nostre tres cher & tres amé Cousin le Duc de Guyse, nostre Lieutenant General & Gouverneur en nos Pays de Daulphinee, Duque de Savoye, & Marquisat de Saluces, de la singuliere vertu, Litterature & prud-homie de nostre cher & bien amé Mre ANTOINE de GOVEA, Portugalois, naturalisé en nostre Royaume, & de present employé & vacant a l'interpretation des Droict en nostre Université du dict Grenoble. Iceluy pour ces causes avons de nostre certaine science, plaine puissance & auctorité Royal crée & establis, creons & establissons par ces presentes Conseiller Honoraire en nostre dicte Court de Parlement de Daulphinée ainsi que jadis estoit le dict feu P. GILLES DESSE, pour y entrer, seoir, opiner & deliberer avecques tels auctorites, honneurs, privileges, prerogatives, preeminences, fianchises, libertées, exemptions & immunitées, que font nos aultres Conseillers d'icelle nostre dicte Court, & ce aux jours de Plaidoirie & toutes foys, & quanteque bon luy semblerà fors, & excepte les jours & heures, qu'il est tenu faire lecture & exercice en la dicte ville de Grenoble, sans toutes foys qu'il puisse preteindre, prendre, ou percevoir aucun droict, proffict n'y emolument quelconques, s'y donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amees & feaulx le gens tenents nostre dicte Court de Parlement de Daulphiné, que apres, qu'il leur serà deüement apparü de la bonne vie, meurs & conversation Catolicque du dict de GOVEA, & de lui pris, & recu le serment, entel cas requis, & accostumée icelluy recoivent, & admettent au dict Estat & office, & l'on facent, souffient, & laissent ensemble des honneurs, auctoritées, privileges, pre-

prerogatives, preeminences, franchises, libertées, immunités & exemptions dessus dicte jour, & user selon, & ainsi, que dict est c'y dessus, cessant & faisant cesser tous troubles, & empeschement au contraire. Car tel est nostre plaisir. Non obstant quelconques statut, ordonnances, Mandement, ou deffences à ces contraires. En tesmoing de ces Nous avons fait mettre nostre scel a ces dictes presentes. Donné a S. Germain en l'Aye le XXIII. jour de Decembre l'An. de grace mil cinq cent cinquante huit & de nostre Regne le douxieme deument scelée du gran sceau, en cire rouge soubsignée par le Roy Daulphin. Delaubespine Estraiçt, & collationné avec son propre original par moy Notaire Ducal soubsignée BONET. Not.

N. VII. STEPHANI CATINI testimonium de CATHARINA FURNIA eiusque nobili stirpe in gratiam MANFREDI GOVEANI datum 1606.

A tous qu'il appartiendra soit notoire & manifest, que le vingt septieme Jour du Moys de Novembre mil sixcent & six A comparu par devant nous Notaires Ducaulx soubsignées & presents les tegmoins soubsnommez Noble & spectable ESTIENNE CATINI, Conseiller de son Altesse & soubsstitué du Seigneur Procureur General de ça des Montz, & Doyen des Seigneurs Advocatz postulantz au souverain Senat de Savoye, le quel par sa foy, & en parole de verité a declaré & attesté estre veritable, que feu Damoyelle CATERINE FVRNO, femme de feu Noble & spectable Seigneur ANTOINE de GOVEA, en son vivant Conseiller d'Etat de feu tres-heureuse memoire Monseigneur EMANVEL PHILIBERT, Duc de Savoye, Senateur en son souverain Senat de Piedmont, estoit gentil femme de la mayson, & famille de FVRNO, anciennement noble & principale des gentils homes de la cyté de Cabors en Guercy au Pays de Gascogne, fille naturelle & legitime de feu noble & spectable Seigneur PIERRE FVRNO, luy vivant President en la Court de Parlement de Toulouze, ou & en l'Université du quel Cabors le feu Sr. Conseiller & Senateur de GOVEA, estant Lecteur l'avoit pris a femme, ce que le dict Sr. Attestant dict bien scavoir, pour avoir des le commencement de ses estudes en la Iurisprudence suyvi continuellement le dict feu Seigneur ANTOINE de GOVEA, Lecteur es Universités de Toulouze du dict Cabors, & a Grenoble & du depuis non seulement comme son escolier, mais comme domestique personne de ce pays estant icelluy Seigneur de

GOVEA appellé a la premiere Lecture de l'Université de Montdevis par mondict feu Seigneur le Duc EMANVEL PHILIBERT des l'année mil cinq cent soixante deux, au quel lieu de Montdevis la dicte feu Damoyfelle CATERINE FVRNO seroit decedé, ayant eu trois enfans du dict feu Seigneur de GOVEA son mary, entre les quels estoit noble & Illustre Seigneur MANFRED de GOVEA à present Conseiller d'estat de S. A. & Sénateur au dict Senat de Piedmont: ce qu'ancores le dict Seigneur attestant dict bien scavoir pour avoir veu & l'eu le contract Dotal d'entre le dict feu Seigneur ANTOINE de GOVEA & la dicte Damoyfelle FVRNO; pour avoir aussi veu des missives aux dicts Seigneurs maryes envoyes par le dict Seigneur President FVRNO, son pere, ses freres & parents se quallifiant aussi la dicte Damoyfelle par ses escriptz & responce de telle mayson noble, & pour tousiours avoir le dict attestant ouy tenir & reputer icelle Damoyfelle estre yssue de la dicte mayson noble & illustre de FVRNO principale & plus apparente de la dicte cyté de Cabors. La quelle attestation le dict Seigneur CATINI a faicte ce requerant noble THEODORE CHAVEVS, Secretaire ordinaire & d'estat de S. A. comme charge ayant du dict Seigneur de GOVEA. De la quelle il requirt acte a nous Notaires soubsignées. Presents a ces illustres Seigneurs nobles IEAN de PROCHET Seigneur de Salins de la presente Ville de Chambery, nobles & spectables IOSEPH BRVNO de Turin Advocat au souverains Senat de Savoye & Piedmont Juge Maye de Ryvolles, AMED. de PING, Advocat Consistorial au dict Senat de Savoye, & noble FLORENTIN d'ALBERT du dict Chambery tesmoins a ce requis & appellées. Tous les quels avec le dict Seigneur requirant, & attestant se sont signées au bas de la cede des presentes de leurs seins ordinaires & accostumées ainsi CATINI attestant CHAVEVS, de PROCHET, GIOSEPPE BRVNOZ, de Pauy testimony FLORENTIN d'ALBERT present. Et nous ANTOINE BRASCIER, Notaire Ducal, & Secretaire audiancier au dict Senat de Savoye, avec Mr. IACQUES HENRY Notaire aussi Ducal, qui ces presentes avons receu en bonne forme au profict du dict Seigneur MANFRED de GOVEA, & des siens, & a qui appartiendra BRASCIER Secretaire audiancier au Senat de Savoye.

N. VIII.

E primo sendosi d' *M^o Ill^{ri} SS^{ri} Delegati l'istesso giorno ventinove di Gennaro dopo il disnare, affonto con loro me Not^o, e Secretario di Cancell^a di S. A. sottoscritto transferti alla Casa dell' Ill^{mo} Sr. LVIGGI MOROZZO, Config^{re} di Stato, Presid^{te} nel Senato di Piemonte, Governat^{re} del Vercellese, & Conte della Brigia ritrovatolo nel suo studio ex officio, gl' hanno dato il giuram^{to} di deponer, & testificar la veritá di quello, che sua Sig^{ria} Ill^{ma} sa sopra i Capi Contenuti al pié di dette lettere Commissionali ad esso Ill^{mo} Sigⁿ presentate, quale dopo averli letti med^{te} suo giuram^{to} nelle mani de' pred^{ti}. Molto Ill^{ri} SS^{ri} Caus^m. delegati prestato: Ha detto saper del contenuto in essi; che conosce i Molt' Ill^{ri} SS^{ri} MANFREDO GOVEANO Cons^e. di Stato & Senat^{re}. ordinario nel Senato di Piemonte & la Sig^{ra} LEONORA sua Moglie fig^a del fu Sigⁿ. CLAUDIO Sigⁿ. di None de' Conti di Piozzasco ambi discesi da progenitori nobili, havendo esso Sr. Teste conosciuto il fu Ill^{re} Sigⁿ. ANTONIO GOVEANO, padre d'esso Sigⁿ. MANFREDO, come si diceva Portugnese, & cio sin dell' anno mille cinquecento sessanta tre nella città del Mondovi, dove era Lettore, mentre lo studio era in quella città, & era Primo Lettore della mattina; e vi fu fatto venir di Francia dalli Ser^{mi} di glor. mem. Duca EMANVEL PHILIBERTO & da Mad^{ma} MARGARITA, Duchessa di Savoya, per esser d'elevato spirito e dotto, & essendosi poi tramutato il detto studio in questa Città, esso se ne venne quá, dove fu fatto Cons^{re}. di Stato, & Senatore ordinario, & si raccorda esso Ill^{mo} Sigⁿ. teste d'haver sentito legger al detto fu Sigⁿ. ANTONIO nella pred^a. città del Mondovi l'interpretatione della L^e. Vnica Cod. de eo, quod interest: & sa che ha composto libri di leggi, & altre opere & si raccorda simil^{te} che quando d^o. fu Sr. ANTONIO GOVEANO venne nella città del Mondovi, che condusse seco una Sig^{ra} chiamata la Sig^{ra} CATTERINA, ch'era Francese, tenuta & riputata per sua moglie, honoratissima nel suo proceder, e d'aspetto nobile. Et cio saperlo, perché per la stretta amicizia, qual era tra il d^o. fu Sr. ANTONIO & il padre d'esso Sr. Teste, esso Sigⁿ. Teste ——— praticava spesso in casa di detto fu Sigⁿ. ANTONIO; ma non ricordarsi adesso, di che Casata fosse d^a. Sig^{ra} CATTERINA; la quale sebben si raccorda morí in d^a. città del Mondovi in una casa sotto li portici sottani della Piazza, e vi fu sepolta honoratissim^{te}. & quale*

da tutti si diceva, che era madre del Sigⁿ. MANFREDO GOVEANO hora Senatore, e di PIETRO, e GIANTET suoi fratelli tutti figliuoli di d^o. fu Sigⁿ. ANTONIO. Sa anco ch' esso Sigⁿ. Senatore GOVEANO ora vivente e affai commodo di beni di fortuna & che in casa sua si vive onoratamente; & che ha fig^{li} allevati nel timor di Dio, che attendono a professioni honoratissime, uno de' quali è Lettore nell' Vniversità di questa città, che mostrano esser veri imitatori de' loro Progenitori. Et questo è quanto esso Ill^{mo} Sigⁿ. Teste dice saper del Contenuto in dⁱ. Capi, rendendone scienza dalle cose predeposte.

N. IX.

Piu l'istesso giorno si sono l'istessi M^o. Ill^{ri}. SS^{ri}. Caus^m. Delegati transferti alla casa d'abitazione del M^o. Mag^o. Sigⁿ. NICOLO di RUBIN di Chiamberi residente in Torino Secretario di loro Altezze, al quale simil^{te}. hanno dato il giuramento di dire, e diponer la verita sopra i capi desⁱ al pie' delle lettere Commiss^{li} sovra enunciate. Quali per esso Sigⁿ. Teste visti med^{te} suo giuramento, toccate corporal^{te} le Scritt^e. nelle mane delli predⁱ. M^o. Ill^{ri}. SS^{ri}. Caus^m. Delegati prestato: ha detto sapere del conten^o. in essi, che circa l'anno mille cinque cento sessanta tre, essendo esso Sr. Teste nel Collegio de' Gesuiti nel Mondovi, & molto domestico nella casa del fu M^o. Ill^{re}. Sr. ANTONIO GOVEANO allora Lettore in Leggi, ha visto & praticato la fu Ill^{re}. S^a. CATERINA, prima moglie d'esso fu Sr. ANTONIO GOVEANO, qual era Dama di onorata presenza dimostrando nelle sue azioni d'esser di gran Casa, come in effetto si diceva dalli domestici di casa, che era & aver diverse volte inteso per bocca d'esso Sr. GOVEANO, ch'ella era della città di Cabors in Quercy Reg^e. di Francia, & fig^{la}. d'un Presidente di casa FORNA, nobile, & di principali d'essa città, & morì al Mondovi, doue fu sepolta, con molto honore, lasciando tre figliuoli di lei, & d'esso fu Sr. ANTONIO GOVEANO, tra li quali tre figliuoli, è il M^o. Ill^{re}. Sr. MANFREDO parimente Senatore e Consigl^e. di Stato dell' A^a. S^a. e del Ser^{mo}. Duca CARLO EMANVEL: quanto al d^o. Sr. GOVEANO dice haverlo anche conosciuto in Chiamberi, dove stette alquanti mesi, & qui in Torino allog^{to}. nella casa di presente spett^e. al Sr. Med^o. RONZINO; & dopo in esso Mondovi, dal qual luogo fu chiamato dalla fu fel. mem. del Ser^{mo}. EMANVEL FILIBERTO per Se-

natore, e Conf. di Stato, oue egli si rimaritò qualche anni dopo con l' Ill^{re} S^{ra} LV-
GRETIA GVERILLA, & era cosa notoria ch'egli fosse Portughefe, di nobile &
onorata famiglia, & questo è quanto esso Sr. Teste dice saper del cont^o. in d^{ti}
capi.

Et rimostratoli il foglio dove son dipinte le Arme ha riconosciuto l'Arma Pioz-
zafca, & detto che è notoria nobile, & l'altra di Casa Goveana, dice che la rico-
nosce per averla veduta usare dal sud. Sr. Senatore GOVEANO.

Sopra li gen^{ti} interrog^o. ha detto d'esser d'età d'anni cinquanta otto in circa,
e Secretario di loro Alt^e, possede in beni il valor di scudi sei milla, e più. Non è pa-
rente del supp^{nte} ma amico come conviensi & si e sottos^o DVROBIN.

SERIES SINGVLORVM TRACTATVVM

iuxta ordinem

quo in hac editione sunt digesti.

- I. ANTONIVS GOVEANVS ad Leg. III. D. de Iurisdictione omnium Iudicum, ad IOANNEM CORASVM. pag. 1. 1545
- II. De Iurisdictione Libri II. adversus EGVINARIVM BARONEM ad PETRVVM CASTELLANVM. pag. 7. 1538
- III. Liber de iure Accrescendi, ad ANDREAM GOVEANVM fratrem. pag. 53. 1540
- IV. Idem liber repetitae praelectionis. pag. 65. 1549
- V. Ad Legem Gallus XXIX. de Liberis & Postumis hered. institut. vel exhered. ad PETRVVM BERTRANDVM. pag. 73. 1553
- VI. Commentarius ad Tit. de Vulgari & Pupillari Substitutione ad MANFREDVM de CARDALLACO. pag. 83. 1553
- VII. Idem Comm. repetitae praelectionis ad IOANNEM TRVCHIVM. pag. 91. 1554
- VIII. Liber primus Variarum Lectionum iuris Civilis ad IACOBVM FABRVVM. pag. 167. 1554
- IX. Liber secundus Var. iur. Civ. Lect. ad GVILIELMVVM de la CHESNAYE. pag. 205.
- X. Commentarius ad Titulum Pandectarum ad Legem Falcidiam ad PETRVVM BVCHERVVM & MICHAELEM HOSPITALIVM. pag. 223. 1556
- XI. Liber Animadversionum ad PETRVVM BERTRANDVM. pag. 325. 1560
- XII. Commentarius in M. T. CICERONIS orationem in VATINIVM, testem; ad AEMYLIVM FERRETTVM. pag. 341. 1552
- XIII. In M. T. CICERONIS duos priores libros Epistolarum ad ATTICVM Commentarius ad IOANNEM BELLAIVM LANGEVM. pag. 377. 1554
- XIV. In M. T. CICERONIS Topica ad TREBATIVM Commentarius, ad IOANNEM MANSENCALLVM. pag. 455. 1545
- XV. In M. T. CICERONIS Dialogos de Legibus Annotationes. pag. 495.
- XVI. Terentii Comoediae ex castigatione & cum Praefatione GOVEANI ad GVILIELMVVM BELLAIVM LANGEVM. pag. 519.
- XVII. Epigrammatum libri duo ad IACOBVM BELNAEVM. pag. 679. 1539
- XVIII. Epigrammata ad Eundem repetitae editionis: & quatuor Epistolae ad CATHARINAM, inscriptae IOANNI ALENIO. pag. 692. 1540
- XIX. Carmina inedita ex Bibliotheca Vaticana. pag. 707.
- XX. P. RAMI Dialecticae Institutiones. pag. 721.
- XXI. Eiusdem Animadversiones Aristotelicae. pag. 749.
- XXII. GOVEANI pro ARISTOTELE adversus P. RAMI calumnias Responso ad IACOBVM SPIFAMIVM. pag. 785. 1543

A N T O N I V S
G O V E A N V S

LEGEM III. D. IMPERIVM, DE IVRISDICTIONE
OMNIVM IVDICVM

A N T O N I V S
G O V E A N V S

A D

LEGEM III. D. IMPERIVM, DE IVRISDICTIONE
OMNIVM IVDICVM.

A D

IOANNEM CORASVM.

IN HOC ORDINE

quae in hac editione facta digressi.

I. ANTONII CORASO DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

LIB. I. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

II. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

LIB. I. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

III. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

LIB. I. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

IV. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

ANTONIVS
GOVEANVS

IOANNI CORASO S.

Nisi tuum veritus essem imperium, mi Corase, nunquam tibi Ulpiani expositum misissem: vix enim sani hominis esse arbitrabar, ei me mari committere, in quo tam multos navem fregisse de te audiebam. Sed non potui, ita me tu ames, defugere tuam auctoritatem: cum praesertim studio nostro nihil unquam abnuisset voluntas tua. Vale. Tolosae x. Calen. Martias [MDXLV.]

IOANNEM CORASO

XV. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XVI. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XVII. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XVIII. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XIX. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XX. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XXI. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XXII. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XXIII. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

XXIV. DE LEG. III. DE JURISDICTIONE ORIGINARIA

A N T O N I V S G O V E A N V S

A D

LEGEM III. D. IMPERIUM, DE IURISDICTIONE OMNIUM IUDICUM.

VLPIANVS ait, *Imperium aut merum, aut mixtum est. Merum imperium est habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines: quae etiam potestas appellatur. Mixtum imperium est (cui etiam Iurisdictio inest) quod in danda bonorum possessione consistit. Iurisdictio est etiam iudicis dandi licentia.*

IOVEANVS. Potestas animadvertendi in facinorosos homines poenis, vel lege, vel constitutione Principis, vel S. C. constitutis, Meri est imperii, prorsusque a iurisdictione, atque adeo ab officio ius dicentis seiuncti atque separati. Illud vero imperium, quo Urbis Praetor in danda bonorum possessione utitur, mixtum est: quanquam enim officio ius dicentis contineatur, & iurisdictionis nomine censeatur, magis tamen imperii naturam redolent haec dare possessionem, in integrum restituere, iubere cavere, iubere possidere, mittere in possessionem, quae omnia pro arbitrio Praetor per se ipse administrat, magis, inquam, haec imperii naturam redolent, quam iurisdictionis: quae si ad exactum iudicium revocetur, aliud nihil est, quam aequitatis quaedam praeceptio & praescriptio, ad quam, qui de privatorum controversiis dantur a Praetore iudices, suam dirigant accommodentque sententiam. Quemadmodum autem haec, quae imperii magis esse diximus, quam iurisdictionis, ius dicentis tamen officio ipsoque adeo iurisdictionis nomine continentur, sic etiam & iudices dandi potestas ad ius dicentis officium pertinet, esseque iurisdictionis Praetoriae pars dici potest: quae quidem tribus in rebus posita omnino est, in decernendo, in iudiciis constituendis & in dandis iudicibus. Haec de legis sententia summatim: nunc rem latius explicemus. In Vrbe igitur Roma Magistratus alii capitalibus quaestionibus praeerant, alii iuridicundo: illi aut ex lege, aut Principis constitutione, aut Scto de fraude capitali cognoscebant, in eamque ex ipsius legis, constitutionis, Scti praescripto animadvertent: Quae potestas

cum seiuncta prorsus sit ab officio ius dicentis, atque adeo a iurisdictione, quemadmodum mox docebimus, merum imperium appellatur: ea enim meri vis est atque significatio, ut ea noter, quae mixta non sunt. Vt autem merum, ita & vehementissimum est hoc imperium: ad capitales namque res pertinet, de quibus nisi ex lege quaeri non potest. Cicero in Orat pro Cecinna cap. 2. *Omnia iudicia aut distrahendarum controversiarum, aut puniendorum maleficiorum causa reperta sunt: quorum alterum levius est, propterea quod & minus laedit, & persaepe disceptatore domestico diiudicatur: alterum est vehementissimum; quod & ad graviores res pertinet, & non honorariam operam amici, sed severitatem iudicis ac vim requirit.* Haec Cicero. Qui vero iuridicundo praeerat, Praetor Urbanus, is aut decernebat, aut iudicia dabat, (quanquam & iudicium decerni quoque dicatur) aut privatis iudices constituebat: iisque tribus velut terminis, universa eius iuridicundi provincia claudebatur: id quod ex Ciceronis Praetura Urbana & Sici-liensi intelligi potest. Porro autem decreto dabat Praetor possessionem, decreto iubebat possidere, ea denique decreto exequebatur, quae mixti imperii esse diximus: quae quanquam sine causae cognitione expediri non possunt, sine iudicis tamen sententia possunt. Vt decretum non male Praetoris sententia definiri posse videatur, ipso etiam autore Vlpiano in l. 4. *Cautioni dies §. 2. de damno infecto, & in l. 9. Nec quicquam §. 1. de off. Procons.* Cum vero res eiusmodi inciderat, in qua de facto quaerendum esset, tum iudicium Praetor dabat, praescribebatque iudicibus ius, quod sequerentur in iudicando: idque vere ac proprie est ius dicere, aequitatem quandam iudicaturis constituere, a qua in ferenda sententia non discedant. Iudicia autem

fic propemodum dabantur, SI PARET L. TITIVM a Sex. Maevio in ea re, qua de ex iure agitur, dolo malo circumventum, Sex. Maevius L. Titio quadruplum eius rei, qua de ex iure agitur, dare damnas esto. In huiusmodi verba iudicio a Praetore constituto iudex, quem ei causae dabat, de facto tantum cognoscebat: ius iam habebat, ex quo iudicaret. Dabantur autem Iudices homines privati, in quos maxime consenserant litigatores, iuebanturque intra certa tempora litem controversiamque dirimere, quemadmodum scribit Vlpianus in l. 2. de iudiciis §. 1. Sin vero eiusmodi res erat, in qua de iure ambigeretur, causa ad Centum-viros deferrebat, id quod ex Ciceronis Lib. 1. de Orat. cap. 38. ex Orat. pro Cecinna cap. 24. & ex l. 13. Titia de inoff. test. D. intelligi potest. Ex iis puto apparet, quod merum imperium, & quod mixtum appelletur: quae Cicero in Praetura Urbana iis verbis apertissime distinguit, Lib. 1. in Verr. cap. 47. Das, inquit, bonorum possessionem ei, qui non iuravit, concedo, Praetorium est: adimis tu ei, qui iuravit? quo exemplo? proscriptum iuvat. Lex est, poena est: quid ad eum, qui ius dicit? Praetorium esse, ait, dare possessionem, quod Praetorii est imperii ac potestatis, animadvertere autem in eum, qui in legem Corneliam commiserat, proscriptum iuvando, id vero ius dicentis esse negat. Duo igitur haec attigit Orator, Mixtum scilicet imperium, quod Praetorium ideo appellavit, quia Praetori iure Magistratus insit, & Merum imperium, quo fraudibus ex lege poena infligitur, postremo illud significavit, Mero imperio nihil esse cum iurisdictione commune, quod nihil ad ius dicentem, contraque Mixto imperio magnam esse cum iurisdictione affinitatem, cum ad eius, qui ius dicit, officium curamque pertineat. Et certe sic se res habet, ut privatae res atque civiles, quibus constituendis qui praerant, iuridicundo praeesse dicebatur, non semper iudicis sententiam requirant: quae tum necessaria est, cum aut de facto aut de iure dubitatur. Cum autem ex tabulis Praetor bonorum mihi possessionem decernit, dat magis quam adiudicat possessionem. Cum igitur in civilibus negotiis hoc quoque versetur imperium, magis tamen ad vis, potestatis, iussum naturam quam iurisdictionis accedat, Mixtum merito appellatur. Hoc est quod idem scribit Vlpianus leg. seq. iubere cavere stipulatione Praetoria, & in possessionem mittere, magis esse imperii quam iurisdictionis. Et Paulus l. 26. pr. & §. 1. ad Municipalem & de incolis. Ea, inquit, quae magis imperii sunt quam iurisdictionis, Magistratus Municipalis facere non potest. Magistratibus Municipalibus non permittitur in integrum restituere, aut bona rei servandae causa iubere possidere, aut dotis servandae aut legatorum servandorum. Haec Paulus. Imperium

autem, quod initio definitum a nobis oportuit, est reliqua omnis praeter veram illam ac propriam iurisdictionem magistratus potestas, ea faciendi, quae privatus non possit: quae quidem si a lege est, aut adeo si legis est, neque ad ius dicentem pertinet, Merum imperium, sin ipsi per se insit Magistratui, & uti Papinianus scribit, iure Magistratus, Mixtum appellatur, propter eam scilicet, quam diximus, iurisdictionis & huiusce potestatis coniunctionem. Cum igitur Magistratus, qui publicum iudicium exercet, verbi causa lege Cornelia de Sicariis, reum pronuntiat in legem videri commisisse, vel non commisisse, ius non dicit: quod enim est ius, quod constituit? aut inter quos vero constituit? quid si ex lege capite plectendum pronuntiaret? neque tum quidem ius diceret: nihil enim, quemadmodum ex Cicerone in Praetura Urbana iam diximus, nihil, inquam, ad ius dicentem quaestiones pertinent capitales: & quicquid id est, quod pronuntiat, lex id Cornelia, non ipse constituit. Quid si ex lege sumi supplicium iuberet, pro sua ne id faceret potestate, ac non legis potius praescripto & imperio? Cum autem Urbis Praetor bonorum dat possessionem, quod Praetorium est, facit, facit, quod iure magistratus, non legis concessione potest, ex edicto enim facit suo. Quid cum iudex a Praetore datus Titium Maevio in aureos decem condemnat? an ius dicit? minime. Quid ergo? iudicat ex eo iure, quod Praetor dixerat, cum iudicium daret: privati enim ius non constituunt, (nisi quod ad personam attinet ex l. 49. §. 6. D. de legat. 1. & l. 3. D. de lib. agnos.) quod Praetoris honori & dignitati conceditur: unde eius edicta Honorarium ius appellamus. Tum igitur proprie ius dicit Urbis Praetor, cum, uti dictum iam a nobis est, aequitatem quandam constituet in iudicio dando, quam in privatorum controversiis diiudicandis, ab ipso dati iudices sequantur: cuius aequitatis Magister ipse quidam est & Sacerdos. Nam quod idem quoque edicit & quid ipse in decernendo sit secuturus, ad Mixtum id imperium, non ad propriam illam, quam diximus, iurisdictionem pertinet. Quale illud est, quod ostendit, se daturum bonorum possessionem ei, qui testamenti tabulas proferet: hoc est, uti iam diximus, quemadmodum bonorum possessionem ipse sit decreturus: in quam rem proprie dicitur decernere. Cicero lib. 3. in Verrem, (quem ego primum facio,) cap. 47. & 48. ubi exposuit, quemadmodum Verres ei, qui non iuraverat, possessionem dedisset, ademisset ei, qui iuraverat, Possum, inquit, sexcenta decreta proferre, in quibus, ut ego pecuniam non dicam intercessisse, ipsa decretorum novitas, iniquitasque declarat. Verum, ut ex uno de caeteris cognoscatis, L. Sulpitius Olympius [rectius Edd. C. Sulpicius Olympus] fuit: is

mortuus est C. Sacerdote Praetore — fecit haereditatem M. Octavium Ligurum. Ligur haereditatem adiit, possedit Sacerdote Praetore sine controversia. Posteaquam Verres magistratum inivit, ex edicto istius, quod edictum Sacerdos non habuerat, Sulpitii Patroni filia sextam partem haereditatis ab Ligure petere coepit. Ligur non aderat. L. Frater eius causam agebat, dicebat iste nisi cum muliere decideretur in possessionem se ire iussurum. Idem pro Cecinna, cap. 29. Eo restitutum iussus: restituisse te dixisti: nego me ex decreto Praetoris restitutum esse. Aliud igitur est ius dicere, aliud iudicare, aliud iurisdictio, aliud iudicium: Praetorem Urbanum legimus ius dixisse, decrevisse, iudicasse inter privatos non legimus. In causa P. Quintii sedit C. Aquilius non Praetor, in causa Roscii Comoedi M. Perpenna, non Praetor, in causa A. Cecinnae Recuperatores tres: tot enim dari solebant id quod ex Ciceronis oratione in Verrem frumentaria cap. 14. quem ego librum facio 3. aperte intelligitur. Ius igitur in Vrbe dicebat Urbis Praetor, a quo & iudices & iudicia dabantur: dicebant praeterea & AEdiles Curules de certis rebus. Caeteri Praetores, qui aucta Vrbe postea creati sunt, ius non dicebant, sed de quaestionibus capitalibus cognoscebant ex legibus, ideoque & Quaestores, & contracto vocabulo Quaestores interdum, appellantur. Ii autem ei quaestioni praecerant, quae ipsis sorte obvenerat: alius de veneficis, alius de sicariis, alius de peculatu, alius de pecuniis repetundis, alius de ambitu, alii item de quaestionibus aliis cognoscebant legum, uti Cicero in orat. pro Cluena cap. 27. 29. & 32. scribit, praescripto & imperio. Ii igitur Praetores merum imperium, Urbis Praetor mixtum habebat, cuius erat uti diximus, iurisdictio: quo verbo interdum Iureconsulti causae cognitionem significant, ut Papinianus. l. 1. de officio eius, cui mandata est iurisdictio. Et Paulus eodem tit. l. ult. modicam coercionem iurisdictioni inesse scribit, quod ego interpretor causae cognitioni, & Macer in l. 4. cognitio tit. eodem. Quod autem imperium potestatem Magistratus definimus, id eo spectat, ut modicam coercionem, quae quamlibet causae sequitur cognitionem, etiam quae privato mandatur, hac divisione excludamus: quanquam enim imperium non Merum Paulus appellet, non idcirco putandum est, mixtum esse nostrum imperium: Imperium enim appellat quia coercere vis cuiusdam est & potestatis, & quia modica ea coercitio est, quia non ex lege nominatim, quia non tam Magistratus quam eorum omnium, qui de causa ulla cognoscunt, cum sine ea expediri causa nulla possit, non merum. Porro autem Magistratus intelligimus etiam potestates: hoc est provinciales Magistratus ut Proconsules Propraetores & quicumque alii provincias regunt, non eorum tamen Legatos: aliud enim esse cum potestate, aliud cum lega-

tionem Cicero lib. 3. in Ver. iis verbis significat; Pertinere ad utilitates eorum qui iudicent, qui in provinciis cum potestate vel cum Legatione se futuros aliquando arbitrentur. Ultimum illud est in lege nostra, iudices dandi licentiam iurisdictioem etiam esse: solus enim is qui ius dicit, iudices dat: qui enim de capitali fraude quaerunt, Iudices ipsi sunt & praesides quaestionis, neque alium iudicio exercendo praeponeere eis licet, nisi forte lege ea qua quaerunt id cautum sit nominatim: quemadmodum scribit Papinian. in l. 1. de off. eius cui mandata est iurisdictio. Cum igitur in privatorum negotiis, quas decreto Praetor expedire non potest, ut pote in quibus necessaria est causae cognitio, iudices a Praetore Urbis dari possint, cuius in Vrbe iurisdictio est, ab iis vero Praetoribus, quorum merum est imperium, non possint, merito huiusmodi licentia iurisdictioem esse dicitur, hoc est eius, qui ius dicit, non eorum qui legibus animadvertunt in facinorosos homines. Itaque se rem habere argumento est, quod cum idem Magistratus & merum habet imperium, hoc est de capitali fraude ex lege cognoscit, unaque iurisdictioem, ut Praeses provinciae, de quaestionibus capitalibus ipse cognoscit, ad causas autem civiles & privatas iudices dat. Id quod intelligimus ex lib. 2. in Verrem (quem alii 4. faciunt) cap. 14. & 28. ubi Verres ad Heraclii pecuniariam causam iudices dat, de Sopatri autem & Sthenii capitalibus causis ipse sedet. Tenemus quid imperium sit, quid merum imperium, quid mixtum, quid decernere, quid ius dicere, quid iudicare, curque Vlpianus ius dandi iudicis iurisdictioem esse statuat, explicata denique legis sententia est, nunc ad verba accedamus. Gladii potestas exemplum est meri imperii, ut & datio bonorum possessionis mixti. Lex enim Pompeia parricidam gladio non punit, multaeque aliae praeterea leges. Quod autem dicit, Merum imperium Potestatem appellari, de eo vide l. 215. Potestatis de verb. signifi. Quod mixto imperio inesse etiam dicitur iurisdictio, sic accipio, ut cum dicimus maiora esse in minoribus, ut animal in homine, quia homo animal dicitur, ut mixtum imperium iurisdictio. Nam, quemadmodum iam diximus, tertia haec pars est & veluti species Praetoriae iurisdictioem, itaque subiecit, iurisdictioem etiam esse licentiam iudicis dandi. Hoc etiam modo dici aliud esse in alio docet Aristoteles lib. 4. Naturalis auditionis. Conf. Vlp. in l. 47. si quid earum, de Legat. III. §. 1. Notatu illud quoque dignum, quod & iam antea notavimus, dicere Vlpianum dare bonorum possessionem, Mixti esse imperii, non adiudicare. Quid sit bonorum possessio, notum omnibus esse arbitror: & quid intersit inter haec, dare possessionem, mittere in possessionem & iubere possidere. Ex iis quae diximus colligi haec possunt, Merum imperium non posse

mandari ab eo, cui lex illud dederit, nisi forte cautum id lege sit, ut mandari possit, quemadmodum iam antea scripsimus ex Papiniano, cum enim imperium hoc legis magis sit quam magistratus, a Magistratu mandari qui potest? lex eum iudicem fecit capitalis quaestionis, alium ipse facere non potest. Hoc autem intelligo tam in Vrbe quam in provincia. In lege enim excipiuntur *ad S. C. Syll. & Clau.* Legatus Caesaris est, qui supplicium de seruo sumi iussit, non Legatus Proconsulis. Mixti autem imperii quae sunt, quanquam in Vrbe mandari non soleant, ubi Praetor aliis negotiis a decernendo non avocatur, in provincia tamen nominatim Legato a Praefide mandari possunt: quod enim ipsius est magistratus, videtur ab eo posse mandari. Quid iurisdictio? mandari potest? Iurisdictio inter caetera duo illa significat, quae iam antea diximus: nam & qui ius constituit, ex quo de privatis controversiis statuunt iudices, ius dicit, & causae interdum cognitio iurisdictio appellatur: Praetor Urbis causae illius cognitionem illi mandabit, omnium causarum nemini cognitionem mandat: Praeses autem provinciae, causarum uinversitatem Legato mandare si velit, potest propter provinciales occupationes: cui cum Legatus sufficere per se non possit, ius habet iudices dandi, non quod cognitio causae secum trahat iudicis dandi ius atque potestatem: nisi illud malimus ex *l. 12. cum Praetor de iudiciis. ff.* ut ipsi Proconsuli lege hoc datum est, ut dare iudicem possit, sic Legato aut a lege, aut a Principe, aut a Senatu, tributum id esse. Qua autem lege Proconsuli id permittatur, non legi, nisi forte *Cornelia Provinciali*, cuius meminit Cicero in illa bene longa *ad Lentulum Epistola ad Fam. 1. 9.* & in *Epistolis ad Appium Pulchrum, ad Fam. III. 6. 84.* & *alibi.* aut *Iulia* potius *repetundarum*, qua illud quoque cavebatur, ne Legatus ante Proconsulem de provincia decederet, ut scribit Vlpia. *in l. 10. meminisse de off. Proconsf.* Neque vero satis intelligo, quid opus fuerit Proconsuli id lege concedi, quod sine lege facere posse videbatur. Sed de hoc & aliis quibusdam alias considerabimus: nunc ad rem. Videmus igitur, quemadmodum dicatur a Iureconsultis, *Iurisditionem universam mandari Legato a Praefide posse*, eaque mandata, *Legatum habere ius dandi iudices.* Causarum igitur civilium & privatarum (de aliis enim Legatus cognoscere non potest ex *l. 6. Solent de off. Proconsf.*) universitatem mandare Praeses Legato potest, ius constituendi potestatem non potest. Hoc enim ipsius Praetoris honori & dignitati conceditur, ut ius possit in suum dumtaxat annum constituere: finem enim edicto Praetoris adferunt Calendae Ianuariae, lexque annua edictum est. Atque ut Legatus, cui sic mandata est iurisdictio, iuris constituendi ius non habet, sic neque exequendi ea, quae mixti sunt imperii: nam cum ea plus

imperii habeant quam iurisditionis, uti diximus ex Vlpiano & Paulo, mandata iurisditione mandata ea intelligi non possunt: quanquam interdum Iureconsultus scribat, *decernere*, hoc est dare, adimere, permittere, iubere, quae omnia mixti sunt imperii, *Praetoriae esse iurisditionis*, large enim tum nomen iurisditionis accipit ut Vlpia. *in l. 4. dies cautioni in extremo primo. §. de damno infecto. & in l. 57. si res de legat. 1.* Mandari tamen ea possunt, uti scribit Macer, specialiter, *in l. 4. Cognitio de off. eius cui mand. est iurisdi.* Neque me movent interpretes nostri, qui dationem tutoris mixti esse imperii volunt, quam *mandari tamen a Proconsule non posse* scribit Vlpianus *in l. 8. Nec mandante de tutor. & cur. datis ab iis.* non me inquam movent, qui enim scripsit *nec mandante quidem Praefide ab alio tutorem dari posse*, idem quoque scripsit *in l. 6. Muto. §. 2. tutoris datio de tutelis, Tutoris dationem neque imperii esse neque iurisditionis: sed ei tantum competere, cui id nominatim vel lex, vel Princeps, vel Senatus tribuerit.* Non esse autem imperii neque iurisditionis, ex eo intelligi potest, quod privatus tutores dare possit. Ideoque imperium potestatem definimus faciendi ea, quae privatus facere non possit. Quam si quis posse mandari idcirco putet, quia Legatus Proconsulis tutores quoque dare possit: is vero ignorat *ex oratione D. Marci Legatos Proconsulum*, non ab ipsis Proconsulibus ius hoc habere: id quod docet *lex prima de tut. & curat. datis ab iis. §. 1.* Quod autem Proconsulum Legatis hoc D. Marcum tribuisse dicimus, Propraetorum quoque Legatis tributum intelligendum est, Propraetores enim Proconsules saepe vocat Ictus & M. Tullius, quemadmodum a nobis notatum est in eius *ad Atticum epist. & Vatinianam interrogationem.* Cum igitur Vlpianus *dationem tutoris ad officium ius dicentis pertinere* scribit. *l. 1. huiusce. tit.* officium latissime accipere videtur: vix enim est, ut Praetoris Urbani officium proprie dicatur, aut Praefidis provinciae, quod illi lex Attilia, huic lex Iulia Titia tribuit nominatim, neque eis iure competit Magistratus. Colligi alia praeterea multa possunt ex iis quae diximus, sed nobis satis est digitos ad fontes, ut aiunt, intendisse: quod uti in caeteris artibus tradendis, ita in iure civili faciendum censeo: quod magis multis literis quam obscuris continetur: male enim docet, qui omnia docet, neque discentium ingeniis excogitandum quidquam relinquit. Exposui, mi CORASE, ut brevissime potui, eius legis sententiam, in qua explicanda nemo tibi adhuc satisfecit. Ego autem, quanquam mihi non arrogo, ut plus viderim, quam caeteri omnes, qui in ea intelligenda laborarunt, viri doctissimi & ingeniosissimi, quorum tamen scriptis cognoscendis aut otium nobis adhuc aut voluntas defuit, tamen non recusem, quin quantum de iudicio hoc meo, tantum de existimatione detrahatur. Vale & me ama. Tolosae. x. Cal. Martias.

PETRO CASTELLANO
EPISCOPO MATISCONENSI
ET HERICE REGIS CHRISTIANISS.
ELEEMOSYNARIO MAGNO.
ANTONII GOVEANI

IVRECONSULTI

DE IVRISDICTIONE

LIBRI II.

ADVERSUS EGVINARIVM BARONEM

IVRECONSULTVM

A D

PETRV M CASTELLANVM EPISCOPVM MA-

TISCONENSEM ET MAGNV M GALLIAE

ELEEMOSYNARIVM.

PETRO CASTELLANO
EPISCOPO MATISCONENSI,

ET HENRICI REGIS CHRISTIANISS.

ELEEMOSYNARIO MAGNO,

ANTONIUS GOVEANVS S.

MITTO tibi, Praesul Amplissime, secundas meas de Iurisdictione cogitationes, spero etiam postremas, duobus libris adversus EGVINARIUM BARONEM, primum aetatis nostrae iuris doctorem, explicatas. Leve quidem munus, si cum immortalibus tuis in me beneficiis conferatur, sed tamen literarium: pene scripsi literatum, sed non ante id dicam, quam tibi placuisse intellexero. Et sane si in iure Populi Romani dignitatem ullam esse statuis, non indigna haec prorsus quaestio est, quae ad te scribatur. Clausura enim, ut ita dicam (id quod te artis huius peritissimum minime latet) civilis disciplinae continet, tentata saepius a me, nunc demum nisi fallor reserata. Quale autem aut quantum vero cunque munus hoc est, ita uti spero accipies, si cogitabis non eandem mihi ad remunerandum, quam tibi ad bene de me merendum esse facultatem. Vale Cadurci Non. Februarii. MDL.

TYPOGRAPHVS LECTORI.

TOTOS sex ante menses, amice Lector, quam doctissimus vir EGVINARIUS BARO fato concederet, traditum mihi fuerat istius apographum libelli. Quod cum ab omnibus requiri studiosius intelligerem, nolebam certe committere, ut foedis illis & sinuosis, quibus adhuc usi sumus, characteribus excuderetur: & magna cum temporis iactura, tum etiam operae, commune malum tantisper sustinuimus, dum elegantiores isti pauloque venustiores scalpuntur, & adferuntur ad nos longo post intervallo. Hic porro officina chartaria nulla est, nullus papyroprates, qui nobis solidas ac puras chartas suppeditet. Emporeticae magis sunt, quibus vulgo utimur, & aut bibulae, aut quae characteres facile transmittant. Papyrus itaque suscipiendis typis hisce conveniens nobis aliunde petenda fuit. Haec te, lector, scire volumus, authori ne ascribas huius libelli seram editionem, aut vero cum larvis eum luctari (quod aiunt) putes, qui non nisi laceffitus scripsit, & opus scriptum, vixque adeo recognitum a se, precibus amicorum victus mox excudendum tradidit, quod totum esse possit velut quoddam $\sigma\lambda\epsilon\delta\lambda\alpha\sigma\mu\alpha$. Ex quibus (opinor) intelligis, nec per eum stetisse, quominus multo ante BARONIS obitum liber in lucem prodierit. Vale.

ANTONII GOVEANI

D E

IURISDICTIONE

LIBER PRIMVS.

ADVERSVS

EGVINARIVM BARONEM.

S V M M A R I V M.

1. Privatorum iussus imperii appellatione non continetur.
2. Imperium Magistratus potestas.
3. Privatorum iudicum vis ICtis Iurisdictio vocatur.
4. Maiorum magistratum duntaxat imperium est.
5. Magistratus, qui imperium habent, in ius vocari nequeunt.
6. Extra iudicium si fiat, quod in iudicio fieri potest, extraiudiciale dicitur.
7. Notio separatur a Iurisdictione.
8. Praetor perpetuae iurisdictiois causa Edictum proponens, non ius dicit, sed edicit.
9. Ambigua, nisi ante distincta, definiri nequeunt.
10. Sententia a decreto differt.
11. Notionis nomen ad eos quoque pertinet, qui iurisdictioem non habent.
12. Ius dicere & edicere BARONI idem est.
13. Magistratus publice ius reddunt.
14. BARONI aliud imperium est extraiudiciale, aliud iudiciale.
15. Imperii iudicialis BARO duo genera facit, merum & mistum.
16. Imperium simplex seu purum iudiciale esse non potest.
17. Tutoris datio privatum negotium est, specialiter tributum.
18. Omne civile negotium BARO ad mistum imperium refert.
19. Ex BARONIS doctrina merum imperium mistum dici potest.
20. Criminalis Iurisdictio species iurisdictiois est.
21. Criminalis Iurisdictio mero imperio inest.
22. Tutoris datio BARONI misti imperii est.
23. Imperium meri & misti genus est.
24. Quae specialiter iurisdictiois sunt, non ideo iurisdictiois esse desinunt, si ita iubeat &c.
25. Centumvralia iudicia publica non sunt, sed privata.
26. ICtis verbum simplex iurisdictio incognitum.
27. Mandata iurisdictioe, omne officium iurisdictiois transit.
28. Quae specialiter tribuuntur, mandata iurisdictioe non transferuntur.
29. Qui mandatam iurisdictioem suscepit, nihil proprium habet.
30. Mandata iurisdictioe, imperium merum non transfertur.
31. Iubere cavere stipulatione praetoria iurisdictiois est.
32. Potestatis appellatione in Magistratu imperium significatur.
33. Imperium, quod iurisdictioi cohaeret, est potestas in carcerem mittendi.
34. Ad specialem iudicem qui vocatur, in ius non vocatur.
35. Ad pedaneum iudicem vocatum qui vi eximit in Edictum, ne quis eum, qui in ius &c. non incidit.
36. Restitutio in integrum tribunal desiderat.
37. A Legato Proconsulis non ipse Proconsul, sed Imperator appellatur.



VVM de Iurisdictioe librum legi, EGVINARI, diligenter. Autor erat primi in Gallia nominis, cui ego tantum tribuebam, quantum mihi non a sum arrogare, quaestio ipsa obscura atque difficilis, ego autem cupidissimus intelligendi, quid de quaestione ea sentires, quam ipse annos abhinc sex

attigeram, & quo tempore in manus meas venit liber tuus, fusius explicabam. Legi itaque librum tuum sanè deligenter. In prima parte tuam in conquirendis colligendisque scriptorum locis, qui ad hanc rem pertinent, diligentiam probavi. In secunda vero, in qua sententiam tuam nobis exponis (dicam liberè & ingenuè) nulla mihi litera visa tua est, EGVINARI, hoc est, docti hominis & eruditi. Ex tertia ac postre-

postrema parte, otio te valde abundare, non dicam abuti, intellexi, qui ab ACCURSIO ordiens, omnium qui quaestionem hanc vel explicavimus vel attigimus, opiniones confutes. Tuo ego exemplo, quo aequius erit mihi te ignoscere, contra meam consuetudinem, secundae partis libri tui sententias excutiam, ut intelligas, nihil esse tam facile, quam in opere alieno ingeniosum videri. Neque tamen mihi tanti esset te per me intelligere, id quod tu in scriptis nostris facis, posse nos quoque in tuis, ut exemplum imitari vellem, nisi tanta iam tua esset apud iuvenes bonos, quibus nos quoque & placere & prodesse studemus, autoritas, ut nihil, contra te qui sentiat, sentire videatur. Cogitanti igitur mihi secundas meas de Iurisdictione opiniones mandare literis, autoritas tua amolienda necessario fuit. Quod ego tamen ita faciam moderate, ut queri a me non possis imminutam. Tantum enim praestanti ingenio tuo, excellentique doctrinae tribuo, ut tecum comparem paucos, antepoam profecto neminem. Vtinamque iis qui istum ante te Biturigibus locum tenuere, mens eadem fuisset vindicandi ab iniustis possessoribus iuris civilis. Quibus eo minus ignoscendum est, quo plus vel ad conandum facultatis, vel ad persuadendum auctoritatis habuerunt. Tuis itaque laudibus cum magis quam ego, faveat nemo, in utilissimo & sanctissimo proposito tuo adiutando si me recipis, socius esse cupiam. Cave quaeso credas animo me a te dissentire. Iudicii si nonnulla erit dissimilitudo, cogitare debebis non idem tibi quoque videri quod mihi: neque evenire aliter posse in quaestione tam varia, tam recondita, tam nostris etiam dissentionibus obscurata. Neque sententias tuas solum confutabo, meas tibi quoque exponam: quas te vel probaturum, vel non omnino certe repudiaturum spero. Ut autem sperem facis tu, qui in eo libello quem ad caput illud Vlpiani Imperium, abhinc annos sex, breviter & dilucide tuo iudicio scripsimus, aliquid te desiderare dicas: ut non temere nunc sperare videar, secundas meas cogitationes facturas satis desiderio tuo. Sed in refutandis tuis multo mihi maior erit labor, quam exponendis meis. Ita nanque scripta tua sunt obscure & perplexe, ut quid tibi velis suspicari, vel potius divinare nobis sit necesse. Quod ego rei, non orationis vitio accidisse putem, cuius te divitias habere video. Nulla enim tanta dicendi facultas est, quae rem non intellectam aperte ac dilucide exponere queat. Primo igitur capite, imperii definitionem & divisionem exequi mihi videris, iis verbis. *Ex iis igitur primum apparet privatorum etiam hominum iustum, deinde magistratum potestatumve omnem potestatem, quae privatis data non est, imperii generali appellatione contineri, sive ea in extraiudicialibus, sive in*

criminum animadversione, sive in iure dicundo de privatis causis, & civilibus consistat. A definitione igitur imperii ordiris, in quo vide ne ego te imprudens, EGVINARI, deceperim, qui ita in calce commentarii mei scripserim, *Imperium igitur quod principio a nobis definitum oportuit, &c.* Ad legem nanque imperium scribenti, eiusque duntaxat sententiam exponere volenti, ab imperii definitione principium ducendum fuerat. Tu vero qui non capitis unius Digestorum, sed quaestionis universae de iurisdictione explicationem inscriptione libri ostendis, a iurisdictione auspicari debuisti: quid ea esset, quam varie diceretur. Leve tibi hoc fortasse peccatum videatur, quia scilicet nihil ad ius: non negabis tamen eius artis esse, sine qua ars ius esse nullo modo possit. *Privatorum (ais) hominum iustum.* Bibliopolae hoc ego erratum puto, non tuum: te *iustum*, non *iustum* scripsisse. Quid enim sit *iustum privatorum*? *Ius privatorum* quod Graeci *δικαιοσύνη* appellant, Terentius, bonus in primis Latinitatis autor, in *Phormione iustum* dixit *Act. 11. sc. 1. vs. 50.*

*An quisquam iudex est, qui possit noscere
Tua iusta, ubi tute verbum non respondeas?*

Sed quid sit hoc loco *ius privatorum*? Nisi igitur me coniectura fallit, *iustum*, EGVINARI, scripsisti. *Iustum* igitur *privatorum* imperii appellatione contineri ais. Puto cum pater filio, servo dominus imperat: haec imperata, haec *iussa imperia* appellantur. [1.] Nam vis ipsa atque potestas imperandi, in patre *potestas*, in domino *dominium*, non *imperium* appellatur *l. 215. potestatis. de verb. sig. ff.* Verumenimvero quid haec imperia ad iurisdictionem, de qua tibi scribere propositum est? *Deinde (ais). magistratum potestatumve omnem potestatem, quae privatis data non est, &c.* Totum hoc a nobis vel sumpsisti si confiteris, vel furatus es si negas. Ita nanque in eo libello quem legisti imperium definivimus, *potestatem magistratus ea faciendi, quae privatus facere non possit.* [2.] Ego tamen tam late quam tu imperium non sumebam. Tibi, qui in generalem imperii appellationem privatorum etiam *iussa* includis, quatenam religio est confiteri, quae ad officium magistratus dicuntur ab Vlpia. pertinere *l. prima de iurisd. omn. iud.* quale illud est, tutores dare, si privati ea quoque facere possint, imperii lata ista significatione contineri? Dices mihi religionem tibi istam iniicere Vlpia. in *l. 6. tuto. §. 2. tutoris datio ff. de Tutel.* qui tutoris dationem neque imperii neque iurisdictionis esse scribat. Superstitio haec est, EGVINARI, non religio. Tibi nanque in mentem non venit, non tam late eo loco ab Vlpiano quam a te *imperium* accipi, quod a *iurisdictione* separet atque distinguat: [3.] tum vero privatorum iudicum ac specialium vim & potestatem, quam iurisdictionem Iureconsulti vocant

eant in l. 19. cum quaedam §. 1. & l. 11. si idem de iurisd. omn. iud. qui iubere & imperare solent, in §. ult. de divisio. stipul. in Inst. neque a Praetore tantum dati, verum etiam ex recepto & compromisso aditi l. 21. quid tamen. §. ult. l. 23. Celsus. §. i. de recep. arb. ff. Cur inquam hanc iudicum potestatem in latam istam imperii appellationem non recipis? Postremo non omnium magistratuum imperium est, EGVINARI, sed maiorum duntaxat magistratuum. [4.] Vlpianus in l. 32. nec. de iniur. Sed verius est, si is magistratus est, qui sine fraude in ius vocari non potest, expectandum esse donec magistratu abeat. Quod si ex minoribus magistratibus erit, idest, qui sine imperio aut potestate sunt, in ipso etiam magistratu posse conveniri. Idem Vlpianus in l. 2. de in ius vocan. In ius vocare non oportet neque Consulem, neque Praefectum, neque Praetorem, neque Proconsulem neque caeteros magistratus, qui imperium habent, & qui coercere aliquem possunt, & iubere in carcerem duci. [5.] Aediles nanque imperium non habuisse testis est M. Tull. orat. 11. in Verrem. Erit, inquit, tum Consul Hortensius cum summo imperio ac potestate, ego autem Aedilis, hoc est, paulo amplius quam privatus. Itaque in ius etiam vocari Aedilis poterat. arg. l. 13. eumque. de peric. & commodo rei vend. ff. ubi in eum actionem dari videmus. Et Gellius lib. xiii. cap. 13. in ius vocari potuisse Aedilem scribit ex Varrone. Neque moveri nos eo convenit, quod Aedilium certis de rebus erat iurisdictionis, qui sciamus Aedilium iurisdictionem praetoriae iurisdictionis partem esse; §. 2. Inst. de Divis. stipulat. & l. 5. de Verb. Oblig. Sequitur divisio eius potestatis, quam imperium fecisti. Sive (inquis) ea in extraiudicialibus, sive in animadversione criminum, sive in iure dicundo de causis privatis & civilibus consistat. Extraiudicialia vocas, curare rem militarem, exigere farta tecta templorum. Quid hoc est? res militaris est res extraiudicialis? exactio factorum tectorum est res extraiudicialis? quid ita quaeso? an quia nihil ad iudicia, deque rebus iis iudicio non disceptatur? quin ergo edere, bibere, agrum colere extraiudicialia facimus? [6.] Equidem quod in iudicio fieri potest, si extra iudicium fiat, extraiudiciale dici existimabam: ut, cum debitorem extra iudicium appellamus, cum adversario extra iudicium iusiurandum deferimus, quorum utrumque in iudicio fieri posse constat. Tu quicquid sine iudicio fit, extraiudiciale facis. Audiamus caetera. Sive in animadversione criminum, sive in iure dicundo de causis privatis & civilibus consistat. Potuisti, & vero debuisti, EGVINARI, ita scribere, Sive in extraiudicialibus, sive in iure dicundo consistat. Quid enim necesse erat hoc loco facinorum animadversionem a iurisdictione separare, cum de capite quoque ius dici ipse paulo post scribas iis verbis. Et hoc quidem posterius

imperium iuridiciale appellamus, quod generaliter ius dicere, & de capite, & de rebus privatis dicamur. Nullus unquam, EGVINARI, magis me scriptor torfit, quam tu: neque dubito, si ad tuum librum commentarios ipse edere velles, quin te valde impedires. Res non intellectas quoquo modo scribere facile est: scripturam eam qui interpretari velit, nunquam profecto se explicaverit. Sequitur. Sed huius imperii ea particula, quae in cognoscendis iudicandisque privatis causis, & civilibus versatur, iurisdictionis angustissima verbi significatione appellata est. Quae pars non est tuae divisionis sed partis postremae pars. Subiicis nanque. Quod reliquum est, imperium contracto verbo dictum, uti in aliis plerisque in iure civili observamus. Imperium hoc, aliud extraiudiciale est omnimodo, ut in militaribus rebus, & fartis tectis exigendis: aliud iudiciale, quod ad edicta, decreta, cognitiones magistratum, & iudicia, quibus maleficia puniuntur, fere pertinet. Cum igitur in reliquo imperio iurisdictionem magistratum includas, particula imperii illa, quam angustissima iurisdictionis appellatione significari dicis, notio erit iudicantis, vel de iure, vel de facto magistratus: [7.] quam tamen a iurisdictione separat Iureconsultus in l. 57. quidam. de re iud. Si tamen (ait) minor Praetor, vel Consul ius dixerit, sententiamve protulerit, &c. ut mirari satis non possim, quamobrem iurisdictionis angustissimam hanc significationem dicas. Nam ut quaeque magis propria est verbi alicuius significatio, ita angustior est ac strictior: cum proprio nihil magis repugnet quam generale, commune ac latum. Atqui ita scribit Iureconsultus. Ius dixerit sententiamve protulerit. Videtur tibi existimare iudicantem proprie ius dicere? Neque illud quoque satis intelligo, quamobrem cum ea colligeres, in quibus iuridiciale tuum imperium poneres, iudicis dandi licentiam praetermiseris: quam iurisdictionis esse Vlpian. ait in l. 4. imperium. [8.] Tum vero cum edictum perpetuae iurisdictionis causa proponit Praetor, ius tibi dicere videtur: mihi autem edicere, non ius dicere: ius dicere tum, cum ius reddit postulantibus, decernit, fatur, unde fastos & nefastos dies scis esse appellatos. Ius mihi magis dicere videtur, cum in singulorum causis edicit: ut, cum ab eo primum, secundum, tertium edictum impetratur, & post haec peremptorium, & interdum statim illud, quod unum pro omnibus appellatur. Edicit igitur, qui quod ius dicturus suo anno est, proponit: dicit ius, qui decernit redditque postulantibus. Iam vero qualiter a te & quam scienter iurisdictionis definiatur, audiamus. Publica iuris dicendi potestas. [9.] Primum, ambigua nisi ante distincta definiri non possunt: tum vero tam nobis obscurum est, quid tu ius dicere appelles, quam erat ignota iurisdictionis: quod vitium est in definiendo

vel maximum. Non debuisti, EGVINARI, istius definitionis autoribus credere, quos in tota hac quaestione sciebas nihil vidisse. Quibus tamen est quod ignoscamus. Ignorabat illa aetas, ingeniorum alioquin feracissima, eas res, quibus tu ita instructus es, ut artem hanc iuris summa scientia tractare posse videaris. Sequitur. *Qui enim praeest magistratus potestasve ius dicit, vel populo edicendo, vel singulis decernendo & iudicando.* Primum, quis sic loquitur, Qui enim praeest magistratus? Vlpian. in l. 10. qui iurisdictioni. de iurisd. omn. iud. non qui praeest scripsit, sed qui iurisdictioni praeest. Idem in l. i. de iudic. Cuiusvis iudicis qui tribunali praeest. Imperator in l. 3. Cod. privatorum. de iurisd. omn. iud. Eum, qui nulli praeest iurisdictioni. [10.] Tum vero ita decernere & iudicare coniungis, quasi nihil sententia a decreto differat, idemque decernere sit, & iudicare: quae tamen aliquanto post ipse differre scribas, iis verbis. *Edicta enim & decreta, quibus bonorum possessio datur, mittitur in possessionem, iubetur caveri legatorum nomine, restituitur in integrum, & huiusmodi alia, quae magis imperii quam iurisdictionis esse, Paulus scribit, iudicia proprie non dicuntur.* Sequitur. Nam & qui publicum iudicium exercet magistratus, iudexve quaestionis, & qui Centumvirali hastae praeest, consiliumve alioquin exercet, manumittit, emancipat, adoptat, quique decernit causa cognita, aut de plano dat bonorum possessionem, qui mittit in possessionem, quive iudicium dat & iudices, aut ipse diiudicat, ius dicere generaliter dicitur. Nihil enim aliud est ius dicere, quam quod legibus, plebiscitis, senatusconsultis, edictis, decretis Principum sanctum est, vel publice vel privatim postulantis reddere. Primum, EGVINARI, adoptare magistratus non dicitur: apud magistratum fieri dicuntur adoptiones, in l. 2. §. 1. omnes, de off. procons. Quod nanque scribitur in l. sequente (Nec adoptare potest) connectendum est cum extrema lege praecedente. Tum vero & qui bonorum possessionem dat, & qui decernit causa cognita, generaliter tibi ius dicere videtur: at mihi vere, germane ac proprie. Haec enim soli faciunt magistratus, quorum propriam esse iurisdictionem intelligimus ex l. 5. ait Praetor, de re iudic. Ait, Inquit Vlpianus, Praetor, cuius de ea re iurisdictionis est. melius scripsisset, (cuius de ea re notio est) etenim notiois nomen ad eos etiam pertinet, qui iurisdictionem non habent. [11.] Sed quid ego Vlpiani autoritate contra te utor? Tibi ipsi ius dicere nihil esse aliud videtur, quam reddere vel privatim vel publice postulantis, quae vel legibus, vel plebiscitis, vel senatusconsultis, vel edictis, vel decretis Principum sancita sunt: ut qui horum aliquod faciat, proprie non generaliter tibi videri debeat ius dicere. [12.] Neque vero satis a te constanter nunc dicitur, nihil esse aliud ius dicere, quam postulantis iura red-

dere, qui ius dicere magistratum, cum edictum proponit, paulo ante affirmabas, cum tamen ius reddere postulantis nemo dixerit. Nae incerta tua est, EGVINARI, suspectaque doctrina: modo ais, modo negas, in eoque duntaxat laboras, ut ex eo loco, in quem imprudens te demisisti, evadas: quomodo autem evadas, referre nihil putas. Ingredientibus videndum esse quemadmodum egredi possimus, satis nos caper ille Aesopicus commonefacit. [13.] Postremo ne illud quidem intelligo quale sit, Privatim, vel publice reddere. Magistratus nanque ius publice reddunt: ad privatos & speciales iudices nulla imperii tui pars, nulla iurisdictionis pertinet: & si maxime pertineret, tamen eorum publicum munus esse constat ex l. 78. quippe. de iud. Privatim igitur nemo ius dicit: nisi forte privatim ius tibi dicere videtur, qui in causis singulorum ius dicit: publice, qui edictum populo proponit. At eum qui edictum proponit, ius non reddere iam antea docuimus. An vero privatim reddere ius tibi videtur, qui in privatis causis reddit: publice autem, qui iudicia publica exercet? Tua nobis hoc loco, EGVINARI, ope opus est, sine qua mihi non sumam, ut tua scripta interpretari possim. Libere enim tibi dicam, quod sentio. De industria mihi videris haec tam obscure, tam perplexe, tam non tuo more dicere voluisse: ne si dicta essent a te scriptaque dilucide, facile quivis perspiceret, quam vere dicerentur: ipsaque saltem obscuritas imperitos in admirationem raperet, doctos & ingeniosos a reprehendendo deterreret. Sequitur. *Sed imperium iuridiciale rursus in duo genera discedit, merum imperium, & mistum. Merum imperium appellatum est, quod purum & absque iurisdictione, de re privata, & civili est: quae proprie iurisdictionis primum appellata est, & quidem paulo latiore verbi iurisdictionis appellatione, quam supra ex Paulo dixi. Non enim solum in iudicando iure magistratus de causis privatis, sed etiam in decretis interponendis iure magistratus, atque adeo speciali iure, de negociis civilibus consistit iurisdictionis.* [14.] Primum non intelligo, quod nam abs te imperium iuridiciale, aut quamobrem vero appelletur. Qui extraiudiciale quoddam imperium feceras, iudiciale hoc facere debuisti. Statum nanque iuridicalem Rhetores appellant, non a iudicio, sed cum iure ne an iniuria factum quid sit, quaeritur. Cum autem iidem Rhetores orationum genera dividunt, quoddam iudiciale faciunt, quod in forum scilicet & iudicia venit, quo tu quoque nomine imperium tuum appellare debuisti, cum extraiudicali non iuridiciale, sed iudiciale opponatur. Sed appelletur sane iuridiciale: & quoniam quid in re sit tenemus, permittamus tibi verbis uti tuo arbitrato. Imperium igitur istud tuum iuridiciale, erit imperium, quod ad iudicia pertinet. Omnes ergo im-

imperii huius partes ad iudicia pertinebunt. At mistum imperium, quod in danda bonorum possessione consistit, quomodo dici iudiciale potest, cum ipse Praetor sine causae cognitione dare bonorum possessionem soleat. Quid iubere cavere stipulatione praetoria? quid in possessionem mittere, quae tute ipse iudicia non dici paulo post scribis? quid quae de plano a Praetore administrantur? quid manumittere, quid emancipare, quae tu paulo ante iurisdictionis & imperii iuridicalis fecisti, quomodo ad iudicia pertinebunt, quae *voluntariae iurisdictionis* a Martiano in *l. 2. de off. procons.* esse dicuntur, iudicium autem nisi ex partium contentione nasci non possit? M. Tullius *pro Murena cap. 12. Ager, qui Sabinus appellatur, meus est, imo meus, tum iudicium.* Iam vero imperii huius iuridicalis duo genera facis, merum, & mixtum. [15.] Merum dici putas, quia purum fit & absque iurisdictione, de re privata, & civili: quae primum abs te proprie iurisdictione appellata est, & quidem paulo latiore, ais, verbi huius significatione. Primum stare haec nullo modo possunt, purum simplexque esse hoc imperium, & iuridicalis esse. [16.] Si nanque purum simplexque est, cur non simpliciter imperium, sed iuridicalis imperium appellatur, quasi admistam habeat iurisdictionem? *Habet, inquis tu, iurisdictionem admistam (de capite nanque ius quoque dicitur) sed non veram illam germanamque iurisdictionem, quam principio definiivi iudiciorum privatorum disceptationem.* Primum hanc propriam iurisdictionem non esse, ex *l. 57. quidam. de re iud.* iam antea docuimus. Tum vero mistum imperium, merum hac ratione erit imperium. Dare nanque bonorum possessionem, misti, ut tu putas, est imperii: est tamen ab hac tua propria iurisdictione separatum. Quid igitur causae adferri potest, quin bonorum possessionem dare meri sit imperii? At sine causae cognitione datur, sine decreto datur: nisi forte decretalis sit possessio, quae tamen ipsa, licet sine causae cognitione non detur, sine iudicio tamen datur. Hoc tu ne fateri cogereris, adiecisti. *Et quidem paulo latiore verbi huius significatione: ut merum imperium non solum dicitur, quia sit a propria iurisdictione seiunctum, sed etiam impropria.* Quo nihil absurdius dici cogitarive potest: ex impropria, &, ut ita dicam, notha iurisdictionis significatione, meri imperii appellationem promanasse. Ita nanque & mistum merum dici potuit, quia sit ab impropria iurisdictione, rerum videlicet capitalium, separatum, quin & a propria iurisdictione tua: cum ius dicere & iudicare plurimum inter se distent ex *l. 57. quidam de re iud. & l. 4. voluit. §. uli. de interrog. act.* Si ergo, cum iudicat sententiamque profert magistratus, ius dicere non dicitur, cum autem quae misti imperii sunt exequitur, tuo iudicio ius dicit, sit illud necessa-

rio, mistum imperium a causarum privatarum diiudicatione, quam tu propriam iurisdictionem vocas, separatum esse atque seiunctum. Merum itaque erit, si vere abs te merum imperium, si vere propria iurisdictione definitur. Sed videamus, paulo latior ista tua iurisdictionis significatione quatenus porrigatur. *Non enim (ais) solum in iudicando iure magistratus de causis privatis, sed etiam in decretis interponendis iure magistratus, atque adeo speciali iure de negotiis civilibus, consistit iurisdictione.* Paulo latiore hanc iurisdictionem vocas, *EGVINARI?* Oratorie mihi paulo latiore significationem eam dicere videris, quae sit latissima. [17.] Tutoris nanque datio negotium privatum est, atque civile, magistratui specialiter tributum: quam tamen cum & imperii, & iurisdictionis esse neget Vlp. non eam paulo latior, sed latissima iurisdictionis significatione pertingat. Tum vero cum paulo post merum imperium in iis etiam rebus positum scribas, quae specialiter tribuuntur, quomodo nunc abs te merum imperium ab iis rebus seiungatur, non equidem intelligo. Sequitur. *Mistum imperium ergo est, imperium cui etiam eiusmodi iurisdictione inest, nimirum de re privata, & civili negotio.* [18.] Omne igitur negotium civile ad mistum imperium, si tibi credimus, *EGVINARI*, referemus. Sed quaeso, quid Vlpiano respondeas, qui tutoris dationem imperii esse negat? neque imperii modo, iurisdictionis etiam esse negat? quid, inquam, respondeas nisi illud, ex male provisus positisque principiis veri nihil effici posse? Iam vero videamus, ne, si misti hanc definitionem recipimus, merum quoque mistum esse fatendum nobis sit necessario. [19.] Quid ais? Possum ne apertius ostendere, qualis doctrina sit tua, quam si demonstravero ex tuis principiis, merum imperium mistum dici & posse, & debere? Non arbitror. Age ergo, mistum imperium est, cui & propria, & impropria inest iurisdictione. Hoc nanque significat illud tuum, *eiusmodi.* Multo igitur magis mistum erit, cui propria inerit iurisdictione. At criminalis iurisdictione species iurisdictionis est: vera igitur est iurisdictione: ut & homo vere animal & est, & dicitur. Animal vere corpus & est, & dicitur. [20.] Speciem autem iurisdictionis esse, ex eo intelligimus, quod tu quoque confiteris, de capite ius dici ex *l. 2. de orig. iur.* & quod *lex imperium*, quae sub titulo *de iurisdictione* ponitur, ad criminum animadversionem pertinet. Quin & in Codice Theodosii titulus *de iurisdictione* ad criminales etiam causas pertinet: itemque in Iustiniani Codice. [21.] Criminalis autem iurisdictione quin mero imperio inest, negari non potest. Quod si criminalem iurisdictionem improprie iurisdictionem dici velis, non tamen magis improprie iurisdictione dicitur, quam tutoris datio: [22.] quam, uti iam diximus, neque imperii, neque iurisdictionis Vlpianus esse vult.

Haec tamen misti imperii tui esse debet. Vbi nanque exposuisti, paulo latiore illam tuam iurisdictionis appellationem ad eas quoque res pertinere privatas, & civiles, quae speciali iure magistratibus tribuuntur, in quibus ab Vlpiano ponitur tutoris datio in *l. 6. tuto. §. 2. tutoris datio*, subiunxisti, *mistum imperium id esse, cui eiusmodi inesset iurisdictionis*. Si ergo propter admistam iurisdictionem mistum imperium appellatur, merum, cui admistam esse iurisdictionem docuimus, mistum erit, sive criminalis iurisdictionis propria sit, sive impropria iurisdictionis: cum impropriae etiam iurisdictionis admistio, mistum tuum constituat imperium. Sequitur. *Licet enim de capite ius dicatur, non tamen postulanti, sed in reum ius redditur: ut merito contrahatur iurisdictionis appellatio ad eam, qua alicui in aliquem ius dicitur de re privata, & civili negotio*. Quid ais, EGVINARI? Iurisdictionis appellatio ad criminalem non pertinet, quia cum de capite ius dicitur, non dicitur ius alicui in aliquem? An cum Praetor tutores dat, cum iudices dat, alicui in aliquem ius dicit? cum bonorum possessionem de plano dat, in aliquem ius dicit? quae tamen omnia iurisdictionis paulo ante fecisti. Sequitur. *Et haec quidem interpretatio nunc placet, & quod HALOANDRI lectio incerta adhuc sit, & quod haec sententia quam minimum recedat a praeiudicata PETRI & BARTOLI opinione: etsi in commentariis ad τὰ πρῶτα, & in libro singulari Manualium ad eandem partem Digestorum, HALOANDRI lectionem defendi posse ostenderim: nec quicquam a nobis ex tam multis scriptoribus advocetur, quod ei repugnet: & ACCURSIO, CYNOS, & BAPTISTAE SEVERINATI, ea interpretatio placeat*. Nam verbum merum imperium apud Paulum superscripto tantum loco, Papinianum lib. 1. *Quaestionum*, & nescio quem FENESTELLAM reperitur: quod tam rebus privatis specialiter tributis, quam capitalibus rebus accommodes, si iurisdictionem in definitione misti imperii ad eam coangustes, quae more maiorum competit magistratibus, non quae lege, senatusconsulto, vel constitutione deferuntur. Haec igitur tibi nunc placet interpretatio. Olim HALOANDRI lectionem secutus es, non iudicio, ut apparet, sed propter novitatem. Neque dubito, ut te in tua interpretatione vacillantem & titubantem video, si nova aliqua aliunde lectio emerferit, vel ab imperitissimo typographo ementita, quin eam, tua interpretatione repudiata, ad tempus secuturus sis. Vti nanque apud Comicum est.

Dum in dubio est animus, paulo momento huc illuc impellitur.

Vt autem coniecturam hanc faciam, illud in causa est: quod qui merum imperium a iurisdictione non propria modo, verum etiam ab impropria separaveras, atque ab iis adeo rebus, quae specialiter tribuuntur, nunc veluti addu-

bitans, quae ut certa & explorata posueras, ita a mero imperio res specialiter tributae separas, si in misti imperii definitione iurisdictionis ad eas quoque res porrigatur: sin autem ad ea coangustetur, quae iure competunt magistratibus, non dubitas, quin meri sint imperii, quae vel lege, vel senatusconsulto, vel a Principe tribuuntur. Hoccine docere est, EGVINARI? hoccine rebus obscuris lucem afferre? Ecquem tam stupidum fore putasti, qui haec sine risu legeret. Naturam meri imperii ex significatione unius verbi in definitione misti imperii positi, aliam atque aliam facere? Nae tu Comico- rum advocatorum modo, incertiores nos multo dimittis, quam acceperas. [23.] Imperium meri, & misti genus est: certam naturam meri, certam misti esse necesse est, ex genere scilicet differentiaque constitutam atque conflam: ex quibus uti constat, ita per ea definiri explicarique debuerunt. [24.] Iam vero si, quae specialiter tribuuntur, iurisdictionis sint, non ideo iurisdictionis esse desinent, si lex iubeat, Senatus decernat, Princeps constituat, ut de iis ipsi cognoscant magistratus. Exempli causa: liberales causae nisi magistratibus tribuantur, recte atque ordine faciat magistratus, si iudicium de statu det, iudices det. Etsi causa haec ad iurisdictionem antea pertinebat, non eo iurisdictionis esse desinet, quod lex, vel Senatus, vel Princeps delegari vetet. Si autem res eiusmodi sit, ut iurisdictionis non sit, qualis est tutoris datio, non eo magis erit iurisdictionis, quia specialiter magistratibus sit tributa, alioquin iurisdictionis esset tutoris datio. Si nanque meri imperii proprium illud facimus, non posse delegari, vide ne tutoris datio non modo imperii, sed meri etiam sit imperii, cum certi iuris sit, delegari nullo modo posse *ex l. 8. nec mandante. de tut. & curat. datis*. Sequitur. *Nec ex Cicerone aut aliis apparet, iurisdictionem latius patuisse, quam pro ea, quae iure magistratus competit ei, qui potestatem iuris dicendi generaliter sortitur: cum Centumvitalia iudicia non eidem Praetori sorte contigisse, cui privata iudicia, verisimile sit*. [25.] Centumvitalia iudicia a privatis distinguis: publica ergo, te autore, erunt: nihil enim tertium est; quo absurdius dici nihil potest. Publica iudicia ex legibus publicorum iudiciorum venire scribit Vlpianus *l. 1. de publ. iud.* Petitionem haereditatis *l. ult. de petit. haered.* Centumvirale iudicium vocat Imperator. Querelam inofficiosi Centumvirale iudicium vocat Iureconsultus in *l. 13. Titia de inoff. test.* Nobile illud iudicium Curianum, in quo quaesitum scimus, contineretne pupillaris substitutio vulgarem, Centumvirale multis locis vocat M. Tullius. Idem in oratione pro Cecinna cap. 18. causam status Centumviralem facit. At haec omnia iudicia privata esse, nulla dubitatio est. Sequitur. *Sed in re dubia sequamur, quod pluribus placuit,*

Et totum officium iurisdicendi, totamque vel universam iurisdictionem transire interpretemur ex sententia scribentis, praeterquam quod specialiter tribuitur: vel, quod est verius, totam iurisdictionem simplicem. Mirus homo es, EGVINARI. Non magis in fictis fabulis varius est vel Protheus, vel Silenus. Simul & placere tibi communem sententiam, & displicere ais. Omitamus id, quod pluribus placuit: excutiamus id, quod tu verius putas. Mandata igitur iurisdictione universa, simplex duntaxat transit iurisdictione. [26.] Primum, quam simplicem voces iurisdictionem, non intelligo; Iurisconsultorum non esse hoc verbum, affirmare ausifim: eorum fortasse fuerit, quos rebus non intellectis apta convenientiaque verisimile non sit nomina dedisse. Si igitur novitas te, insolentiaque verborum delectat, EGVINARI, concedere nobis debes, ut in iis, quae hoc verborum genere a te dicuntur, divinemus. Puto igitur simplicem te iurisdictionem dicere, quam antea veram ac germanam appellabas, de causa videlicet privata notionem. Hanc tu duntaxat mandata universa iurisdictione transire ais. At Vlpianus in l. prima de susp. tut. mandata iurisdictione omne officium iurisdictionis transire scribit. Iurisdictionis autem officium non solum in iudicando positum, tute scribis. [27.] Idem Vlpianus in l. 16. solet. de iurisd. omn. iud. Solet Praetor suam iurisdictionem mandare, & aut omnem mandat, aut speciem unam. Idem in l. 17. Praetor eodem tit. Praetor sicut universam iurisdictionem mandare alii potest, &c. Dices mihi, hos omnes locos de iurisdictione, quam simplicem vocas, intelligi debere: quod tamen qui dicet, duro ore sit necesse est. Sed dicas sane. Quid si demonstrarem etiam haec, dare bonorum possessionem, mittere in possessionem, iubere cavere stipulatione praetoria, iubere possidere, & quae huius generis sunt, mandata iurisdictione transire? Audiamus Papinianum in l. 1. de off. eius cui mand. est iurisdic. [28.] Quaecumque (inquit) specialiter lege, vel senatusconsulto, vel constitutione Principum tribuuntur, mandata iurisdictione non transferuntur. Si quae igitur specialiter tribuuntur, mandata iurisdictione non transferuntur, quae specialiter non tribuuntur, mandata iurisdictione transferri dicendum est. Idemque eodem loco Papinianus. [29.] Qui mandatam iurisdictionem suscepit, proprium nihil habet, sed eius qui mandavit iurisdictione utitur. Verius enim est, more maiorum iurisdictionem quidem transferri, sed merum imperium, quod lege datur, non posse transire. Quae igitur specialiter non tribuuntur, mandata iurisdictione transeunt, at nihil eorum, quae enumeravimus, specialiter tribuitur: mandata ergo iurisdictione transferuntur. [30.] Quin &, cum Papinianus mandata iurisdictione imperium merum non transferri scribat, mistum transferri eum dicere accipere de-

bemus: at dare bonorum possessionem tibi misti imperii est; cui igitur mandata iurisdictione est, is dare bonorum possessionem potest: non ergo simplex duntaxat mandata iurisdictione transit, id quod tu verius putas, iurisdictione. Non sunt, mihi crede, certiores Geometrarum illae lineares demonstrationes. Falso igitur paulo post ita scribis. Quamobrem data iurisdictione privato, imperium ei concessum videtur ad coercendum eum, qui vocatus in ius non venit, non item ad dandam bonorum possessionem, ad iubendum ut legatorum nomine caveatur, & alia eiusmodi, quae iurisdictioni simplici & purae cohaerere non videntur, ut modica coercitio. Sequitur. Angustissima igitur iurisdictionis appellatio apud Paulum l. 4. de iurisd. omn. iud. edicta perpetua, decreta, constitutionem magistratus, & id genus alia, quae misti imperii sunt, quaeque iure potestatis a magistratu expediuntur, excludit, & ad ea duntaxat pertinet, quae legis actione privato iudicio apud iudicem disceptantur. Edicta enim & decreta, quibus bonorum possessio datur, mittitur in possessionem, iubetur cavere legatorum nomine, restituitur in integrum, & huiusmodi alia, quae magis imperii esse quam iurisdictionis Paulus scribit, iudicia proprie non dicuntur: & ideo nec quasi iudex, vel ius dicens magistratus, aut cui mandata iurisdictione est, haec expedit, sed imperio suo misto, quod ad iurisdictionem civilem ita pertinet, ut iurisdictione ei inesse dicatur, & iurisdictionis etiam appellatione contineatur, paulo latiore verbi significatione. Non enim iurisdictionis esse Paulus negat, sed magis imperii esse affirmat. Quae & iurisdictioni cohaerere idem dicit, sed non omnia quibus iurisdictione inest, quaeque misti imperii sunt: sed ea duntaxat sine quibus ius dici de civili re non potest. Non plura hic, EGVINARI, verba sunt, quam peccata. Primum in l. 4. de iurisd. omn. iud. iurisdictionem ad ea pertinere negas, quae misti imperii sunt. Paulo post tamen ais, non negare Paulum, haec esse iurisdictionis, sed dicere, magis esse imperii. Cum igitur ipse te refutes, non sumam ego hunc laborem tam non necessarium. [31.] Neque dubium est, EGVINARI, iubere cavere stipulatione praetoria, iurisdictionis esse. Vlpian. in l. 1. de dam. infect. Cum res damni infecti celeritatem desiderat, & periculosa dilatio videatur, sibi ex hac causa iurisdictionem reservare, ideo magistratibus municipalibus delegandum hoc recte putavit. Idem in l. 4. dies. §. 1. si intra. Duas igitur res magistratibus municipalibus Praetor vel Praeses iniunxit, cautionem, & possessionem: caetera suae iurisdictioni reservavit. Non igitur ad ea tantum pertinet eo loco iurisdictione, quae legis actione apud iudicem in privato iudicio disceptantur. sic enim scribis. In quo non possum non mirari, oblitum te tam cito primae tuae sententiae, in qua imperium magistratibus & potestatibus dedisti, eiusque imperii

particulam fecisti iurisdictionem legis huius quar-
rae, quam nunc tamen iudicibus privatis das:
quam eis cum das, imperium etiam das. [32.] In
quo ut a te, ita a Iureconsulto quoque dissentis,
qui in l. 215. *potestatis. de verb. sig.* potestatis
appellatione in magistratu, imperium significari
ait: & in l. 27. *obligationes. de act. & oblig.*
Obligations (inquit) quae non propriis viribus
consistunt, neque officio iudicis, neque Praetoris
imperio, neque legis potestate confirmantur. Vi-
des, EGVINARI, ut iudici officium, magistra-
tui imperium tribuat Iureconsultus. Iam vero
quis tibi dixit, ea quae decreto, hoc est causa
cognita, a Praetore expediuntur, ut cum resti-
tuit, cum iubet possidere ubi duratum est non
caveri, quis tibi, inquam, dixit, haec Paulum
dicere magis imperii quam iurisdictionis? Pau-
lus quidem ita scribit. *Iubere cavere stipulatione*
praetoria, & mittere in possessionem, imperii
magis est quam iurisdictionis, At utrumque sine
decreto fit, sine causae cognitione fit, ex l. 4.
dies. §. 1. si intra. de dam. infect. quo loco ait
Iureconsult. *cautionem, & possessionem delegasse*
Praetorem magistratibus: ut autem possidere iu-
beatur, quia nisi causa cognita non fit, id vero
suae iurisdictioni reservasse. Non ergo quae
misti imperii sunt omnia, magis imperii quam
iurisdictionis esse scribit Paulus, sed ea, quae
ex edicto sine causae cognitione, sine decreto,
de plano expediri possunt. Quamobrem autem
de me suo loco audies, cum l. 26. *ea quae. ad*
municipalem. tibi exponam. Tertio quae misti
imperii sunt, nec quasi iudex, vel ius dicens
magistratus, aut cui mandata iurisdictionis est,
tibi videtur expedire. Tum ergo neque iudi-
cat, neque ius dicit, cum restituit in integrum?
Dicito quaeso mihi, *quid sit ius dicere.* Nam
Paulus in l. ius. ii. *de iustitia & iur.* Praeto-
rem cum decernit, *ius reddere* ait. At resti-
tutio in integrum cum cognitionem causae de-
sideret, decreto expediri debet. Tum vero
quae misti imperii sunt quomodo is nunc ex-
pedi, cui mandata iurisdictionis est, cum man-
data iurisdictione simplicem duntaxat transire
paulo ante dixeris? Si memoriae hoc vitium
est, non putem, Curionem illum, cuius Mar-
cus Tullius in *Bruto* meminit cap. 60. magis
fuisse obliviosum, quam tu es. Sin autem rei
non intellectae vitio id accidit, ut tibi ipse sis
contrarius, quod tibi contrarius es, ignosco,
quod scribis, non ignosco. Quis enim te scri-
bere coegit, quod non intelligeres? Quin nec
illa stare simul possunt, magistratum non expe-
dire, quae misti imperii sunt tanquam ius di-
centem, & eis inesse tamen iurisdictionem.
Quae, quod putas Paulum in l. 1. *de off. eius*
cui, &c. dicere iurisdictioni cohaerere, non
recte putas. [33.] Imperium quod iurisdictioni
cohaeret, est potestas in carcerem mittendi. Id
quod ex Paulo intelligimus libro quinto Senten-

tiarum, Tit. 26. §. 2. ad legem Iuliam de vi
publica, & privata. Haec ergo coercere
potest, qui ius dicit, ut in carcerem duci iu-
beat. Sine quo imperio, & coercendi pote-
state, quia vana sit ac nulla potius iurisdictionis,
mandata iurisdictione non magistratui modo,
sed & privato, transire hoc imperium, trans-
ferrique placuit. Qua de re plura suo loco
dicemus. Sequitur. *Quamobrem data iuris-*
isdictione privato, imperium ei concessum videtur
ad coercendum eum, qui vocatus in ius non venit,
non item ad dandam bonorum possessionem, ad
iubendum, ut legatorum nomine caveatur, & alia
huiusmodi, quae iurisdictioni simplici & purae
cohaerere non videntur, ut modica coercitio.
Quamquam lege nova Iustiniani, restitutio integri
mandata generali iurisdictione concedatur, non
solum cum specialiter mandatur. Caetera misti
imperii, quae iurisdictioni simplici non cohaerent,
specialiter quidem mandari possunt, nisi lege, sena-
tusconsulto, vel constitutione tribuantur nominati:
sed mandata generali iurisdictione non transeunt.
Et hoc quidem verius mihi videtur, quam si a
restitutione integri, ad caetera meri imperii ar-
gumentum ducamus, in quibus eadem ratio non
videtur. Haec tu scribere, haec edere
ausus es, omnium nostrum, qui ante te lucem
aliquam quaestioni huic attulimus, corrector?
Primum dic mihi, quem privatum voces, cui
mandari iurisdictionem dicas. Equidem cum
iurisdictionem simplicem mandata iurisdictione
transire tantum putes, quae in causarum cog-
nitione posita est, non potes Legatum, cui Pro-
consul more maiorum mandat iurisdictionem,
privatum dicere: neque vero etiam eum, cui
in Vrbe a Praetore iurisdictionis mandata est.
Mandata namque iurisdictione, quae misti im-
perii sunt transire, antea demonstravimus. Cum
ergo simplex tantum iurisdictionis, hoc est causae
cognitio & disceptatio, mandata iurisdictione
mandata esse te autore censeatur, privatum
cum dicis, specialem iudicem te dicere accipio:
[34.] ad quem qui vocatur, ubi quaeso legisti,
aut de quo etiam fando audivisti, in ius voca-
ri? Ius locus is dicitur, *ubi Praetor ius dicit,*
salvo more maiorum salvaque maiestate imperii
ex l. ii. ius de iust. & iur. totusque ille titulus,
de in ius vocando, ad magistratus pertinet, non
ad iudices speciales. [35.] Itaque si quis ad peda-
neum iudicem vocatum vi eximat, in edictum.
Ne quis eum, qui in ius vocatus est, vi eximat,
non incidere, scribit Vlpianus in l. 3. quod si.
ne quis eum qui &c. eo scilicet quod ad peda-
neum vocatus iudicem, in ius vocatus non di-
citur. Vnde illum quoque, qui ad pedaneum
vocatus iudicem non ierit, in edictum, *Si quis*
in ius vocatus &c. non dicemus incidisse: quare
neque ab eo coerceri posse. Sane ad Praeto-
rem, vel ad alios, qui iurisdictioni praesunt,
vocati ire debent: quorum illa quoque notio
est,

est, eorumne sit iurisdictio l. 2. *ex quacunque. si quis in ius &c.* Iam cum mandata iurisdictio-
ne privato, quae misti imperii sunt transire ne-
ges, si magistratui a magistratu mandetur, ut
in l. 3. sed etsi. de off. eius cui &c. transire te
etiam autore dicemus. Aut si nihil referre
putas, cui mandetur, private, an magistra-
tui, cur privati mentionem facis? Illud quidem
imperitissime a te dicitur, *nova Iustiniani lege,
mandata generali iurisdictio, in integrum resti-
tutionem transire.* Vetus hoc ius erat. Iusti-
nianus, ut pedanei iudices etiam restituere pos-
sent, constituit: quibus non suam iurisdictio-
nem Praetor vel Proconsul mandat, sed causarum
audientiam, notionem, cognitionem. [36.] Ita-
que cum pro tribunali non cognoscant, resti-
tutio autem in integrum tribunal desideret, resti-
tuere in integrum non posse videbantur. Lega-
tus, cui more maiorum a Proconsule mandatur
iurisdictio, pro tribunali cognoscit, & vice
Proconsulis cognoscit: [37.] adeo ut ab eo non
ipse Proconsul, sed Imperator appelletur l. 2.
qui & a quib. appel. Nam si Proconsul a Legato
appellaretur, ipse a se Proconsul appellari videretur.
Idem dicendum de eo est, cui Praetor
in Vrbe iurisdictio-
nem suam mandat. Recte
nanque ex eo, quod in provincia fit, quid in
Vrbe fieri debeat, colligimus, ex l. 1. *de susp.
tut.* Sequitur. *Non ignoro, dici posse imperium
mistum cohaerere iurisdictio-
ni simplici, & omne
mistum imperium transferri mandata generali iu-
risdictio-
ne, nisi specialiter tribuatur: quo spectat,
quod ad finem commentarii cap. 5. de off. eius
cui &c. a nobis scriptum est. Si quis in misti
imperii definitione tertiam significationem magis
probet, non equidem repugno. Pro iurisdictio-
ne de civili negotio, id verbi in eadem definitione
accipi, ex vulgari lectione eodem loco ostendi: etsi
ex HALOANDRINIS libris magis pro iurisdictio-
ne, quae iure magistratus competit, usurpari defen-
dam. Vulgarem lectionem in edicti compositione
secutus sum. Quae meri imperii sunt quaeve alio-
qui lege, senatusconsulto &c. iurisdictio-
nem accipi
pro civili, vel si quis mallet, pro simplici, illis
verbis ad edictum significo. Mistum imperium,
cui iurisdictio civilis inest, vel quod iurisdictio-
ni cohaeret, ut dare bonorum possessionem, quod co-
haeret iurisdictio-
ni ex interdicto Quorum bono-
rum. Sed verius est, quod paulo ante scripsi.
Quis sic scribit, nisi cui de quo scribit parum
liquet? Non ignoras, posse dici, imperium
mistum cohaerere iurisdictio-
ni simplici: at igno-
ras, quid dicendum sit. Et mandata generali*

iurisdictio-
ne transire mistum imperium, eo
spectare, quod scribis ad finem cap. 5. *de off. eius
cui est mand. iurisd.* Sed utro in loco verum
te scripsisse, putas? ad finemne illius capituli, an
hic? quantum quidem in te est, facis neutrum,
ut verum putet, qui alio doctore quam te non
utitur. *Si quis in misti imperii definitione ter-
tiam significationem magis probet, non re-
pugnas.* Si tibi tertia non placet, quin re-
pugnas? Si placet, cur non eam tu quoque
recipis? *Pro iurisdictio-
ne de civili negotio id
verbi in eadem definitione accipi,* eodem loco
ostendisse te ais. Verbo ponere, tibi fortasse
est ostendere: nos nisi vere ostendas, doceas,
demonstres, tibi nihil credimus, neque vero
creditori sumus: licet ex HALOANDRINIS libris
pro iurisdictio-
ne, quae iure magistratus com-
petit, magis usurpari defendas. Quae, malum,
ista est ridicula & iocularis inconstantia? Quid
discipulis tuis cum typographis? de te discere
cupiunt, quid in re sit, aut certe, quid tui sit
iudicii. Isto quidem modo nae tu eos facile
doceas nihil scire. Vulgarem lectionem in
edicti compositione secutum te ais. Vereor, ne
nova haec edicti clausula, non translaticia dica-
tur, ut quam Iulianus de suo addidit. Novus
tu, si diis placet, Iulianus, ut tibi id quoque
liceret, impetrare a Principe debuisti. Sed
componere sane tuo arbitrato edictum: neminem
ex eo tibi ius dicturum affirmo. Et haec
quidem tuarum opinionum summa est, EGVINARI,
in quibus nihil veri, certi, sani, in-
tegrum esse vides: quin falsa, incerta & suspecta
omnia. Quibus diiudicandis si tantum operae
ponere voluisses, quantum in reprehendendis
alienis, essent haec eorum similia, quae adhuc
ex tua officina prodierunt. Sed usu ita videmus
evenire, ut qui aliena curant, sua negligant:
& cum nosse volumus aliena, nostra ignoremus.
Magno quidem certe otio fecisti, ut omnium
nostrum, qui unquam hac de re scripsimus, er-
rata colligeres: eo puto, ne de nobis didicisse
videreris. Quod cum negare tamen non pos-
sis, honestius tibi profecto fuit, quae a nobis
benedicta inventaque erant, quam quae secus,
colligere. Sed novi cum adferre nihil posses,
velles tamen nova dicere videri, rem fecisti mi-
nime liberalem, minimeque te dignam. Omis-
sis contentio-
nibus, EGVINARI, in veri investi-
gationem incumbamus. Brevi iuris civilis in-
iusti possessores, id quod tu iam multos annos
agis, de possessione depellentur.

F I N I S.

ANTONII GOVEANI

D E

IURISDICTIONE

LIBER SECVNDVS.

S V M M A R I A.

1. Titulus 1. Lib. II. ff. recte inscribitur de Iurisdictione & imperio.
2. Auctor hic agit de Iurisdictione & Iudicibus.
3. Iurisdictione interdum pro notione ponitur.
4. Notionis nomen ad eos pertinet, qui iurisdictionem non habent.
5. Notionem Iudices pedanei habent.
6. Notio interdum pro Iurisdictione sumitur.
7. Generalis Magistratus Iurisdictione quaedam criminalis, quaedam civilis est.
8. In Tit. ff. de Iurisdictione agitur de mero imperio.
9. Nemo potestatem sibi concessam in alium transferre potest.
10. Legatus Proconsulis atrociter verberandi ius non habet.
11. Eius munus, qui civili Iurisdictioni praeest, Iurisdictione appellatur.
12. Civili Iurisdictione qui praeest, ius dicentis appellatione designatur.
13. Ius dicentis officium latissimum est.
14. Ius dicenti quaedam nominatim tribuuntur.
15. Tutoris datio Iurisdictionis non est.
16. Potestas dandi Iudices Iurisdictione appellatur.
17. Praetor non ius dicit, sed edicit.
18. Praetor in suum annum ius facere potest.
19. Ius dicens dare bonorum possessionem potest.
20. Legato Proconsulis lege datum est, ut Iudices dare possit.
21. Legatus non perpetuae Iurisdictionis causa Edictum proponit, sed Magistratus.
22. Civilis Iurisdictione interdum pro munere ius dicentis, interdum pro parte huius muneris ponitur.
23. Iudices aut privati sunt, aut Magistratus.
24. Privati ad suscipienda privata iudicia eligebantur.
25. Privati Iudices speciales appellantur, item pedanei.
26. Pedanei Iudices ad differentiam Magistratus dicuntur.
27. Iudicum pedaneorum apud veteres nulla mentio.
28. Pedarii Senatores pedibus in aliorum sententias ibant.
29. Sententia pedaria pes sine capite dicitur.
30. Pedanei Iudices etiam delegati appellantur, item arbitri simpliciter.
31. Arbitri compromissarii Iudicum partes recipiunt.
32. Ab arbitri sententia non appellatur.
33. Ex arbitri sententia iudicati actio non datur.
34. Arbitri sententia infamiam non irrogat.
35. Consensu privatorum Iudex nemo fit.
36. Potestates provinciales legis beneficio Iudices dare possunt.
37. Cui mandata est Iurisdictione, is Iudicem dare potest.
38. Provinciarum Praesides & Romani Magistratus legitimi sunt Iudices.
39. Praetores appellantur Iudices.
40. Arbitris receptis nihil licet, nisi quod compromisso cautum est.
41. Magistratus aut Urbani, aut Provinciales aut Municipales.
42. Urbani proprie Magistratus, Provinciales, pro Magistratibus.
43. Provinciales proprie potestates dicuntur.
44. Praefectus Praetorio Augustalis Provincialis magistratus est.
45. Iuridicus Alexandriae potestas Provincialis est.
46. Assessores non Iudices, sed Iudicum fuere Consilarii.
47. Praesides Assessoribus Iurisdictionem non mandabant.
48. Omnes Magistratus maiores Assessores habuere.
49. Procurator Caesaris inter certas personas Iurisdictionem habet.
50. Legatus Proconsulis proprii nihil habet, sed mandata Iurisdictione utitur.
51. Consules & Praetores Iurisdictionem habuere.
52. Aedilis Iurisdictione pars Praetoriae Iurisdictionis.
53. Tribuni pl. Iurisdictionem habuerunt.

54. *Ad exercendam Iurisdictionem Tribuni pl. vocatio non fuit necessaria.*
 55. *Decem Tribuni pl. duo Consules, decem & octo Praetores, sex Aediles in civitate iura reddebant.*
 56. *Praefectus Vrbi, Vigillum, Annonae, Quaestores Iurisdictionem habuere.*
 57. *Improprie dicuntur Iurisdictionem habere, qui notionem habent.*



SUPEREST, EGVINARI, meas tibi opiniones exponam: quas cum & tibi, & omnibus studiosis iuris civilis cupiam esse quam notissimas, non summa sequar, ut est apud Poëtam, fastigia rerum. Titulum de iurisdictione universum explicabo: ut cum tibi satisfacio, aliis quoque prodesse possim. Titulus igitur est, *De iurisdictione omnium iudicum*. [1.] Quem corruptum qui putant, & legendum solum, *De iurisdictione*, in Codice Iustiniani hunc eundem titulum emendent, necesse est. In Codice quidem Theodosii titulus est, *De iurisdictione*, non ideo tamen nostrum titulum corruptum dicemus. [2.] Cum igitur titulus sit *de iurisdictione omnium iudicum*, principio de *iurisdictione*, tum de *iudicibus* consideremus. Et iurisdictione non uno dicitur modo. [3.] Interdum pro notione ponitur, ut in *l. 1. de off. eius cui mand. est iurisdic. l. 8. §. 1. de transact. ff.* improprie tamen, ut scribit Vlpianus in *l. 5. ait Praetor. de re iud. Ait Praetor, Cuius de ea re iurisdictione est. melius scripsisset, Cuius de ea re notio est.* [4.] Etenim notionis nomen ad eos pertinet, qui iurisdictionem non habent, sed habent de quavis alia causa notionem: quem locum inferius explicabimus. Notio autem non eorum tantum, qui vel magistratus sunt, vel extra ordinem creantur, vel alicui procuratori praepositi sunt a Principe, [5.] sed & iudicum pedaneorum, qui non expectato Praetoris iussu humilia negotia disceptant *l. ulti. de ped. iud. C.* quin & iudicum datorum potestas *Iurisdictione* appellatur in *l. 11. si idem. nostro tit.* In iis enim causis, de quibus ex delegatione cognoscunt, neque iurisdictionem, neque notionem proprie habere dicuntur. Vix enim est, ut eius rei notionem quis habere videatur, de qua cognoscere nisi iussus non potest, & qui constitutus iudex non est. [6.] Quemadmodum autem *iurisdictione* pro notione sumitur, ita & *notionem* pro *iurisdictione* accipi, scribit Iureconsultus in *l. 99. notionem. de verb. sig.* Quo in loco cognitionem pro notione, de qua diximus, accipi puto. Nam & cognoscere ita accipitur in *l. 3. de off. praef. vig. §. 1. cognoscit.* [7.] Propria autem, hoc est magistratus generalis iurisdictione, *criminalis* quaedam est, quaedam *civilis*: ut non sine causa in *l. 1. §. 1. qui mandatam. de off. eius cui mand.*

58. *Iurisdictione potestas publica iurisdictioni absurde definitur.*
 59. *Iurisdictione, potestas publica statuendi de civili vel criminali negotio, recte definitur.*
 60. *Delegati nec Iurisdictionem nec notionem habent.*
 61. *Iurisdictionem qui habent, eam mandare possunt.*
 62. *Notionem qui habent, eam mandare non possunt.*

est iurisd. dubitetur a Papiniano, mandata iurisdictione a Proconsule Legato, merumne in Legatum transeat imperium. [8.] Itaque in nostro titulo de mero agitur imperio, quod in maleficiorum graviore omni coërcitione positum esse, intelligimus *ex l. 6. solet. de off. procos.* [9.] Neque enim potest quis (ait Vlpianus) *gladii potestatem sibi concessam, vel cuiusvis alterius coërcitionis ad alium transferre.* Venuleius, *ead. tit. l. 11. Siquid erit, quod maiorem animadversionem exigat, remittere Legatus ad Proconsulem debet.* [10.] Nec enim animadvertendi, coërcendi, vel atrociter verberandi ius habet. Sed de mero imperio suo loco plura. Satis in praesentia sit demonstrasse, iurisdictionem ad maleficiorum etiam animadversionem pertinere: de quo quia libro superiore diximus, plura hoc loco dici nihil est necesse. Altera iurisdictionis species in civilibus negotiis causisque versatur, fecitque commune iurisdictionis nomen, suum. [11.] Eius nanque munus, qui civili huic iurisdictioni praest, *iurisdictione* appellatur. Cicero pro Flacco *cap. 3. Praeturae iurisdictione, res varia & multiplex, ad suspiciones & simultates non attingitur.* Idem in Verrem *lib. 1. cap. 40. Quapropter ita me de Praeturae criminibus auditote, ut ex utroque genere & iurisdictioni, & sartorum tectorum exigendorum, ea postuletis, quae maxime digna sunt eo reo, cui parvum ac mediocre obici nihil potest.* Iulius Capitolinus in *M. Philosopho. Praetorem quoque dum pessime egerat, non abdicare se Praetura iussit, sed collegae iurisdictionem mandavit.* [12.] Ut autem eius munus *iurisdictione*, ita ipse ius dicentis appellatione designatur. M. Tullius *lib. 1. in Verrem cap. 47. Das bonorum possessionem ei, qui non iuravit, concedo, Praetorium est: adimis tu ei, qui iuravit, quo exemplo? Proscriptum iuvat, lex est, poena est, quid ad eum, qui ius dicit? Et haec dubitandi causa est in l. 8. isti quidem ff. de eo quod me. cau.* [13.] Vlpian. *l. 1. nostri tituli. Ius dicentis officium latissimum est: nam & bonorum possessionem dare potest &c.* Et Praetor titulum proposuit, *Siquis ius dicenti non obtemperaverit.* Civilibus igitur causis constituendis qui praest, eius munus, *iurisdictione*, ipse autem, *ius dicentis* appellatur. [14.] Ad munus autem hoc, & officium ius dicentis, quaedam etiam pertinent, quae propriae, verae, ac germanae iurisdictionis non sunt, & quae ad Magistratum non pertinerent, nisi ei data essent,

tributaque nominatim. [15.] Huius generis est tutoris datio, quae licet ad officium ius dicentis dicatur pertinere *l. 1. nostri tituli*, iurisdictionis tamen non est *l. 6. tuto. §. 2. tutoris datio. de tut.* quamobrem autem iurisdictionis non sit, suo loco dicemus. Pertinent praeterea ad hoc officium quaedam, quae cum exequitur Magistratus, ius non reddit, ut, cum dat iudices litigantibus *l. 1. nostri tituli*. [16.] potestas tamen haec dandi iudicis, *iurisdicatio* appellatur in *l. 3. imperium*. [17.] Item cum Praetor edictum proponit, ius non reddit, uti libro superiore docuimus, sed quod redditurus est, edicit. [18.] Praetoris tamen honori tributum, ut in suum annum ius facere possit, ut scribit Pomponius *l. 2. de orig. iur.* Papinianus in *l. 7. ius autem, de iust. & iur.* [19.] Pertinent postremo ad hoc munus ius dicentis quaedam, quae cum Magistratus administrat, ius reddit: non quod semper aequum decernat, sed quia habeatur eius ratio, quod facere Praetorem oportet. *l. 6. ius. de iust. & iur.* qualia sunt illa, dare bonorum possessionem, mittere in possessionem: haec enim ad nostras postulationes a Magistratibus decernuntur. Quae primo ad officium ius dicentis pertinere diximus, mandata vel a Proconsule, vel a Praetore universali iurisdictione, non transferuntur *l. 1. de off. eius cui mand. est iur.* Quae item secundo loco diximus pertinere, mandata generali iurisdictione non transferuntur. [20.] Nam Legato, cui Proconsul mandavit suam iurisdictionem, lege datum est, ut iudices dare posset *l. 12. cum praetor. de iud.* qua quidem lege nihil opus esset, si mandata iurisdictione, potestas haec dandi iudicis transferretur. [21.] Legatum certe edictum non proponere perpetuae iurisdictionis causa, accepta iurisdictione, constat. Hoc enim magistratus potestatisve honori tributum diximus. Quae tertio loco ad ius dicentis officium pertinere scripsimus, ea demum mandata vel a Proconsule, vel a Praetore iurisdictione transeunt: ad quae pertinet officium iuris dicendi, quod universum mandata iurisdictione Legato transire scribit Vlpian. *l. 1. de suspect. tut.* [22.] Civilis itaque iurisdicatio, aut pro munere ius dicentis ponitur, aut pro ea huius muneris parte, quae in reddendo iure posita est, quam mandata iurisdictione transire diximus: cuius illa sunt, actiones dare, restituere in integrum, mittere in possessionem, iubere possidere, dare bonorum possessionem, interdicere. Et iis fere modis dicitur iurisdicatio. [23.] Iudices autem aut privati sunt, aut Magistratus. Magistratum nunc appello eum, cui aliqua procuratio reip. vel a populo, vel a Principe datur. Proprie qui Magistratus sint, dicemus *ad l. 13. eum qui*. [24.] Privati a Magistratibus eligebantur ad suscipienda privata iudicia: qualem se iudicem fuisse, scribit Gellius *cap. 2. lib. xiv.* Et haec divisio notatur in *Novella 82. de iudiciis. §. hos igitur.*

in *l. 15. a Divo Pio. de re iud. in l. praeses 4. de off. praes. in l. 4. praetor, de tut. & curat. dat. &c. in l. 4. praetor. de off. praet. in l. ult. C. ubi & apud quem*. [25.] Privati ii iudices *speciales* appellantur in *l. 18. cum speciales. C. de iud. in l. praeses, & praetor, iam dicatis*. Dicuntur & *pedanei tot. tit. de peda. iud. C. in l. 29. sancimus. C. de iudi. in l. 29. si quis in conscribendo. C. de pact. in l. ult. ubi & apud quem &c. in l. 4. praetor. de tutor. & cura. dat. ab iis. &c. in l. 38. si quis aliquid §. 10. iudices. ff. de poenis. in l. 3. §. 1. quod si quis. ne quis eum, qui in ius &c.* [26.] Dicti autem *pedanei* videntur ad differentiam magistratuum, qui pro tribunali sedentes in Curuli sella ius dicebant: qua averfa a Bruto Praetore caecum quendam, cum postulare vellet, destitutum legimus *§. 5. casum l. 1. de postulando*. M. Tullius in Bruto aliud esse, scribit, *dicere ad sedentem iudicem, aliud ad stantem in Comitio*. Dicti autem ii videntur exemplo *Senatorum pedariorum*. [27.] Iudicum enim *pedaneorum* nulla fit apud veteres scriptores mentio. [28.] *Pedarii* autem *Senatores* (nam *pedaneos* parum Latine dici, scribit Gellius *Lib. iii. c. 18.*) ii erant, qui sententias ipsi in Senatu non dicebant, sed in aliorum sententias pedibus ibant. [29.] unde *pes sine capite sententia pedaria* a Poëta non infacete dicta est. [Vid. Gell. *l. c. ubi ex poëtae Laberii mimo, qui Scriptura dicitur, versiculum hoc modo citat: Caput sine lingua pedaria sententia est.*] Cicero *ad Att. Lib. 1. Ep. 16. Ita subito in eam sententiam pedarii concurrerunt. Et Ep. seq. Scito illud S. C. summa pedariorum voluntate, nullius nostrum esse factum.* Erant autem ii, qui Patriciis magistratibus usi nondum erant. Quaestores nanque ius sententiae dicendae habebant *l. unica de off. Quaest.* [30.] Appellantur etiam *delegati* in *l. 15. a Divo Pio, iam citata*. Et fere in iure cum iudex dicitur privatus, specialis, *pedaneus*, delegatus intelligitur. Quin & *arbitri* dicuntur, ut & *iudicia arbitraria*: arbitri tamen simpliciter. Qui enim *compromissarii* sive *recepti* appellantur, eo scilicet, quod ex recepto, hoc est, ex compromisso adeuntur *l. 14. rem non novam C. de iudiciis*, licet interdum in iudicibus numerentur, ut in *l. 4. de off. Praes. in l. 81. qui neque de iudic.* [31.] non tamen tam iudices sunt, quam iudicum partes recipiunt *l. 13. idem Pomponius. §. 1. ff. de recep. arbit. & l. 14. rem non novam C. de iudic.* ubi hos arbitros iudicia imitari scribit Imperator. *arg. praeterea l. 18. sicuti, iuncta l. superiore proxima. l. 32. non distinguemus. §. & ideo de receptis arbit.* [32.] ubi ait Iureconsultus *ab arbitri sententia non appellari. & §. 16. questum eadem l. 32. non distinguemus. & l. cum Praetor. eodem tit. & l. 1. C. eod. tit.* ubi illud Iureconsulti confirmat Imperator, ab arbitri sententia non appellari, cum tamen a iudicum sententiis appelletur. [33.] Vnde fit, ut neque iudicati actio

ex arbitri sententia detur, l. 1. C. de recept. arbi. eoque poena compromittitur, ut eius metu a placitis non recedatur: neque arbitri sententia infamiam irroget, l. 13. quid ergo. §. 4. cum autem, de iis, qui not. infam. [34.] neque exceptio detur rei iudicatae l. 2. de recep. arb. ff. neque committatur evictionis stipulatio l. 56. si dictum §. 1. si compromifero. de evict. Quamobrem autem iudices non sint, causa dicenda est. [35.] Et certi iuris est, consensu privatorum iudicem fieri non posse l. 3. privatorum, de iurisdic. omn. iud. Cod. Munus enim publicum cum sit iudicare l. 78. quippe de iud. §. l. 14. nam quod. ad senatusconsult. Treb. l. 9. filius familias. de iis qui sunt sui vel §. c. cum munus, inquam, publicum sit iudicare, quomodo privatorum consensu conferri possit? [36.] Adeo autem iudicem privati facere non possunt, ut ne Potestates quidem provinciales, nisi legis beneficio, iudicem dare possint l. 12. cum praetor. de iudiciis. Iudicem, ait Paulus, dare possunt, quibus lege, vel constitutione, vel senatusconsulto conceditur. [37.] Lege, sicut Proconsul, is quoque, cui mandata est iurisdicatio, iudicem dare potest, ut sunt Legati Proconsulum. Quin ne ipsi quidem Urbani magistratus, nisi more id eis concessum esset, iudices dare possent. Item ii, ait eodem loco Paulus, quibus id concessum est propter vim imperii: sicut Praefectus Urbi, caeterique Romae magistratus. [38.] Et sane ipsi provinciarum Praesides, ipsi Romani magistratus, iudices veri, legitimi- que sunt. Itaque etiam in l. 1. de off. praef. praet. Afr. C. [39.] & Livius Praetores iudices appella- tos scribit Decad. 1. lib. III. cap. 55. & noster titulus ad eos quoque pertinet, & titulus item, de bonis autoritate iudicis possidendis. Ita appel- lantur in l. 25. §. in multis. de appellationibus. C. §. l. 1. de iudic. §. l. 32. non distinguemus §. 7. de liberali. de recept. arb. maiores iudices appel- lantur. Arbitri igitur recepti, sive compromis- sarii, iudices non sunt, nullumque eorum senten- tia ius parit, [40.] neque eis quicquam licet, nisi quod compromisso cautum definitumque est l. non distinguemus, iam citata §. 15. de officio. De officio, ait Iureconsultus, arbitri tractanti- bus sciendum est, omnem tractatum ex compromis- so sumendum: nec enim aliud illi licebit, quam quod illi, ut efficere possit, cautum est. Quod fecus est in vero & dato a magistratu iudice, ad cuius merum officium multa pertinent: ut illa stipulatio, quae iudicialis appellatur in tit. de divisio. stipulat. in Instit. [41.] Magistratus autem alterum iudicum genus, aut Urbani sunt, aut Provinciales, aut Municipales, qui Duumviri appellantur. [42.] Urbani proprie magistratus sunt, Provinciales pro magistratibus. Itaque in Vrbe Consul, in provincia Proconsul est, sive Proconsule: in Vrbe Praetor est, in provincia Pro- praetor, sive Propraetore: [43.] appellanturque proprie provinciales Potestates, in l. 13. eum qui.

nostro titul. De quo quia superiore libro dixi- mus, non attinet hoc loco plura dicere. [44.] In provincialibus magistratibus est (ut de Procon- sularibus, Propraetoribus, Praesidibus taceam) Praefectus Augustalis, sive Praefectus praetorio Augustalis: ita enim in suo titulo a Iustiniano appellatur, cui Augustus imperium dedit par proconsulari, quemadmodum scribit Vlpianus l. unica. de off. praef. August. De quo Tacitus lib. II. cap. 59. Annalium. M. Syllano, L. Norbano Coss. Germanicus Aegyptum proficiscitur cognoscen- dae antiquitatis causa, sed cura provinciae praeten- debatur: levavitque apertis horreis pretia frugum, multaque in vulgus grata usurpavit, sine milite incedere, pedibus intectis, §. pari cum Graecis amictu, P. Scipionis aemulatione, quem eadem factitavisse apud Siciliam, quamvis flagrante ad- huc Poenorum bello, accepimus. Tiberius cultu habituque eius lenibus verbis perstricto, acerrime increpuit, quod contra instituta Augusti, non sponte Principis, Alexandriam introisset. Nam Augustus inter alia dominationis arcana, vetitis, nisi permissu, ingredi Senatoribus, aut Equitibus Romanis illustribus, seposuit Aegyptum, ne fame urgeret Italiam, quisquis eam provinciam, clau- straque terrae ac maris, quamvis levi praesidio adversus ingentes exercitus, insedisset. Haec Tacitus. [45.] Est etiam in provincialibus potestati- bus Iuridicus Alexandriae, qui in suo titulo C. ab Imperatore iudex appellatur. Is universae rei iu- diciariae Alexandriae praeerat. De quo Aelius Spartianus in Severo. Deinde Alexandrinis ius Buleutarum dedit, qui sine publico consilio, ita ut sub Regibus ante, vivebant, uno iudice contenti, quem Caesar dedisset. Strabo, de Aegypto provin- cia. Qui vero rectorus Aegyptum provinciam mittitur, is vicem Principis obtinet, sub eoque est is, qui δίκαιο λόγος dicitur, in cuius potestate sunt iudicia. [46.] Ad Assessores pertineat ne noster titulus, quaeri potest. Et verius puto, ipsos non iudices, sed iudicum, hoc est Praesidium, Consiliarios fuisse l. 1. §. l. 7. velut. C. de assess. & l. 5. consiliariis. de off. assess. argumento quoque fuerit l. 2. praesides. C. de assess. ubi vetat Im- perator, ne ius subscribendi Praeses det Assesso- ribus. [47.] Neque vero a Praesidibus Assessoribus mandabatur iurisdicatio. Frustra nanque post titulum de off. eius, cui mand. est iurisd. titulus de assessorum officio poneretur. De Assessoribus Lampridius in Alexandro. Assessoribus salaria in- stituit Alexander, quamvis saepe dixerit, eos esse promovendos, qui per se remp. gerere possent, non per Assessores: addens, militares habere suas ad- ministraciones, habere literatos, §. ideo, unum- quemque id agere debere, quod nosset. Spartianus quoque in Pescennio Nigro Assessorum meminit. [48.] Assessores maiores omnes habuisse iudices, intelligimus ex locis compluribus tit. de assessori- bus. C. [49.] Procurator etiam Caesaris licet ma- gistratus non sit l. 46. non licet. de contrab. emp.

tamen inter certas personas, hoc est fiscum, & privatos, iurisdictionem habet *l. 1. de iurisdictione omnium iud. C.* inter quas Praefides, & Rectores provinciarum non cognoscunt *l. 9. nec quicquam. de off. proconsul.* De iis ita Tacitus *lib. XII. cap. 60. Annal. Eodem anno saepius audita vox Principis, parem vim rerum habendam a Procuratoribus suis iudicatarum, ac si ipse statuisset. Ac ne fortuito prolapsus videretur, senatusconsulto quoque cautum plenius & uberius, quam antea. Nam Divus Augustus apud Equestres, qui Aegypto praesiderent, lege agi, decretaque eorum proinde haberi iusserat, ac si Romani magistratus constituisset.* Equestres hos Praefectos Augustales dicit. Et post pauca. *Matthios posthac, & Vedios, & caetera Equitum Romanorum praevallida nomina referre nihil attinuerit, cum Claudius libertos, quos rei familiari praefecerat, sibi & legibus adaequaverit.* Haec Tacitus. Qui autem *Procurator Caesaris* in provincia dicebatur, in Vrbe *Praefectus aerario* nominabatur *l. 2. de Transact. l. 13. Edicto. de iure fisci & alibi.* [50.] Legatus autem Proconsulis, qui mandatam iurisdictionem suscepit, proprium nihil habet, sed eius, qui mandavit, iurisdictione utitur *l. 1. de off. eius, cui &c. & l. 3. & si. eod. tit. & l. 16. solet. de iurisdictione omn. iud.* Cui rei argumento id esse potest, quod libro superiore diximus, a Legato non Proconsulem, sed Principem appellari, ne ipse a se Proconsul appellari videatur. [51.] Et, ut ex provincia in Urbem veniamus, Consules, & Praetores iurisdictionem habuisse in confesso est. [52.] Aedilis iurisdictionis pars Praetoriae iurisdictionis erat *§. 7. proponebant. de iur. nat. gen. & civi. & tit. de divis. stipul. in Inst. & l. 5. stipulationum aliae. de verb. oblig.* eoque nullus Aedilibus datus titulus est: quorum tamen edictum propositum postea videmus. [53.] Tribuni plebis (quam potestatem Imperatores ipsi sumpserunt, Augusto primum in perpetuum a populo delatum, bellum cum Parthis gerente Antonio, scribit Appianus *Lib. v. de B. C.* eoque de eorum officio non tractant Iureconsulti) habuerint ne iurisdictionem an non, dubitari potest. Et Gellius *Lib. XIII. cap. 12. Tribunos olim iuridicundo non creatos,* scribit. unde intelligi potest, postea iurisdictionem habuisse: & vix est, ut, qui de aliorum magistratum iniuriis cognoscebant, iurisdictionem non haberint. M. Tullius in oratione pro Quintio, cum Praetor perseveraret decernere procuratorem eius, qui ipse non fatisdaret, fatisdare oportere, Tribunos appellatos, ait: qui tamen auxilium, cuius ergo creati erant, ferre non poterant, nisi prius de Praetoris iniuria cognovissent. Idem Tullius *lib. II. cap. 13. ad Herennium. Iudicatum est id, de quo sententia lata est, aut decretum interpositum. Ea saepe diversa sunt, ut aliud alii iudici, aut Praetori, aut Consuli, aut Tribuno plebis placitum sit, & sit, ut de eadem re*

alius aliud decreverit &c. Quo ex loco iurisdictionem eos habuisse, apparet. Neque obstat quod Gellius scribit, *Lib. XIII. cap. 12. prebensionem eos, non vocationem habuisse.* Quos nanque in vincula mittere volebant, vel aliquo alio modo coercere, vocare non poterant, prehendere poterant. [54.] Neque ad eorum iurisdictionem exercendam vocatio erat necessaria. Cum enim auxilii ergo creati essent, satis erat eos adiri ab iis, a quibus appellabantur: aut ut Gellius *loc. cit.* scribit, quod Tribuni antiquitus creati essent non iuridicundo, nec causis querelisque de absentibus noscendis, sed intercessionibus faciendis, quibus praesentes fuissent, ut iniuria, quae coram fieret, arceretur, propterea ius vocandi eis ademptum, quoniam ut vim fieri viderent, assiduitate eorum, & praesentium oculis opus erat: quorum audita querimonia, si iniuriam fieri crederent, decernebant, se auxilio futuros, si magistratus iniuriam facere perseveraret. Livius *Decadis primae lib. IV. cap. 53. Menenio contra vociferante, si iniusti domini possessione agri publici cederent, se moram delectui non facere, decreto interposito novem Tribuni sustulerunt certamen, pronunciatumque ex collegii sententia, C. Valerio Cos. se damnum aliamque coercitionem adversus intercessionem collegae delectus causa detrectantibus militiam inhibenti, auxilio futuros esse. Hoc decreto armatus Consul &c.* Vlpian. in *Inst. tit. de iur. don. int. vir. & uxor. §. 3. stipulationis meminit Tribuniciae,* qua mulier viro cavet, soluto matrimonio, si vir se pro muliere obligavit vel in rem eius inpendit. [55.] Pompon. *l. 2. de orig. iur.* Tribunos iurisdictionem habuisse, iis verbis scribit. *Ergo ex his omnibus decem Tribuni plebis, Consules duo, decem & octo Praetores, sex Aediles in civitate iura reddebant.* Et sane cum hos ex omnibus iura reddere Pomponius scribat, vere ac proprie eum scripsisse, accipere debemus. Si enim late ius reddere accipimus, equis est magistratus, equis est etiam extra ordinem creatus, qui ius non reddat? Praefectus Vrbi omnia crimina sibi vindicat *l. 1. de off. praefect. urbi. Cognoscit de rebus innumerabilibus,* ex eadem lege. [56.] Praefectus quoque Vigilum, quem ab Augusto primum institutum scribit Appianus *Lib. v. de B. C. de incendiariis, furibus, effraкторibus, adversus etiam capsarios, qui mercede servanda in balneis vestimenta suscipiunt, cognoscit l. 3. nam salutem. de officio praef. vigilum.* Praefectus item Annonae iurisdictionem aliquam habebat *ex l. ult. §. ult. ad l. Iul. de ann. & l. ult. quod cum eo, qui &c.* Quin & Quaestor cum magistratus sit, vix est, ut cognitionem nullam habeat. Magistratum esse, ex eo intelligimus, quod populi suffragio ordine creatur *l. unic. de off. Quaest. & Gellius lib. XIII. cap. 13. & Pomponius quoque Quaestorem in magistratibus numerat l. 2. de orig. iur.* Marcus Tullius in *Di-*

vinatione, Quaestorem socium Proconsulis facit in publico munere administrando. Et lib. v. in Verrem Quaestores Legatis anteposit. Vbi Quaestores, ubi Legati? Et in Divinatione cap. 17. iurisdictionem dat Quaestori. Vbi hoc Quaestori Caecilio, viro optimo, & homini aequissimo, nunciatum est, vocari ad se Agonidem iubet. Iudicium dat statim, si pareret, eam se & sua Veneris esse dixisse. Iudicant Recuperatores id, quod necesse erat: neque erat cuiquam dubium, quin illa dixisset. Iste in possessionem bonorum mulieris mittit, ipsam Veneri in servitutem adiudicat. De Quaestoribus ita Tacitus lib. xi. cap. 22. Annalium. Sed Quaestores, Regibus etiam imperantibus sunt instituti, quod lex Curiata ostendit, a L. Bruto repetita, mansitque Consulibus potestas deligendi, donec eum quoque honorem populus mandavit: creatique primi Valerius Posthumius, & Aemilius Mamercus LXIII. anno post Tarquinius exactos, ut rem militarem comitarentur. Dein gliscentibus negotiis duo additi, qui Romae curarent. Mox duplicatus numerus, stipendiaria iam Italia, & accedentibus provinciarum vectigalibus. Post lege Syllae viginti creati supplendo senatui, cui iudicia tradiderat. Et quanquam Equites iudicia recuperavissent, Quaestura tamen ex dignitate candidatorum, aut facilitate tribuentium gratuito concedebatur, donec sententia Dolabellae velut vaenundaretur. De omnibus iis, qui notionem, sive, ut Caelius ad Ciceronem, scribit, spectationem habent, Praetoris intelligenda verba sunt in l. 5. ait Praetor. de re iudic. Ait Prae-

tor, cuius de ea re iurisdictionem est. In quo, ut principio diximus, ab Ulpiano reprehensus est. [57.] Improperie nanque iurisdictionem habere dicuntur, qui notionem habent. Merito itaque Pomponius loco iam citato legis secundae de orig. iur. inter eos, qui iura reddebant, hoc est, qui iurisdictionem habebant, hos non connumerat. Docuimus, quam varie dicatur iurisdictionem, & quot genera sint iudicium. Superest, videamus, possitne una aliqua iurisdictionis inveniri definitio. [58.] Et vulgo potestas publica iurisdictionis definitur. Qua definitione nihil dici absurdus potest. Tam enim obscurum nobis est ius dicere, quam iurisdictionem. [59.] Sic ergo definiri poterit non omnino male, potestas publica statuendi de civili, vel criminali negotio. Hanc potestatem qui habent, quidam habere iurisdictionem dicuntur, ut Praetor Urbanus: quidam notionem, ut Praefectus Annonae, ut publicorum iudiciorum Quaestores, ut Pedanei iudices vilium negotiorum: quidam utrumque, ut Praefides provinciarum, qui & civilem habent iurisdictionem, & notionem, sive cognitionem causarum criminalium. [60.] Qui ex delegatione magistratus cognoscunt, neutrum habent, uti iam diximus. [61.] Qui iurisdictionem habent, mandare eam possunt vel generaliter, vel specialiter, vel etiam in certas personas: dare etiam iudices possunt. [62.] Notionem qui habent, mandare eam non possunt, nisi in casu legis primae, de off. eius, cui &c. neque iudices dare possunt. Et haec de Titulo.

A D L. P R I M A M.

VLPIANVS Lib. primo Regularum.

Ius dicentis officium latissimum est. nam & bonorum possessionem dare potest, & in possessionem mittere, pupillis non habentibus tutores constituere, iudices litigantibus dare, &c.

S V M M A R I V M.

1. Filius in causa patris ius dicere prohibetur, sed non iudicare.
2. Ius dicere & sententiam proferre distinguuntur.
3. Iurisdictionem a iudicio separatur.
4. Per ius dicentem, is qui iurisdictioni praeest, intelligitur, & non is, qui ex delegatione privata iudicia suscipit.
5. Cui a magistratibus mandata est iurisdictionem universalis, ius dicentis appellatione non continetur.
6. A Legato non Proconsul, sed Princeps appellatur.

7. A multis appellatur non a poenis.
8. Nulla quae sunt, appellatione non indigent.
9. Legatus ius dicendae multae non habet.
10. Multa quid & quale verbum.
11. Iudex a magistratu datus, non magistratus exercet iurisdictionem.
12. Ius dicentis officium latissimum quare dicatur, & huius potestas aut propria, aut adventitia.
13. Non omnia, quae ius dicenti nominatim mandantur, adventitiae sunt potestatis.
14. Mandata generali iurisdictione, de suspecto tutore cognitio transit.
15. An Legatus de suspecto tutore cognoscat.

16. *Cognitio de suspecto tutore publica non est.*
 17. *Neque populare iudicium.*
 18. *Popularis actio quae.*
 19. *In actione populari procurator dari non potest, nisi actoris causa coniuncta sit cum publica.*
 20. *Ius dicentis quae propria potestas.*



OVEANVS. Ius dicentem Magistratum esse, capite superiore docuimus. Plurimumque inter *ius dicere*, & *iudicare* interest. [1.] Filius in causa patris *ius dicere* prohibetur *l. 10. qui iurisdictioni. nostro tit. iudicare non item l. 77. in privatis. de iud. l. 57. quidam. de re iud.* [2.] *Ius dicere*, & *sententiam proferre* distinguuntur in *l. 4. voluit. §. 1. quod ait. de interrogat. act.* [3.] *Iurisdictione a iudicio separatur. in tit. C. ne quis in sua causa iudicet, vel ius sibi dicat.* Marc. Tullius in *Epist. ad Quint. fratrem.* Quid? Praetor iudicare solet debere? Et sane qui a Praetore iudices dantur, vix est, ut *ius dicere* videantur, cum ex iure a Praetore dicto & praescripto iudicent: adeo ut neque absolvere, neque condemnare possint, nisi Praetoris permisso. M. Tullius in *Praetura Siciliensi cap. 12.* *Si vero illud quoque accedet, ut Praetor in ea verba iudicium det, ut vel Octavius Balbus, homo & officii, & iuris peritissimus, non possit aliter iudicare &c.* Qui locus licet corruptus sit, hanc tamen habet sententiam. Si iudex a Praetore detur ad restituendum fundum Quint. Catulo, licet is fundus P. Servilii, qui cum Quint. Catulo de fundi dominio contendebat, esse probetur, tamen Quint. Catulum P. Servilio condemnare non possit: quia scilicet ad restituendum fundum duntaxat Quint. Catulo, non adiudicandum ei, cuius esse pareret, iudex datus erat. Idem in *Divinatione cap. 17.* *Quaestor iudicium dat, si pareret, eam se & sua Veneris esse dixisse. Recuperatores id quod necesse erat iudicant: nec dubium erat, quin illa dixisset.* Non poterant ergo Recuperatores Agonidem absolvere, etiam si paruisset, mulierem miseram, ut se Veneris religione ab iniuria defenderet, dixisse, se & sua Veneris esse: quia scilicet iudicandum duntaxat illis erat, dixissetne Agonis, se & sua Veneris esse. Iureconsultus in *l. 7. cum fideicommissum. in tit. de confess.* *Cum fideicommissum peteretur, haeres confessus est debere. Arbitrarius ad restituendum datus nullum cuiquam fideicommissum relictum a testatore, comperit. Non debet, ait Iureconsultus, haeredem iudex absolvere, sed ad Praetorem remittere, ut is absolvat: ideo, quia datus ad restituendum arbitrarius fuerat.* [4.] Certum igitur est, per *ius dicentem*, eum qui *iurisdictioni* praestit, non eum, qui ex delegatione privata iudicia suscipit, intelligi. [5.] Sed de eo, cui a magistratibus mandata est *iurisdictione* universalis, consideremus: an is *ius dicentis*

21. *Dare iudices Praetoriae potestatis proprium.*
 22. *Praesides provinciar. ex lege iudices dant.*
 23. *Cui Praetor ex Vrbe generalem iurisdictionem mandat, legis beneficio opus non est.*
 24. *Ius dicentis officium etiam ad res a iurisdictione alienas pertinet.*

appellatione contineatur. Et putem non contineri. Titulus enim ei datus est *de officio eius, cui mandata est iurisdictione*, non *de officio ius dicentis*. Tum vero cum *ius Legatus* dicit, aut is, cui in Vrbe Praetor *iurisdictionem* mandat, vice eius *ius* dicit, a quo *iurisdictionem* habet: ut ipse magis qui mandavit, quam qui suscepit, *ius dicere* videatur *l. 3. etsi. de off. eius, cui &c. & l. 16. solet. nostro tit.* Cui rei argumento quoque fuerit, quod scribit Iureconsultus *l. 1. §. 1. ab eo. quis & a quo app.* [6.] *A Legato non Proconsulem, sed eum, qui ab ipso Proconsule appellaretur, hoc est Principem, appellari.* Neque obstat *lex sequens*, in qua, *Appellari, ait Venuleius, a Legato Proconsul potest. Et si multam dixerit, potest de iniquitate eius Proconsul cognoscere, & quod optimum putaverit, statuere.* Quibus verbis male colligunt Interpretes nostri, a Legato Proconsulem appellari. Appellari quidem a Legato, principio legis dicit Venuleius. Quis autem appelletur, lege proxima superiore dictum fuerat, Princeps videlicet. Hoc addit praeterea Venuleius: *Si Legatus multam dixerit suae iurisdictioni non obtemperanti, non quidem ab eo appellari, sed de Legati iniquitate Proconsulem cogniturum.* [7.] Caeterum in multis quidem, quae delictis irrogantur, appellari certum est *l. 25. & in multis. C. de appell. l. 244. si qua. de verb. sig.* Quod in poena secus est, a qua non appellatur *ead. l. si qua. in principio.* Cum enim legibus sint poenae constitutae, qui a poena appellaret, de legum iniquitate queri videretur. Verum a multa ita appellatur, si is dicat, qui dicendae *ius* habet. [8.] Neque enim appellatione opus est ad ea revocanda, & rescindenda, quae nunquam constiterunt *l. 5. certa. quand. provoc. non est neces. C. & l. si qua, iam citata.* [9.] Cum ergo Legatus *ius* hoc non habeat dicendae multae, ab eo, si multam dicat, non appellabitur, sed de eius iniquitate Proconsul cognoscet. Varro de *Lingua Lat. multam, pecuniam, quae a magistratu dicitur, appellatam* ait. *Aedilem plebeium, scribit Gell. lib. x. cap. 6. multam. 25. mil. aeris gravis dixisse Claudiae. & xi. cap. 1. multae dicendae magistratibus pop. Romani more maiorum ius fuisse, & iis verbis dici solitam.* M. Terentio, quoniam citatus neque respondit, neque excusatus est, ego ei unum ovem multam dico. Neque iustam fuisse multam, nisi in qua ovis genere masculino diceretur. Multam autem, ut hoc obiter dicamus, Sabinum esse verbum, ex Varrone scribit Gellius; Grammaticis autem, qui post Varronem scripse-

scripserunt, per antiphrasim dictum videri. [10.] Id quod libros Varronis de Lingua Latina valde suspectos facit, quasi supposititii sint, non Varronis, in quibus multam per antiphrasim dictam legimus: quod Grammaticis, qui post Varronem scripserunt, visum esse, Gellius scribit. Non igitur a Legato Proconsul appellatur, cuius vicarius Legatus est, ne, uti iam diximus, ipse a se Proconsul appellari videatur. Neque ex eo, quod scribit Vlpianus in l. 6. solet. §. 2. Legatos. de off. Proconsulis. Legatos non Principem, sed Proconsulem consulere oportere, appellari etiam a Legato Proconsulem dicimus. Quid enim habet simile Legati de iure dubitantis consultatio cum appellatione? Nec ex eo item, quod a delegato iudice ad delegantem appellatur l. 21. imperatores. de appel. §. l. 1. quis & a quo &c. Proconsulem etiam a Legato dicimus appellari. [11.] Non enim datus a magistratu iudex, magistratus exercet iurisdictionem, ut Legatus Proconsulis in l. 4. cognitio de off. eius cui &c. Habemus, quisnam ius dicentis appellatione contineatur: videamus eius officium quamobrem latissimum dicatur. [12.] Et constat, ius dicentem potestate interdum sua ac propria uti, interdum adventitia. Vtramque hanc potestatem cum ius dicentis officium complectatur, merito latissimum appellatur. Adventitia ius dicentis potestas est, quae specialiter ius dicenti tribuitur. Versatur autem in iis rebus, quae aut supra iurisdictionem sunt, aut quae privatorum hominum, non magistratum officium respiciunt. Supra Praesidum iurisdictionem est, iudices dare. Itaque Proconsuli lege id conceditur l. 12. cum Praetor de Iudic. ut & multam dicere: itaque id Praesidibus Principes permittunt l. 131. aliud est fraus. de verb. sign. Ad privati hominis curam, magis quam magistratus, illa pertinent, tutela, alienatio praedii minoris, transactio de alimentis, servi minoris manumissio: in quibus tamen omnibus, qui ius dicit, intervenit iure, ei specialiter tributo. [13.] Neque existimandum est, quaecunque ius dicenti nominatim mandantur, adventitiae esse potestatis. Quaedam enim eo mandantur nominatim, ut ea ipsi magistratus exequantur, aliis non mandent: quales sunt cognitiones de statu l. 2. placet. de ped. iudicibus C. l. 32. non distinguemus §. 6. Iulianus. de recept. arb. qualis etiam est cognitio de suspecto tutore l. 1. §. suspecti. ad senatusc. Turp. l. 1. §. damus. de susp. tut. quales sunt omnes populares actiones §. Iulianus iam citato: quales sunt extraordinariae omnes cognitiones, de quibus titulum habemus. Omnes hae cognitiones nominatim mandantur ius dicenti, non quia eius non sint, sed, uti iam diximus, ne ab eo mandari delegarique possint. [14.] Sed de suspecti cognitione considerandum est, transeat ne mandata generali iurisdictione. Et dicendum est transire, ex Vlpiano l. 1. de

suspec. tut. §. 3. damus: ubi Iureconsultus ait, mandata generali iurisdictione, eo cognoscere Legatum de suspecto tutore posse, quia totum officium iurisdicundi transeat, mandata iurisdictione. De quo cum antea dubitaretur, Severi & Antonini constitutio eam sustulit dubitationem, cuius verba refert Macer in l. 4. cognitio. de off. eius &c. Neque obstat l. 1. §. 11. suspecti. ad senatusc. Turp. ubi solus Praeses de suspecto cognoscere dicitur. Nam si Praeses proprie sumitur eo loco, hoc est, pro eo, qui Proconsul non est, certum est, in ea provincia, cui is praeest, eum duntaxat de suspecto cognoscere, quia praeter eum nemo pro Tribunali cognoscit, cum, uti iam docuimus, Legatum Praeses non habeat. Si autem etiam Proconsulem Praesidem accipimus, cum Legatus de suspecto cognoscit, vice Proconsulis cognoscit, ipseque adeo Proconsul cognoscere videtur. Severi igitur & Antonini constitutione nullum novum ius Legatis tribuitur: sed dubitatio de eorum iure ac potestate tollitur, quibus a Proconsule propria mandata est iurisdictione. [15.] Nam, quemadmodum iam antea docuimus, Legati iurisdictionem non habent, sed exercent mandatam. Dubium autem antea erat, possent ne Legati de suspecto cognoscere, quia favor pupillorum merebatur, ut hanc cognitionem maiores iudices susciperent, ut popularia omnia iudicia l. 32. non distinguemus. §. 6. Iulianus. de recept. arb. in quibus cognitio haec de suspecto tutore videtur numeranda, quam Vlpianus in l. 1. §. 6. consequens. de susp. tut. quasi publicam vocat. [16.] Publicam non esse, ex eo intelligi potest, quod ab hac accusatione qui destitit, non impetrata abolitione, in Turpilianum non incidit l. 1. is demum C. ad senatusc. Turpil. Nec ex eo, quod accusatio appellatur, publicum esse hoc iudicium, dicemus, cum neque ex Lege publicorum iudiciorum oriatur, neque ubi accusatio est, ibi publicum iudicium esse, sit necesse l. 3. stellionatus. de crimi. stel. §. l. 1. de pub. iud. in qua publica omnia iudicia enumerantur, de quibus dicemus ad l. 7. si quis id quod. [17.] Neque vero existimandum est, populare iudicium esse suspecti accusationem, cum in ea neque de re, neque de iure populi agatur. [18.] Ea autem authore Paulo in l. 1. de popul. actio. popularis actio est, quae suum ius populo tuetur. [19.] Vnde fit, ut in actione populi procurator dari non possit l. 5. qui populari. de popul. actio. l. 42. licet. de procuratorib. nisi forte actoris causa coniuncta sit, cum publica. d. l. licet. Diximus de adventitia potestate ius dicentis: videamus de propria. [20.] Et propria ea esse videtur, quae iure competit magistratibus, quaeque ab eo aut specialiter mandatur, ut in l. 4. cognitio. de off. eius cui &c. aut mandata iurisdictione transit generaliter. Quod enim ipsius est magistratus,

quin ab eo mandari, nisi prohibeatur, possit, nulla dubitatio est. Huius potestatis illa sunt, dare bonorum possessionem, mittere in possessionem, dare actiones, interdicere, in integrum restituere, & huius generis caetera. [21.] Dare litigantibus iudices, Praetoriae quidem proprium est potestatis, cui propter vim imperii more maiorum dare iudices licet, uti iam antea docuimus ex Vlpiano in *l. 12. cum praetor. de iud.* [22.] Sed eorum, qui provincias regunt, propriam hanc potestatem non puto, quam a lege eos habere, scribat in *l. cum praetor, iam citata*, Iureconsultus. Itaque, mandata ab iis iuris-

ditione, non transit ius dandi iudicis. Legato nanque lex hoc ius dat nominatim. [23.] Ei autem, cui in Vrbe Praetor generalem iurisdictionem mandat, legis beneficio nihil est opus, ut iudices dare possit. A Praetore nanque iurisdictionem habet, cuius haec propria est, non adventitia potestas. [24.] Officium igitur ius dicentis latissimum est, quod etiam ad res a iurisdictione alienas pertineat, latiusque pateat, quam iurisdicendi officium: quod, mandata Legato iurisdictione, universum transire scribit Vlpianus *l. 1. de suspect. tut.*

AD L. II.

IABOLENVS Lib. VI. ex Cassio Longino.

Cui iurisdictione data est, ea quoque concessa esse videntur, sine quibus iurisdictione explicari non potest.

S V M M A R I V M.

1. Iudicis dati potestas nec Iurisdictione, nec Notio appellatur.
2. Iudex datus nihil potest, nisi quod ei diserte datum, vel tacite concessum est.
3. Iudici dato quae tacite concedantur.
4. Ante litis contestationem nulla potestas iudicis in partes.
5. Ad magistratum vocatus ex quacunque causa venire debet.
6. Delegatus Principis plenam in causa habet iurisdictionem.
7. Qui Iudices dari possunt.
8. Qui plenam pubertatem attigerunt, Iudices esse possunt.
9. Remp. committere adolescentibus periculosum est.
10. Sententiae pronuntiatione finitur potestas Iudicis.
11. Executio sententiae cuius sit.



GOVEANVS. Caput hoc de eo scriptum est, cui vel a Praetore, vel a Praeside mandatur iurisdictione: cui & imperium, quod non est merum, videtur mandatum *l. ulti. de off. eius cui &c.* Sine quo vana est, inanisque iurisdictione. [1.] De iudice dato eo scriptum non videtur, quia neque iurisdictione, neque notio eius potestas appellatur, ut scribit Vlpianus in *l. 3. imperium*: trahi tamen ad eum quoque potest hoc modo, ut cui sententiae ius datum est, ea quoque concessa videantur, sine quibus explicari expediriue negotium non potest: [2.] ut nihil possit iudex datus, nisi quod, vel diserte ei datum, vel tacite concessum sit. [3.] Concedi autem ea tacite videntur, quae ad iudicii explicationem pertinent, quale illud est, iubere coram se adesse partes, iubere testium nomina edi, dare dilationes, iubere cavere stipulatione iudiciali, quae ad merum iu-

dicis officium dicitur, & ab Imperatore, & a Iureconsulto pertinere: aliaque innumerabilia, quae ex sese iudex facit extra id, ad quod datus est: sine quibus tamen id, ad quod datus est, expedire nullo modo posset. Quod autem de partium citatione diximus, lite coram iudice contestata, intelligendum est. §. 4. *si vero in Novel. 53. de exhib. & transmitt. reis.* [4.] Ante contestationem enim litis nulla iudicis potestas in partes est. [5.] Quod in magistratu secus est, ad quem ex quacunque causa vocatus venire debet *l. 2. ex quacunque. si quis in ius vocat. non ier.* Secus item, cui causam aliquam Princeps delegat. §. 3. *omnem vero. in Novel. 112. de litigios.* [6.] Hic enim plenam in causa delegata habet iurisdictionem: adeo, ut iudices etiam dare possit *l. unic. qui pro sua iurisdictione. C.* Cui igitur datum sententiae ius est, ea quoque concessa esse videntur, sine quibus explicari non potest expediriue iurisdictione. Quod ut sane intelligatur, tria quaerenda sunt, a quo ius sententiae

tiae detur, cui detur, & quando ea potestas finiatur. Et de eo, quod primum proposuimus, dicemus *ad l. 13. eum qui iudicare.* [7.] Qui autem iudices dari possint, scribit Iureconsultus *in l. 12. cum praetor. de iudiciis:* qui scilicet, neque lege, neque moribus, neque natura impediuntur. Lege impeditur, qui Senatu motus est: moribus, foeminae, & servi: natura, surdus, mutus, perpetuo furiosus, & impubes, qui iudicio carent. Vnde illud sequitur, puberem, hoc est eum, qui xiv. annum complevit, non impediri, quominus iudex esse possit. [8.] Certe qui plenam pubertatem attigere, iudices esse possunt *l. 57. quidam consulebant. de re iud.* Sat firmo nanque iudicio sunt §. *ult. qui & ex quibus caus. in Inst.* Neque obstat *l. 41. cum lege. de recep. arb.* ubi dicitur, *lege Iulia cautum esse, ne minor viginti quinque annis iudicare cogatur.* Aliud enim est iudicare minorem non posse, allud non cogendum iudicare. Quin ex eo, quod *lege Iulia* cautum est, non cogendum iudicare, intelligimus, posse iudicare: alioquin frustra caveat lex, ne cogatur, quod omnino non potest. Quod ergo *lib. Epitomat. 1. cap. iv.*

scribit HARMENOPVLVS, *minorem viginti quinque annis iudicare non posse*, falsum est. Neque eum quicquam iuvant *l. 8. ad temp. de mun. & honor. & l. 11. non tantum. de decur.* in quibus dicitur, minorem viginti quinque annis Decurionem non creari. Decurio nanque Senator est municipalis, custos gubernatorque reipublicae suae. [9.] Remp. autem adolescentibus committi est periculosum. Quae ratio in dato iudice locum non habet, cui cognitio de privata causa committitur: & si quid peccat, appellatione corrigitur, & ex formula iudicare cogitur. [10.] Finitur autem dati iudicis potestas sententiae pronuntiatione *l. 21. cum quaerebatur. de iudic.* [11.] Sententiae nanque executio eorum est, qui iudices dederunt *l. 15. a Divo Pio. de re iud.* Neque obstat *l. 75. si Praetor. de iudic.* ubi iudex de iudicato cognoscere dicitur. Ibi enim, an iudicatum esset, quaerebatur, ut *in l. 1. quae sentent. sine app. resc.* sponsoque huiusmodi facta fuerat, *Ni iudicatum esset:* de qua qui cognoscebat, non illud quaerebat, rectene an secus iudicatum esset: sed illud duntaxat, an iudicatum esset.

A D L. III.

VLPIANVS Lib. singul. de off. Quaestoris.

Imperium aut merum, aut mistum est. Merum imperium est, habere gladii potestatem, ad animadvertendum in facinorosos homines: quod etiam potestas appellatur. Mistum imperium est, cui etiam iurisdictio inest. Quod in danda bonorum possessione consistit, iurisdictio est. Iurisdictio est etiam, iudicis dandi licentia.

S V M M A R I V M.

1. Omnis gravior coërcitio est imperium.
2. Legatus Proconsulis atrociter coërcendi ius non habet.
3. Gladii potestas transferri ad alium nequit.
4. Iurisdictio sine coërcitione non est.
5. Levis coërcitio imperii meri non est.
6. Gravioris coërcitionis genera sunt varia.
7. Merum imperium quare dicatur.
8. Merum imperium summa potestas.
9. Mera ratio interdum Iureconsultis summa ratio dicitur.
10. Merum appellatur, quia iurisditioni non cohaeret.
11. Qui merum imperium habeant.
12. Dictator potestatem gravius coërcendi habuit.
13. Consules ius vitae & necis non habuere.
14. Graviorem tamen coërcitionem.
15. Et gravibus duntaxat Reip. temporibus.
16. Facinorum coërcitio ad Praetores non pertinet.
17. Praetor de suspectis tutoribus cognoscere potuit.
18. Praefectura omnia sibi crimina vindicat.
19. Praetor recte forenses actiones criminibus privatis proposuit.
20. Praefectus Vrbi gravioris animadversionis ius habuit.
21. Privatis delictis interdum gravissimae poenae imponuntur, pro rei qualitate & personae conditione.
22. In gravissima coërcitione Praeses provinciae & Praefectus Vrbi aequiparantur.
23. Deportandi ius Praefectus Vrbi habet.
24. An Praefectus Vrbi gladii potestatem habuerit.

25. In securi minus atrocitatis quam in gladio.
26. Differunt poena securis & poena gladii.
27. Magistratus, qui publicas exercebant quaestiones, merum imperium non habuerunt.
28. Publica iudicia unde dicta.
29. In provinciis omnes Praesides ius gladii habuerunt.
30. Mistum imperium quid.
31. Mandata iurisdictione mistum transfertur imperium.
32. Imperium non merum, mistum est.
33. Mistum imperium unde appelletur.
34. Mistum imperium qui habeant.
35. Nullum in veteribus libris mendum frequen-



OVEANVS. Nullum iuris civilis caput doctorum ingenia magis exercuit. Quod sane ut intelligatur, quaeri necesse est, quid merum sit imperium, unde dicatur, qui habeant: tum vero quid mistum imperium sit, quamobrem ita appelletur, qui habeant; postremo quaerendum de imperio est, quod iurisdictione dicitur. [1.] Omnis igitur gravior atrociorque animadversio, & coercitio merum est imperium. Papinianus l. 1. §. 1. qui mandatam de off. eius cui &c. Qui mandatam (ait) iurisdictionem suscepit, proprium nihil habet: sed eius, qui mandavit, iurisdictione utitur. Verius est enim more maiorum iurisdictionem transferri, sed merum imperium, quod lege datur, non posse transire. Quare nemo dicit, animadversionem Legatum Proconsulis habere, mandata iurisdictione. Quod non solum de capitali animadversione accipiendum est, sed de graviore omni coercitione. Venuleius in l. 11. si quid erit. de off. Proconsul. Si quid erit, quod maiorem animadversionem exigat, remittere Legatus ad Proconsulem debet. [2.] Nec enim animadvertendi, coercendi, vel atrociter verberandi ius habet. Cui congruit Vlpianus in l. 6. solet. eod. tit. [3.] Nec enim potest quis gladii potestatem sibi datam, vel cuiusquam alterius coercitionis ad alium transferre. Omnis igitur gravior facinoris animadversio merum imperium dicitur. Nam modica coercitio ad publicam disciplinam emendandam, sine qua ridicula esset vanaque iurisdictione, imperii non meri est, eoque mandata iurisdictione transire dicitur a Papiniano §. qui mandatam, iam citato. Paulus notat, & imperium, quod iurisdictioni cohaeret, mandata iurisdictione transire: quod verius est: de qua coercitione idem Paulus intelligit in l. ult. eod. tit. [4.] Mandata (inquit) iurisdictione privato, etiam imperium, quod non est merum, videtur mandari: quia iurisdictione sine modica coercitione nulla est. De hac loquitur idem Paulus lib. v. sententiarum tit. ad l. Iuliam de vi publica & privata. Hac lege excipiuntur, qui artem lu-

- tius, quam iterati verbi praetermissio.
36. Magistratus potestas aut in coercitione, aut in iurisdictione posita est.
37. Prius magistratus imperium aut merum aut mistum.
38. Alterum, quod in iurisdictione, iurisdictione appellatur.
39. Praetor cum iure magistratus quid facit, imperare dicitur.
40. Iudicis dandi licentia quomodo iurisdictione dicitur.
41. Iudices tantum dantur ad pecuniarias & privatas causas, criminales ipsi magistratus suscipiunt.

dicram faciunt: iudicati etiam & confessi, qui ideo in carcerem duci iubentur, quod ius dicenti non obtemperaverint, quidve contra disciplinam publicam fecerint. Hanc coercitionem habet etiam Praetor Urbanus. Vlpianus in l. 11. de in ius vocan. In ius vocare non oportet neque Consulem, neque Praefectum, neque Praetorem, neque Proconsulem, neque caeteros magistratus, qui imperium habent, & qui coercere aliquem possunt, & iubere in carcerem duci. M. Tullius in Praetura Urbana a Verre Praetore virgis plebem Romanam concidi solitam, scribit. Nam etiam ad verbera coercitio haec modica porrigebatur, non atrocita, ex l. 11. si quid. de off. Proconsul iam citata: ubi dicitur Legatum ius atrociter verberandi non habere: leviter igitur verberandi habet. [5.] Omnis ergo gravis coercitio meri erit imperii: non modica, & levis, quae ita iurisdictioni cohaeret, ut Legatus mandata iurisdictione ius leviter coercendi habeat. [6.] Gravioris autem huius coercitionis genera varia sunt, ut varia facinora, quibus irrogatur. Quaedam gladio, quaedam igni, quaedam metalli poena, quaedam deportatione, quaedam verberibus coercentur. [7.] Quare autem ius hoc atrociter coercendi merum imperium dicatur, non satis constat. Et non absurde omnino putet quis, quia vehementissimum sit, pertineatque ad res graviores, merum dici. Marc. Tull. in orat. pro Cecinna cap. 2. Ideo quod omnia iudicia aut distrabendarum controversiarum, aut puniendorum maleficiorum causa reperta sunt: quorum alterum levius est, propterea quod minus laedit: alterum est vehementissimum, quod & ad graviores res pertinet, & vim iudicis severitatemque requirit. [8.] Itaque etiam merum hoc imperium summa potestas appellatur ab Aurelio in l. unic. de off. Praefec. praeto. Nam, inquit, cum apud veteres Dictatoribus ad tempus summa potestas crederetur, &c. Pomponius in l. 2. de orig. iur. Itaque Dictatores proditi sunt, a quibus nec provocandi ius fuit, & quibus etiam capitis animadversio data est. Hunc magistratum, quia summam potestatem habebat, non erat fas, ultra sextum mensem retinere.

[9.] Ita interdum Iureconsulti *meram rationem*, interdum *summam rationem* dicunt. Theophilus summam potestatem *ἀρετὴν ἐξουσίαν* vocat. Adeo autem severum est vehemensque hoc imperium, ut simpliciter *potestas* appelletur. Lampridius in *Alexandro*. *Ego non patiar mercatores potestatem*. Iureconsult. in l. 3. de off. Praesid. imperium simpliciter pro *mero imperio* dicit. Praeses (inquit) in *suae provinciae homines imperium habet*, & hoc dum in provincia est. nam si excefferit, *privatus est*. Habet interdum imperium & in extraneos homines &c. Neque absurde & a Papiniano in l. 1. de off. eius cui &c. & a Paulo eadem l. & l. ult. eod. tit. & ab Vlpiano in nostra l. imperium, pro summo & vehementissimo dicatur. Quae enim mera sunt, maiorem vim habent. [10.] Verius tamen puto, ideo *merum* appellatum, quia iurisdictionem non comitetur, & (ut Pauli verbis utar) *iurisdictioni non cohaereat*. Quod enim sequitur mandatam iurisdictionem, non *merum* dici videmus, in §. 1. qui mandatam, iam citato, & in l. ult. eodem tit. Recte autem ex alterius contrarii definitione, alterius colligitur definitio: neque certius colligi ullo modo potest. Tenemus duo genera coërcitionum, alterum gravius & atrocius, alterum lenius ac mitius: illud mandata iurisdictione non transire, hoc posterius transire: eoque *merum* illud, quasi non cohaerens iurisdictioni, neque cum ea mistum: hoc autem, quia ita iurisdictioni cohaereat, ut ab ea divelli separarique non possit, non *merum* appellari. Quae omnia ita a nobis demonstrata sunt, ut negari nullo modo possint. [11.] Superest videamus, qui *gravioris huius coërcitionis ius habeant*. [12.] Et Dictatorem potestatem hanc olim habuisse, constat ex eo Pomponii loco, quem antea citavimus l. 2. de orig. iur. licet interdum & *quadrigis mittendis*, & *clavo figendo Dictator crearetur*, ut scribit Livius. [13.] Consulium quae potestas fuerit, scribit idem Pomponius eodem loco iis verbis. *Lege lata factum est, ut ab eis provocatio esset, neve possent in caput civis Romani iniussu populi animadvertere*. Solum relictum est, ut *coërcere possent*, & in vincula publica duci iuberent. Quo ex loco ius vitae & necis eos non habuisse, constat, eoque Consulibus secures in Vrbe non praeferebantur. Sed neque ullo modo de civitate capitis tollendi eis ius erat, uti scribit M. Tullius in oratione pro P. Sestio. Corporalem autem aliam coërcitionem habuisse Consules, ex citato iam loco intelligimus. Nam, quod *coërcere eos potuisse*, scribit Pomponius, de corporali castigatione accipiendum est. Vlpianus in l. 6. solet. de off. Proconsul. *Nec enim potest quis gladii potestatem sibi datam, vel cuiusque alterius coërcitionis ad alium transferre*. Modestinus in l. 1. de termino moto. *Terminorum avulsorum non multa pecuniaria est, sed pro con-*

ditione admittentium, coërcitione transigendum est. Ita sumitur in l. 9. sunt quaedam. de extraord. crimi. & l. 1. §. 3. generaliter. de poenis. In caput igitur Consules animadvertere non poterant: [14.] reliquam autem coërcitionem, non modicam solum, sed & graviolem habuisse Consules puto (quibus salutem populi legem supremam fuisse constat) neque alia ulla re eorum imperium definitum: licet Terentillus Arsa Tribunus pleb. id immittuere rogatione sua conatus sit. Qua de re Livius Decad. 1. lib. III. Terentillus Arsa Tribunus pleb. eo anno fuit. *Is Coff absentibus, ratus locum tribunitiis actionibus datum, per aliquot dies Patrum superbiam ad plebem criminatus, maxime in Consulare imperium, tamquam nimium, nec tolerabile liberae civitati, invehatur: nomine enim tantum minus invidiosum, re ipsa prope atrocius quam regum esse &c.* M. Tullius in Catilinam Orat. 1. cap. 1. *Duci te ad mortem iussu Consulis, Catilina, oportebat*. [15.] Hoc tamen tantum imperium gravibus duntaxat reipublicae temporibus habebant, cum Senatus Consulibus mandabat, *ne quid Respub. detrimenti caperet*. [16.] Praetores *merumne* habuerint imperium; dubitari scio. Sed verius est, facinorum coërcitionem nihil ad Praetores pertinuisse. Cui rei argumento est; quod si quid vindicandum erat severius, ad Praefectum Vrbi remittebant. Vlpianus in l. 1. de off. Praef. Urb. *Solent ad Praefectum Vrbi remitti etiam tutores sive curatores, qui male in tutela sive cura versati, graviore animadversione indigent, quam ut sufficiat eis suspectorum infamia*. [17.] Quin autem de suspectis tutoribus Praetores cognoverint, nulla dubitatio est. Tum vero Vlpianus in l. ult. de priva. delict. coram datis a Praetore iudicibus pecuniarie ex delicto agi, scribit. Sic enim verba illa intelligo. *Si quis actiones, quae ex maleficiis oriuntur, velit exequi, siquidem pecuniarie agere velit, ad ius ordinarium remittendus erit. Sequitur, nec cogendus erit in crimen subscribere*. Quod ego intelligo, nec cogendus erit Praefectum Vrbi adire. [18.] Omnia nanque crimina sibi Praefecturam vindicare; scribit Vlpianus in l. 1. de off. Praef. Urb. Quod sane ut intelligatur, scire oportet, privatorum delictorum, de quibus tractatur a titulo *de privatis delictis*, usque ad titulum *de extraordinariis criminibus*, esse & actiones civiles propositas, & accusationes; Vlpianus in l. 1. de incendio, ruina &c. [19.] *Et quanquam sint de iis facinoribus etiam criminum executiones, at tamen recte Praetor fecit, qui forenses quoque actiones criminibus istis proposuit*. Neque tamen hoc sic accipi convenit, ut graviter nunquam Praetor coërcuerit. Ut enim scribit Vlpianus in l. 12. si quis. de iniur. *Si quis iniuriam atrocem fecerit, qui contemnere iniuriarum iudicium possit ob infamiam suam, & egestatem: Praetor*

Praetor acriter exequi hanc rem debet, & eos, qui iniuriam fecerunt, coercere. Licet Praefectus Vrbi hoc dicatur facere *l. 1. §. 3. generaliter, de poenis.* [20.] De Praefecto Vrbi quaeri etiam scio, habeat ne merum imperium. Et gravioris atrociorisque animadversionis ius Praefectum habuisse, constat, qui omnia crimina sibi vindicavit *l. 1. de off. Praef. Urb.* etiam publica. *l. 1. §. 3. generaliter, de poenis.* de quibus tamen extra ordinem cognoscebat, durante tantum poena legum. Iudiciorum nanque publicorum ordo in usu esse desierat *l. 8. ordo, de pub. iud.* Iis autem criminibus, quae extraordinaria appellantur, poena a Praefecto pro arbitrio irrogabatur *l. prima, de effract.* ad quem & Praetores, uti diximus, & Praefectus vigillum remittebat, qui graviore poena afficiendi erant. Paulus, in *l. 3. nam salutem, de off. Praef. vigil. nisi si qua tam atrox, tamque famosa sit persona, ut Praefecto Vrbi remittatur.* &c. Vlpian. *l. ult. eod. tit. eos autem, qui dolo fecisse incendium convincentur, ad Fabium Chilonem, Praefectum Vrbi, amicum nostrum remittere debes.* Et sane cum omnia crimina sibi vindicet, uti iam ex Vlpiano diximus, de privatis delictis, & extraordinariis criminibus cognoscet, [21.] quibus gravissimae interdum poenae imponuntur, ut in *l. 1. de extraord. crimi.* pro rei qualitate, & personae conditione. [22.] Et in hac coercitione Praeses provinciae & Praefectus Vrbi equiparantur, Vlpianus in *l. 8. de extraord. crim.* Sunt, inquit, praeterea crimina, quae ad executionem Praesidis pertinent, ut puta, si quis instrumenta sua prodita esse dicat: nam huius executio rei Praefecto Vrbi a Divis Fratibus data est. [23.] Quod fallit in deportatione, cuius habet ius Praefectus Vrbi, non Praeses *l. 2. rei capitalis. §. 1. constat, de poenis.* Dubitari tamen potest, habuerit ne Praefectus Vrbi gladii potestatem, quam Praesides habuisse, certum est *l. 6. illicitas §. 7. sicuti, de off. Praef.* [24.] Vix enim est, ut in Vrbe gladii potestatem magistratus ullus habuerit, in qua ne Consulibus quidem secures praeferebantur, uti iam diximus. Ius enim hoc, potestas haec, honor hic gladii, iis, qui universas provincias regebant, concedebatur, ex *§. sicuti, iam citato:* qui imperatoribus magis, quam magistratibus convenire videbatur. [25.] Papiniani percussori Caracallam dixisse refert Spartianus: *Gladio te, non securi, exequi oportuit iussum meum.* Erat quippe minus in securi quam gladio atrocitatis. Vetus & ordinaria securis poena erat, gladii nova magisque militaris. Quanquam & olim militiae securi, non gladio animadvertebatur? [26.] Inter poenam autem securis & gladii aliquid interfuisse, intelligimus ex *l. 8. aut damnum, de poenis.* Vita (ait Vlpianus) adimitur, ut puta si damnatur aliquis, ut gladio in eum animadvertatur, sed animadverti gladio

oportet non securi, vel telo, vel fustibus, vel laqueo, vel aliquo alio modo. Et haec quidem de Praefecto Vrbi. [27.] De iis magistratibus, qui publicas exercebant quaestiones, merumne imperium habuerint, praecipua dubitatio est. Et puto non habuisse. Primum non ex omnibus publicorum iudiciorum legibus corporis coercitio irrogatur: infamia interdum cum pecuniaria poena irrogatur *§. 1. in Inst. de pub. iud. & §. generaliter, iam citato, de poen. & l. 2. publicorum, de pub. iud.* Tum vero Praetores publica haec iudicia exercuisse, constat ex innumerabilibus Ciceronis locis. At in facinorosos non animadvertebant. Tertio harum quaestionum iudices nihil aliud pronunciabant, quam *videri reum in legem commisisse, vel non commisisse:* & quae de damnato sumebatur poena, non iudicis iussu, sed legis, qua erat iudicium constitutum, imperio sumebatur. *l. 1. ad Sctum. Turp.* Vnde *Lictor lege agere* dicebatur solemnia legis verba proferens. Livius *Decad. 3. lib. sexto. Lictor viro forti adde virgas, & in eum primum lege age.* Quod in Praefecto Vrbi, cui hoc imperium dedimus, secus est, qui suo arbitrio poenam facinori irrogat, nisi notatum lege sit iudiciorum publicorum, ut iam ante diximus. [28.] Postremo haec iudicia non erant magistratuum, qui exercebant, sed populi: unde etiam *publica iudicia* appellantur, non unde putavit Imperator in *tit. de pub. iud. in Inst.* Quemadmodum nanque in *Praetura Urbana* scribit Marcus Tullius, *Legibus publicorum non sancitur, ut quod malum antea facinus non fuerit, malum postea facinus sit: sed ut de eo, quod antea malum facinus erat, quaestio ex eo tempore ad populum pertineret.* Vnde illud quoque eveniebat, ut nullae iudici partes in quaestione publica relinquerentur, quae tota legis imperio, & praescripto gubernabatur, quemadmodum scribit idem Tullius in *orat. pro Cluentio.* Atteius Capito (ut refert Gellius *lib. iv. cap. 14.*) de *publicis iudiciis* librum scripsit, in quo a *Tribunis pleb. Aedilem, qui diem ad populum dixerat Manuliae meretrici, impeditum, ait, ne ageret cum populo.* Publicum certe quod populi Romani est, dici constat. Quod si publica eo iudicia dicuntur, quia quivis de populo ad ea accedere potest, id quod Imperator existimavit, populares actiones, ad quas quivis accedere de populo potest, publica iudicia erunt. Et haec quidem de Urbanis magistratibus. [29.] In provinciis omnes Praesides ius gladii habebant. *§. 7. sicuti, iam citato de off. Praef. l. illicitas, & l. 7. de poen.* & gravioris omnis animadversionis *l. 6. solet de off. Procons.* Praefectus quoque Augustalis, de quo antea diximus, ius hoc animadvertendi habuit, qui imperium par Proconsulari habuerit *l. unica de off. Praef. Aug.* Iuridicum Alexandriae potestatem hanc habuisse, non puto, in cuius titulo nihil

nihil de animadversione, & coërcitione dicitur. Et Iureconsultus in §. *illo sicuti*, hoc ius eos demum habere, scribit, qui provincias universas regunt. At Iuridici Alexandriae iurisdictione Alexandria non egrediebatur. Et haec quidem de *mero imperio*, ex quo *mistum* quid sit, intelligimus: [30.] *Modica* scilicet *coërcitio*, cui *inest iurisdictione*. Haec coërcitio cum iurisdictione ita coniuncta est, ut ab ea separari nequeat. [31.] Itaque mandata iurisdictione, *mistum* hoc transfertur imperium, quod *non merum* a Paulo appellatur in l. 1. §. 2. *qui mandata* & l. ult. *de off. eius cui* &c. Neque effugere possumus, quin *imperium non merum, mistum* esse, fateamur. [32.] Nam cum in §. *iam citato*, qui *mandata*, *imperium quoddam merum* dicatur, *quoddam non merum*, hic autem *quoddam merum, quoddam mistum*, *merumque* utrobique idem sit, non *merum & mistum* idem esse, necesse est: cum praesertim coërcitionis duo tantum sint genera, gravius quoddam & atrocius, quoddam modicum, hoc est, levius & remissius: & cum illud in *nostra lege merum* appelletur, hoc *mistum* esse, necesse est. Tum vero coërcitio aut non transit mandata iurisdictione, aut transit, neque tertium est quicquam. Transire nanque, & non transire negantia sunt & aientia. Cum ergo in *nostra lege merum* dicatur id, quod non transit mandata iurisdictione, *mistum* erit, quod transit, quodque a iurisdictione non divellitur. Itaque a Iureconsulto definitur, *cui iurisdictione inest*: quam habere nemo possit, qui non modicam quoque coërcitionem habeat, sive suo iure, sive alieno beneficio iurisdictionem habeat. Iurisdictionem & nostro iure habere possumus, ut graviolem animadversionem non habeamus: alieno certe beneficio qui habet, nunquam talem habeat potestatem. [33.] Ex iis illud quoque intelligimus, unde *mistum imperium* appelletur: ex eo scilicet, quod nunquam a iurisdictione divellatur. [34.] Habent autem hanc potestatem Consules, Praetores, Tribuni plebis, Praesides provinciarum & ii, quibus in Vrbe, vel in provincia, generalis propriaque magistratus mandatur iurisdictione. Et haec quidem ut vere, ita & perspicue & dilucide dicuntur, quomodo quae falsa sunt dici non possunt. Superest de *imperio* quaeramus, *quod iurisdictione est*: de quo verba illa intelligenda sunt in l. *nostra*. *Quod in danda bonorum possessione consistit, iurisdictione est*. *Iurisdictione est etiam iudicis dandi licentia*. Sic enim legendum puto. Quae lectio non multum ab HALOANDRI lectione abhorret, nisi quod haec facilius est & planior. Neque ullum in veteribus libris mendum frequentibus est, quam iterati verbi praetermissio. [35.] Neque mihi tamen iis duntaxat nominibus placet, quia non multum ab HALOANDRI lectione distet, quia plana sit & facilis, quia

mendum vulgare: sed quia ita scripsisse oportuit Vlpianum. [36.] Omne nanque magistratus potestatisve imperium, aut in coërcitione, aut in iuredicundo positum est: quarum duarum rerum causa omnia iudicia inventa, institutisque adeo ipsi sunt magistratus. [37.] Prius illud imperium in duo genera discedit, quia scilicet non plures animadversionum species: gravius quaedam, quae ex eo quod, uti iam docuimus, iurisdictionem non sequitur, *merum imperium* dicitur: [38.] quaedam vero modica, quae, quia nunquam a iurisdictione discedit, *mistum imperium*, sive *non merum* appellatur. Quod autem in iuredicundo positum est, aut in decernendo (*decernere* nunc late dico, ut cum bonorum possessionem Praetor dat) aut in dandis iudicibus versatur: iisque duobus veluti limitibus universa Praetoris Urbani provincia continetur, quam *iurisdictionem* principio ostendimus appellari. Imperium autem in iis quoque rebus versari, intelligimus ex l. *proxim sequente*, in qua, *iubere cavere stipulatione Praetoria, & in possessionem mittere, magis imperii quam iurisdictionis esse, dicuntur*. quod quemadmodum fit, suo loco dicemus. Intelligimus praeterea ex l. 26. *ea quae. ad municip.* intelligimus ex l. 14. *quod iussit. de re iud.* intelligimus ex l. *stipulationes. de act. & oblig. & l. 8. iuris gentium. §. 14. si paciscar. de pact.* aliisque iuris locis innumerabilibus, in quibus imperii huius Praetorii, quod in iuredicundo positum est, mentio fit. Paulus in l. 58. *iudicium soluitur. de iudic. Iudicium soluitur vetante eo iudicare, qui iusserat, vel etiam eo, qui maius imperium in ea iurisdictione habet*. Huius imperii, uti diximus, sunt decernere & iudices dare. Decernere autem non solum causa cognita, quomodo fere dicitur *decernere*, verumetiam sine causae cognitione in l. 15. *si finita §. 32. illud. de dam. infec.* & aliis locis compluribus. [39.] Neque immerito, cum iure magistratus quid Praetor facit, *imperare* dicitur, cum *imperium* pro *magistratu* interdum usurpetur, ut in l. 12. *cum Praetor. de iud.* Cicero lib. 3. *de legibus, iusta imperia sunt*. hoc est, magistratus legitime creantur. [40.] Iudicis autem dandi licentia, quemadmodum *iurisdictione* dicitur, considerandum est. Et puto, eo *iurisdictionem* dici, quia ad officium pertineat ius dicentis, neque ad coërcitionem pertineat. Si enim iurisdictionem pro officio iurisdicundi sumimus, ius hoc dandi iudicis, mandata iurisdictione, transiret. Iurisdicundi enim universum officium mandata iurisdictione transire, scribit Vlpianus in l. 1. *de suspect. tut.* Cum ergo mandata iurisdictione, ius hoc dandorum iudicum non transeat: mandata autem iurisdictione, universum iurisdicundi officium transire, scribat Vlpianus in l. 1. *de suspect. tut. iam citata*: licentia dandi iudicis iurisdictione non erit,

si pro munere officioque iurisdicundi sumatur iurisdicatio. Et sane cum iudices Praetor dat, nullum ius dicere videtur. De iudicibus autem & superiore capite diximus, & dicemus ad l. 13. eum, qui iudicare. [41.] Hoc in praesentia dixisse sufficiat, iudices tantum ad pecuniarias, & pri-

vatas causas dari: criminales namque ipsi suscipiunt magistratus. Et in publicis iudiciis sorte electi iudices, ex eo ordine, ordinibusve, penes quem, quosve iudicia erant, confidebant. Et haec de lege, Imperium.

AD L. IV.

IDEM Lib. I. ad Edictum.

Iubere cavere Praetoria stipulatione, & in possessionem mittere, imperii magis est, quam iurisdictionis.

S V M M A R I V M.

1. In quibusdam maior imperii potestas, in quibusdam minor.
2. Quod Praetor sine causae cognitione constituit, imperiose facit.
3. Praetor aequitatis & iuris est Sacerdos.
4. Quod Praetor causa cognita decernit, mutare non potest; quod autem iubet, contrario imperio tollere potest.
5. Iubere cavere stipulatione Praetoria & mittere in possessionem iurisdictionis est.
6. Muneris, quod iurisdicatio appellatur, pars quaedam imperiosa, quaedam iuridica.
7. Pars imperiosa etiam rem iniquam iubet.
8. Iniqua interdum iuste imperantur.
9. Pars iuridica semper quod aequum est constituit.
10. Imperii pars quaedam iuridica, quaedam imperiosa.
11. An ea, quae sine causae cognitione expediuntur, magis imperii quam iurisdictionis sint.
12. Praetor & secundum tabulas, & ab intestato, & contra tabulas bonorum possessiones dare cogitur.
13. Imperium contrario imperio tolli potest.
14. Quae magis imperii sint, quam iurisdictionis definire difficile est.
15. Praetor aut dat, aut dicit, aut addicit.
16. Ea, quae Praetor iubet, aut vetat magis imperii sunt.
17. Locus Leg. videlicet. ad municipalem valde lubricus.
18. Praetor vel Praeses cautionem & possessionem magistratibus municipalibus iniunxit.
19. Magistratus municipales possunt facere, quae magis imperii sunt.
20. Non tantum id possumus, quod ex nobis possumus.
21. Proconsul, Propraetor, Praeses, Legatus legis beneficio iudices dant.
22. Quae sit differentia inter ea, quae magis imperii quam iurisdictionis sunt.
23. Tribunal causae cognitio requirit.
24. Quamobrem in h. l. appositum sit stipulatione Praetoria.
25. Is, quem Praetor in possessionem mittit, non possidet.
26. Cui damni infecti non cavetur, usucapere potest, at non creditor.
27. Solus Princeps creditori dominium pignoris addicit.
28. In possessionem missus ius pignoris habet.



OVEANVS. Capite superiore duabus in rebus iurisdictionem Praetoris posuit Vlpianus, in decernendo, & iudicibus dandis. [1.] Hoc capite decretorum exequi mihi videtur divisionem, ut scilicet in quibusdam maior imperii potestatisque vis eluceat, in quibusdam vero minor. [2.] Quod enim sine causae cognitione constituit Praetor, ut cum damni infecti cavere iubet, & nisi caveatur, in possessionem mittit, magis imperiose constituere videtur, quam quod causa cognita

decernit. [3.] Hoc enim non tam pro imperio statuit, quam iuris aequitatisque ratione, cuius ipse Sacerdos quidam est, ac Magister: & quod ita decernit, contrario decreto Praetor non mutat. [4.] Quod autem iubet, vetatve, contrario imperio tollere potest l. 14. quod iussit. de re iud. Quod iussit (ait Iureconsultus) vetatve Praetor, contrario imperio tollere potest, vel remittere: licet de sententiis contra. Quod ego intelligo, licet secus de decretis, quae causa cognita interponuntur: quae sententiae Praetoriae appellari possunt. Vlpianus in l. 16. si opus. de oper. nov. nunciat. Si opus novum Praetor

Praetor iusserit nunciari, deinde prohibuerit, ex priore nunciatione agi non potest, quasi adversus eius Edictum factum sit. Idem in l. 10. Valeriano. de Praetor. stipulatione. Valeriano respondi. Si Praefes, qui ante triennium cavere iusserat, postea in longum tempus cavere praeceperit, quia a prima stipulatione prorsus discedi voluerit &c. [5.] Quin autem & iubere cavere stipulatione Praetoria, & mittere in possessionem, iurisdictionis sint, dubitari non potest. Iureconsult. in l. 1. de dam. infecti, *Cum res damni infecti celeritatem desideret, & periculosa dilatio Praetori videatur, si ex hac causa sibi iurisdictionem reservet, ideo magistratibus municipalibus delegandum hoc recte putavit.* Neque vero ulla dubitatio est, quin quod Praetor Urbis decreto exequitur, iurisdictionis sit, cuius munus universum iurisdictionem constat appellari. [6.] Sed huius muneris, quod *iurisdictionis* appellatur, pars quaedam magis imperiosa est, quaedam magis, ut ita dicam, *iuridica*: illa interdum & quod iniquum est imperat, ut cum demoliri Praetor iubet opus id, quod iure fortasse aedificatum est. Ulpianus in l. 20. §. 3. de oper. nov. nuncia. *Ait Praetor, QUOD FACTUM EST, RESTITVAS. Quod factum est, iubet restitui: neque interest, iure factum sit, an non. sive igitur iure factum est, sive non iure factum est, interdictum locum habebit.* [7.] Pars igitur iurisdictionis magis imperiosa, rem etiam iniquam iubet. Neque eo tamen iniquitatis Praetorem condemno, cui semper prae oculis aequitatem esse scio. [8.] Quae namque iniqua ex sese sunt, iustissime interdum imperantur. Praestat enim factum iure opus restitui, quam Praetoris imperium contemptum videri. Vbi enim animis hominum magistratuum excessit reverentia, turbari misericordie omnes res necesse est. [9.] Iuridica autem iurisdictionis pars, cui nomen hoc *iurisdictionis* maxime videtur convenire, id semper quod aequum est causa cognita constituit. Quemadmodum autem iurisdictionis partem quamdam magis imperiosam facimus, quamdam magis *iuridicam*, cum tamen utraque *iurisdictionis* nomine contineatur: sic etiam imperii, quod in danda bonorum possessione consistit, hoc est, imperii quod in iuredicundo versatur, de quo superiore capite diximus, [10.] pars quaedam magis *iuridica*, quaedam magis *imperiosa* dici potest. [11.] Vtrum autem, quaecunque sine causae cognitione expediuntur, magis imperii sint quam iurisdictionis, quaerendum est. Et vix est, ut dare bonorum possessionem ex Edicto (quaedam enim bonorum possessio *edictalis* est, *decretalis* quaedam) magis imperii sit, quam iurisdictionis. Quam cum vel secundum tabulas non minus multis signis, quam e lege oportet, signatas dat, vel ab intestato proximis agnatis, vel liberis praeteritis contra tabulas, nihil imperat, nihil

vetat: tum vero haec Praetor pro suo arbitrio non administrat. [12.] Cogitur enim & secundum tabulas, & ab intestato & contra tabulas bonorum possessionem dare: ut in eo, quod cogitur, vix eius imperium elucere dici possit. [13.] Postremo imperium contrario imperio tolli potest ex l. 14. quod iussit. de re iudic. At haec decreta, quibus aliquid alicui alieni dat Praetor, vix est ut Praetor revocet. Quod M. Tullius in *Praetura Urbana cap. 46.* Verri obiicit iis verbis. *Nam, quaeso, redite in memoriam, Iudices, quae libido istius in iuredicundo fuerit, quae varietas decretorum, quae mundinatio, quam inanes domus eorum omnium, qui de iure civili consuli solent, quam plena ac referta Chelidonis: a qua muliere cum erat ad eum ventum, & in aurem eius insufurratum, aliis revocabat eos, inter quos iam decreverat, decretumque mutabat, aliis contrarium inter alios decreverat, ac paulo ante proximis decreverat.* [14.] Est autem perdifficile generaliter definire, quae magis sunt imperii, quam iurisdictionis. Cum enim omnes in iure definitiones periculosae sunt, tum in re tam obscura periculosissimae. [15.] Cum tamen Praetor aut det, aut dicat, hoc est imperet ex l. 81. cum Praetor dicat. de verb. sign. l. 121. de Leg. 1. quae *simplex iussio* appellatur l. ult. §. ult. de eo quod me. cau. aut addicat: [16.] ea magis imperii esse quam iurisdictionis videntur, quae ad secundam Praetorii muneris partem pertinent, cum scilicet aliquid vel iubet, vel vetat Praetor ad alicuius postulationem: ut cum iubet cavere damni infecti, & nisi caveas mittit in possessionem adversarium: quae poena est non promittentis l. ult. ne vis fiat ei &c. cum restitui opus factum iubet, cum vim factam restitui iubet. M. Tullius pro *Cecinna cap. 29.* *Sum ex proximo vicini fundo deiectus, qua adibam ad istum fundum, sum de via, sum certe alicunde, sive de privato, sive de publico: eo restitui sum iussus. restituisse te dixisti, nego me ex Praetoris decreto restitutum esse.* Ac paulo post. *Si Praetor non distinxit locum, quo me restitui iuberet, & restitui iussit, non sum ex Edicto restitutus.* Talia caetera quoque putem interdicta, sive exhibitoria sive prohibitoria, sive mista. Horum autem quae magis imperii sunt, quam iurisdictionis, altero tantum iuris civilis loco mentio fit, in l. 26. videlicet, *ea quae. ad municip.* Paulus ait. *Ea quae magis imperii sunt quam iurisdictionis, magistratus municipalis facere non potest. Magistratibus municipalibus non permittitur in integrum restituere, aut bona rei servandae causa iubere possidere, aut dotis servandae, vel legatorum servandorum causa.* [17.] Qui locus valde lubricus est. Primum enim, quomodo magistratus municipalis, quae magis imperii sunt quam iurisdictionis facere non potest? An non magis imperii sunt quam iurisdictionis, iubere cavere stipulatione Praetoria, & mittere

in possessionem? At utrumque hoc magistratibus municipalibus Praetor iniunxit. Vlpianus in *l. 4. dies. de dam. infect.* §. 3. [18.] *Duas ergo res magistratibus municipalibus Praetor, vel Praeses iniunxit, cautionem, & possessionem, caetera suae iurisdictioni reservavit. Idem in l. 1. eod. tit. Cum res damni infecti celeritatem desideret, ideo magistratibus municipalibus delegandum hoc recte putavit. Si ergo magistratibus municipalibus Edicto in perpetuum Praetor concessit, ut possint iubere cavere, & mittere in possessionem, quae magis imperii quam iurisdictionis esse constat, [19.] negari non potest, quin municipales magistratus possint facere, quae magis imperii sunt quam iurisdictionis. Sed dicet aliquis, haec ex sese facere magistratum municipalem non posse. [20.] Quasi vero id tantum posse dicamur, quod ex nobis possumus. Praetor Urbis, Praeses, Legatus, cui mandata iurisdictionis est, tutores dare posse dicuntur, nominatim tamen iis tutoris datio conceditur. [21.] Proconsul, Propraetor, Praeses, Legatus, cui mandata iurisdictionis est, iudices dare possunt, at suo iure non possunt: legis enim beneficio & concessu id possunt. Tum vero quid interest inter ea, quae magis imperii sunt, quam iurisdictionis, & quae contra? ut illa magistratus municipalis facere non potest, ita neque haec potest: ut illa concessu Praetoris facere potest, ita & haec facere potest: specialiter nanque mandari possunt *l. 4. cognitio. de off. eius cui* &c. [22.] Haec igitur differentia erit, quod quae imperii magis sunt, quam iurisdictionis, quia causae cognitionem non desiderant, facere possunt magistratus municipales, hoc est, non sunt incapaces huiusce iurisdictionis. Itaque nihil absurdi fecit Praetor, cum duas eis res Edicto concessit, cautionem, & missionem in possessionem. Eas vero res, quae causae cognitionem desiderant, absurde fecisset, si magistratibus municipalibus in perpetuum dedisset (non dico mandasset) incapibus scilicet huiusce iurisdictionis. Vti enim Paulus scribit, *ubicunque causae cognitio necessaria est, ibi Praetor desideratur.* [23.] Tribunal nanque causae cognitio requirit. Itaque Vlpianus in *l. dies 4. iam citata.* §. 4. *Si forte dureret non caveri, ut possidere liceat, quod causa cognita fieri solet, non Duumviros, sed Praetores, vel Praesides permissuros: item ut ex causa dece-**

datur de possessione. Et Paulus in *hac ipsa l. 26. ea quae ad municip.* Magistratibus municipalibus non permittitur in integrum restituere, aut bona rei servandae causa iubere possidere &c. Sed de hoc alias considerabimus. [24.] Superest videamus, quamobrem in *l. nostra* appositum sit, *stipulatione Praetoria.* Et propter iudicalem appositum videtur. Nam & iudex cavere iubet de dolo, de persequendo servo, qui in fuga est, cum expediri res aliter non potest §. 1. *iudiciales. de divis. stip. in Inst.* Iudicis autem imperium non est, argumento *l. 27. obligationes. de act. & obl.* de quo iam antea diximus. Quare eius iussiones non erunt magis imperii, quam iurisdictionis. [25.] Illud quoque praetermittendum non est, quem Praetor in possessionem mittit, non possidere, sed magis rerum custodiam habere *l. 12. cum legati, quibus ex caus. in poss. eat. l. 5. is cui. ut leg. seu fideicom. servan. &c. l. 3. §. ult. de acquir. poss. & l. 10. si quis ante. §. 1. idem Pomponius eodem tit.* Neque obstat *l. 5. Praetoris officium. de dam. inf.* Vbi dicitur Praetoris officium esse, ut missus in possessionem, etiam eam per longi temporis spacium in suum dominium capere possit. Nihil enim eo loco aliud dicit Iureconsultus, quam Praetorem, non Duumviros, missum in possessionem iubere possidere. Id quod & in *l. 4. dies §. 4. si forte, dictum fuerat.* Itaque intelligitur *l. 12. iis qui. eod. tit. Iis, qui pignori rem acceperunt, potior est is, cui damni infecti non cavetur, si possidere, & per longum tempus rem capere ei permissum fuerit,* hoc est, si possidere iubeatur. [26.] Hic enim potest usucapere: creditor autem nunquam usucapit, nisi forte ex causa iudicati pignus captum sit. Licet enim huiusmodi pignus vendi potius, quam iure domini possideri consuevit, tamen si per calliditatem condemnati inveniri emptor non possit, autoritate Principis dominium creditori addici solet *l. ult. si in cau. iud. pig. cap. sit. C.* [27.] Notandum tamen est, solum Principem id facere posse. Vnde titulum habemus, *de iure domini impetrando.* [28.] Licet autem missus in possessionem non possideat, ius tamen pignoris habet *l. 26. non est mirum. de pig. act.* Qui autem iubetur possidere, & rem sibi habere, is dominus rei fit *l. 1. de fundo dot. & l. 5. sed si res. com. divid.* Et haec quidem ad Legem iubere cavere sufficient. E

A D L. V.

IULIANVS Lib. I. Digest.

More maiorum ita comparatum est, ut is demum iurisdictionem mandare possit, qui eam suo iure, non alieno beneficio habet.

S V M M A R I V M.

1. Generalis mandata Iurisdictionis rursus mandari nequit.
2. Tuum enim quod non est, alii mandare non potes.
3. More maiorum Iurisdictionis mandatur.
4. Mandata Iurisdictionis beneficium est.



QVIANVS. [1.] Quibus vel in Vrbe, vel in provincia generalis mandatur iurisdictionis, eos mandare rursus iurisdictionem posse, negat Iulianus. More nanque maiorum (qui mandandae iurisdictionis licentiam dat rei nulla lege permissae) is solum mandare iurisdictionem potest, qui eam suo iure habet, hoc est, ipsi magistratus, non ii, qui a magistratibus mandatam iurisdictionem accipiunt. Quod summam rationem habet. [2.] Quomodo nanque, quod tuum non est, quod tibi proprie datum non est, sed commissum tanquam vicario exercendum, alii mandare possis? Neque vero, ut id possis, is, a quo iurisdictionem accepisti, facere valeat. Videbitur fortasse alicui dicere Iulianus, eum duntaxat iudicem dare posse, qui suo iure iurisdictionem habet: sed male. Nam neque Proconsules more maiorum iudices dant, sed lege, ut scribit Paulus in l. 12. cum praetor. de iud. qui tamen suo iure non alieno beneficio iurisdictionem habent: & Legati, qui alieno beneficio iurisdictionem habent: & ii, quibus in Vrbe Praetor iurisdictionem suam mandat, iudices dare possunt. [3.] Porro autem, quod hic Iulianus ait *more maio-*

rum mandari iurisdictionem, Papinianus quoque scribit in l. 1. §. 1. qui mandatam. de off. eius cui &c. Qui mandatam (ait) iurisdictionem suscipit, proprium nihil habet, sed eius, qui mandavit, iurisdictione utitur. Verius est enim more maiorum iurisdictionem transferri &c. More autem maiorum quod fit, sine lege fit, ut & quod moribus licere dicitur l. 32. de quibus. de leg. & senatusconsult. l. 9. omnes populi. de iustit. & iur. l. 12. cum praetor. de iud. l. 39. sororis. de ritu nup. l. 25. magistratus. ad municip. Vnde etiam moribus recepta ea dicitur substitutio, quae legitima & vulgaris non est, quemadmodum scripsimus ad l. 4. iam hoc iure. de vulg. & pupil. subst. quem commentarium brevi edemus. Extremum illud est in l. nostra, Non alieno beneficio. [4.] Scire igitur oportet, alieno beneficio habere iurisdictionem, qui mandatam habent, idque vere beneficium esse. Nec enim cogitur magistratus iurisdictionem cuiquam mandare, Vlpianus in l. 6. solet de off. proconsulis & leg. Sicut autem mandare iurisdictionem, vel non mandare, est in arbitrio Proconsulis: ita adimere mandatam iurisdictionem licet quidem Proconsuli, non autem debet inconsulto Principe hoc facere. Et haec ad Legem more.

A D L. VI.

PAVLVS Lib. II. ad Edictum.

Et quia nec principaliter ei iurisdictionis data est, nec ipsa lex defert, sed confirmat mandatam iurisdictionem, ideoque si is, qui mandavit iurisdictionem, decesserit, antequam res ab eo, cui mandata est iurisdictionis, geri coeperit, solvi mandatum, Labeo ait, sicut in reliquis causis.

S V M M A R I V M.

1. Mortuo mandante mandata Iurisdictionis cessat.
2. In iis tamen, quae ante mortem gesta sunt, durat.
3. Ante litis contestationem res in iudicium non deducta videtur.
4. Man-

4. Mandantis morte mandatum solvitur.
5. Morte Legati Iudicis a Legato dati Iurisdictio extinguitur.
6. Principalis Iurisdictio propria, mandata aliena.
7. Is, cui mandatur, principalem Iurisdictionem



OVEANVS. [1.] Quia is, cui mandata est iurisdictio, alienam iurisdictionem exercet, mortuo eo, cuius iurisdictio est, mandatum solvitur, nisi in iis, quae geri coepta sunt ante eius mortem. Et haec sententia legis nostrae est. Quin & iudicum datorum ab eo, qui mandatam iurisdictionem accepit, iurisdictio expirat eius morte, non qui eos dedit, sed eius, a quo hic iurisdictionem mandatam acceperat. [2.] Hoc autem ita, si res coram iudice ante eius mortem agi coepta non sit: tum enim etiam eo mortuo, iudicis durat iurisdictio. Agi autem incipit res lite contestata. *Tum enim iudex per narrationem negotii causam audire incipit*, ut scribit Imperator *l. 1. Cod. de litis contest.* [3.] Neque videtur ante litis contestationem res in iudicium deducta ex eadem lege. Tum vero ante litis contestationem recusari iudex potest: quare nondum eius esse ulla videtur in litigatores iurisdictio *l. nemo 13. de iurisdiction. omn. iud. C.* Iudicis igitur, a Legato dati, non extinguitur Legati morte iurisdictio, sed Proconsulis, qui iurisdictionem Legato mandaverat: ut non tam Legatus quam Proconsul iudicem dare videatur, eique iurisdictionem mandare. [4.] Morte namque mandantis solvi quodvis mandatum constat, si res integra adhuc est *§. recte. 9. de mandat. in Inst.* [5.] Morte autem Proconsulis iudicis a Legato dati extinguitur iurisdictio, non morte Legati. Ipse ergo Proconsul, non Legatus, iudici mandasse iurisdictionem videbitur. Sed verba videamus. Paulus ait. *Et quia nec principaliter ei iurisdictio data est.* [6.] Mandatam enim tantum habet: principalis penes magistratum, qui mandat, remanet *l. 58. de iud.* Principalis propria est, mandata aliena. A principali pendet mandata, & ea, quam qui mandatam accepit dat, hoc est, iudicum specialium, quos is dat, cui mandata iurisdictio est. Principalis eius duntaxat, qui habet, morte extinguitur: suo enim iure habet, & lex, quae de imperio magistratum est, nunquam interit. Mandata ut ab arbitrio pendet mandantis, ita cum eo extinguitur, argumento institoris a tutore praepositi, cuius mortuo tutore durat mandatum *l. si quis mancipiis 17. §. si impubes 2. de instit. act.* Paulus ait. *Nec ipsa lex defert.* [7.] Principalem ergo iurisdictionem is, cui mandatur iurisdictio, non habet. Qui enim mandat, principalem non dat, neque vero dare potest. Nulla lex iurisdictionem ei dat: solis namque magistratibus iu-

non habet.

8. Iurisdictio aut a magistratu aut a lege tribuitur.
9. Quomodo Iudicis a Legato dati morte Proconsulis exspiret potestas.

risdictionem lex dat. [8.] Aliunde quam a magistratu, vel a lege iurisdictionem habere non potest: ergo praecipuam iurisdictionem non habet is, cui mandatur iurisdictio, sed penes eum, uti iam diximus, remanet magistratum, cuius morte & eius, qui mandatam iurisdictionem suscepit & eius, qui ab hoc porro accepit, potestas extinguitur. [9.] Sed non immerito dubitaverit quis, quomodo iudicis a Legato dati morte Proconsulis exspiret potestas, cum lex dandi iudicis licentiam Legato tribuat, ex Paulo *in l. cum Praetor 12. de iud. Paulus lib. 18. ad Edict.* *Iudices autem dare possunt, quibus lege, vel senatusconsulto, vel constitutione conceditur. lege, sicut Proconsul. Is quoque, cui mandata est iurisdictio, iudicem dare potest, ut sunt Legati Proconsulum.* Cum ergo Legatis Proconsulum lege, vel constitutione, vel senatusconsulto, quae legis vim habent, tributum sit ius hoc dandorum iudicum, ipsorum morte Legatorum deberet iudicum extingui iurisdictio. Sed magis est, ut Proconsulum morte mandatum solvatur. Non enim Legatis concessum est iudices dare, sed iis, quibus mandata est iurisdictio. Itaque si Legato Proconsul non mandet iurisdictionem, Legatus iudices dare non potest. Idem Paulus *in l. legatus. 12. de off. Proconsul.* *Legatus, mandata sibi iurisdictione, iudicis dandi ius habet.* Neque hoc duntaxat ius ita habent, si mandata eis sit iurisdictio. Nihil proprium habent, nisi a Proconsule eis sit mandata iurisdictio, ut scribit Pomponius *in l. legati. 13. de off. Proconsul. & legat.* Cum igitur ius hoc ita habeant Legati, si eis mandetur a Proconsule iurisdictio: hoc autem mandatum, ut caetera omnia, morte mandantis solvatur, non potest non extingui morte Proconsulis iudicum a Legato datorum iurisdictio. Paulus ait. *Sed confirmat mandatam.* Confirmare mandatam iurisdictionem lex videtur, cum ei, cui mandatur, tribuit, ut iudices dare possit: cum Legato, cui mandata est iurisdictio, dat & tutoris dandi ius, & de suspecto tutore cognitionem. Paulus ait. *Ideo si is, qui iurisdictionem mandavit, decesserit.* Idem dicendum est, si potestate abierit, vel a Principe potestate privetur. Paulus ait. *Antequam res ab eo, cui mandata est iurisdictio, geri coeperit.* In iis igitur rebus, quae ante Proconsulis mortem coepta a Legato geri sunt, mandatum non solvitur. Coepta autem geri videntur, cum a litigatoribus aditus est, argumento *l. si convenerit 18. in nostro titulo.* Quod secus est in dato iudice, uti iam diximus, *arg. l. si cum 22. §. eo autem. 5. sol. matr.* & haec de *Lege & quia.*

AD L. VII.

VLPIANVS Lib. tertio ad Edict.

Si quis id, quod iurisdictionis perpetuae causa, non quod (prout res incidit) in albo, vel in charta, vel in alia materia propositum erit, dolo malo corruperit: datur in eum quinquaginta aureorum iudicium, quod popolare est. Servi quoque, & filii familias verbis Edicti continentur: sed & utrumque sexum Praetor complexus est. Quod si dum proponitur, vel ante propositionem quis corruperit, Edicti quidem verba cessabunt. Pomponius autem ait, sententiam Edicti ad haec porrigendam esse. In servos autem, si non defendantur a dominis, & in eos, qui inopia laborant, corpus torquendum est. Doli mali autem ideo in verbis Edicti fit mentio, quia si per imperitiam, vel rusticitatem, vel ab ipso Praetore iussus, vel casu aliquis fecerit, non tenetur. Hoc vero Edicto tenetur, & qui tollit, quamvis non corruperit: item & qui suis manibus facit, & qui alii mandat. Sed si alius sine dolo malo fecerit, alius dolo malo mandaverit, qui mandavit, tenebitur. Si uterque dolo malo fecerit, ambo tenebuntur. Nam etsi plures fecerint, vel corruperint, vel mandaverint, omnes tenebuntur.

S V M M A R I V M.

1. *Cursim verba legis explicantur.*
2. *Ante Adrianum Praetoris iurisdictionis arbitraria fuit.*
3. *Adrianus iussit componi Edictum perpetuum.*
4. *Edictum perpetuum qui corrumpit, Praetoris imperium contemnit.*
5. *Cur in eos, qui Album Praetoris corrumpunt, Aquilia non detur.*
6. *Aurei aestimatio.*
7. *Reale monetae nomen ab aere dictum.*
8. *Popularia iudicia quae.*
9. *Quando Praetor, merum imperium qui tamen non habet, graviter coërceat & quas personas.*
10. *Poenam pecuniariam qui propter egestatem eludit, corpore puniendus.*



OVEANVS. [1.] Caput hoc nullam obscuram habet sententiam. Satis igitur erit cursim verba explicare. Ait Vlpianus. *Iurisdictionis perpetuae causa, non quidem prout res incidit.* [2.] Praetoria iurisdictionis ante tempora Adriani imperatoris arbitraria fuit, edicebatque quisque, ut volebat. Quod Praetoris honori concedebatur, ut in suum annum duntaxat posset ius constituere. [3.] Adrianus Edictum componi iussit, ex quo Praetores in posterum semper ius dicerent, eoque perpetuum Edictum est appellatum. Composuit autem, uti scribit Imp. *l. 2. de veter. iur. enucl. C.* Salvius Iulianus, clausulasque quasdam de suo addidit, quae novae sunt appellatae *l. qui duos. 3. de coniung. cum emanci. lib. &c.* [4.] Hoc Edictum qui corrumpit, Praetoris imperium contemnere videtur. Quae autem aliis de rebus Edicta Praetores proponunt, ut citatorium, peremptorium, de quibus *in tit. de iud. l. ad peremptorium 68. cum sex legibus sequentibus*, haec inquam Edicta, quia privatae

rei ergo proponuntur, qui corrumpit, Praetorem non tam aperte contemnere videtur. *Propositum erit.* loco publico affixum. Ita sumitur *in l. 2. de orig. iur. in l. sed si pupillus 11. de inst. act.* Vnde in *C. Iustiniani* leges plurimas videmus dici *propositas*: hoc enim notant duo PP. Suetonius *in Caligula. cap. 41.* Edicta & literis minutissimis, & locis angustissimis proposuit. Cicero *ad Att. Lib. II. cap. 19.* Bibuli Edicta ita leguntur, ut quo loco proponuntur, transire non possimus. *Quinquaginta Aureorum.* [5.] Sed cur non Aquilia datur in eos, qui corrumpunt Album Praetoris, cum in eos, qui vinum, vel quamvis aliam rem corrumpunt, detur? Et verius est, Aquiliam in eos dari, qui alienam rem corrumpunt, *in l. si servus. 27. §. inquit lex 13. ad l. Aq.* Praetoris autem Edictum in nullius bonis est. [6.] Porro autem Aureus mille HS. ab Imperatore aestimatur *in tit. de success. lib. in Inst.* HS. autem mille, magnum unum faciunt: quare Aureus & Sestertium idem esse videntur. Aureus porro duobus Hispanicis Ducatis & semis pendet, eoque pondere vetera sunt aurea numismata: Quo pondere percussus

cussus est annis superioribus in Lusitania nostra aureus numus ab Invictissimo rege IOANNE III. domino meo (*Sanctum Thomam* vocant) valetque mille Realibus aeris, ut nos loquimur. [7.] *Reale* sex oboli faciunt, quem *parvum Sestertium* fuisse puto. *Reale* autem non a rege dictum puto, sed ab *acre*: ut quod nos dicimus patrio sermone, *mil reis*, veteres *mille aeris* dixisse videantur. Sed de Aurei, Sestertii magni & parvi aestimatione scripsimus *lib. II. Lect. Var.* Quinquaginta igitur aureorum iudicium dabatur in Edicti corruptores. Poenae autem huius pars actori dabatur, pars fisco inferebatur *l. lege Cornelia 25. de S. C. Sylla. Quod populare est.* [8.] *Popularia iudicia* sunt ea, ad quae quivis de populo accedere potest. Publicae nanque utilitatis quivis de populo vindex esse potest, & vero debet. Cum tamen plures agere volebant, magis idoneo actio dabatur: quod iudicii genus *Divinatio* appellabatur. Hoc autem iudicium populare a publico eo differt, quod publicum iudicium populi sit, & lege publicorum iudiciorum constitutum, hoc est, lege, quae alicuius rei quaestionem ad populum pertinere voluisset, quemadmodum scribit M. Tullius in *Praetura Urbana*, de quo ante iam diximus. *Servi quoque & filiofamilias*, quamvis proprium nihil habeant. Nam pro filiis parentes, pro servis domini, qui defensionem susceperunt, solvunt: si non susceperunt, tum corpus servi torquetur, ut mox scribit. *Sententiam Edicti*, unde actiones utiles nascuntur, de quibus scripsimus *ad l. si mensor. 5. si men. fal. mod. dix.* quem commentarium de *Actionibus* brevi edemus. In servos autem, si non defendantur a dominis, & eos, qui inopia laborant, corpus torquendum est. Ita Vlpianus in *l. 1. §. generaliter 3. de poen.* Generaliter placet in legibus publicorum iudiciorum, vel privatorum criminum, qui extra ordinem cognoscunt Praefecti, vel Praesides, ut eis, qui poenam pecuniariam egentes eludunt, coërcitionem extraordinariam indicant. Idem in *l. si quis. 35. de iniur.* Si quis iniuriam atrocem fecerit, qui contemnere iniuriarum iudicium possit ob infamiam suam & egestatem, Praetor acriter exequi hanc rem debet: & eos, qui iniuriam fecerint, coërcere. Paulus in *l. quod si minor. 24. §. si servus. 3. de minor.* Servum, qui circumscripsit minorem, si in rem domini nihil vertit, si ex suo peculio non satisfacit, verberibus castigari ait, aut noxae dedi. In *l. si quis. 35. de iniur.* & *l. quod si minor. 24. de minor.* [9.] Praetorem videmus coërcere & graviter coërcere. Quomodo igitur in *l. ult. de in ius vocan.* libertum, qui Praetoris iniussu pa-

tronum in ius vocavit, inopia laborantem, ad Praefectum Vrbi castigandum remittit? Quod & facere debere videtur, ut iam antea scripsimus, cum merum ipse imperium non habeat. Dicendum igitur est, in servos, aut viles ob infamiam & egestatem personas, cum pecuniariam poenam eludunt, hoc Praetorem posse. Argumento illud fuerit, quod & magistratibus municipalibus coërcitio illa gravissima ultimi supplicii in servos denegatur, modica non denegatur *l. magistratibus 12. in nostro tit.* In alias vero personas hoc Praetori non licet. Itaque & in *l. ult. de in ius vocan.* libertum ad Praefectum Vrbi remittit Praetor, & tutores & curatores, qui male in tutela sive cura versati sunt, in *l. 1. §. solent 7. de off. Praef. Urb.* de quo iam antea scripsimus. In servos igitur Edicti corruptores, si pro eis non solvant domini, torquendum corpus est. Sed cur noxae etiam non deduntur, ut in *l. citata, quod si minor?* Sed verius est, hic dedi noxae non posse. Cui enim damnum dederunt? Quid filiofamilias fiet, si inopia pater laboret? Et putem, ex hoc Edicto corpus torquendum. Cur ergo in *l. quod si minor.* servus, qui non satisfacit minori dolose circumscripto, verberibus castigatur: filius autem familias duntaxat condemnatur, & executio fit, ut ACCURSIVS scribit, cum aliquid habere incipit? Et dicendum videtur, hic factum poena notari, quae, uti diximus, fisco inferenda est: illic agi de restituendo eo, in quo filiofamilias dolo minorem circumvenerat, cui rei nulla poena est constituta. [10.] Vbi autem certa poena pecuniaria maleficio constituitur, qui eam propter egestatem eludit, corpore puniendus est, & coërcendus. Quin & si poena non sit constituta, servi autem persona interveniat, cuius dolus probetur, vel verberibus castigatur, vel noxae deditur. Ponamus, patrem inopia non laborare, nolle tamen pro filio solvere. Et puto, non interesse, quomodo poena non solvatur, & ideo filium coërcendum, sive inopia pater laboret, sive pro filio nolit solvere. Hoc Edicto tenetur & qui tollit, quamvis non corruerit. Actione utili, non directa. Ut autem ex eodem Edicto & utiles & directae actiones oriuntur, ita eodem modo concipiuntur. De quo in Commentario nostro de *Actionibus* scripsimus. *Vel corruerint, vel mandaverint.* Vtrum interpretis verba haec sunt? Et illud satis erat, Nam etsi plures fecerint; Sed verius est, non proprie facere videri, qui mandavit, *arg. l. si familia 9. in fine, hoc nostro titulo.* Et haec ad *Legem si quis.*

AD L. VIII.

CAIVS Lib. I. ad Edictum.

Adeo quidem, ut non sufficiat, unum eorum poenam luere.

S V M M A R I V M.

1. Poena ob delictum pluribus imposita a singulis solida exigitur.

2. Ab uno quando caeteri liberentur?



GOVEANVS. [1.] Poena, quae delictis imponitur, si plures deliquerunt, a singulis solida exigitur *l. item Mela II. §. sed si plures 2. ad l. Aquil. & si cum uno agatur*, ait Ulpianus, caeteri non liberantur. Nam ex lege Aquilia, quod alius praestitit, alium non liberat; cum sit poena. Illud autem, *Si cum uno agatur*, intelligo, si

ab uno exigitur ex *l. & quidem 3. cum l. seq. de iis, qui deiecer. vel. effuder. ex l. 1. §. perult. de exercit. act. l. idem erit. 14. de inst. act. & l. peculium. 3. §. ult. de pecul.* [2.] Vbi tamen ad id, quod interest agimus (quod quidem non poenam, sed utilitatem nostram respicit) si ab uno exactum fuerit, caeteri liberantur *l. 1. de eo, per quem factum est &c.*

AD L. IX.

PAVLVS Lib. III. ad Edictum.

Si familia alicuius Album corruperit, non similiter hic edicitur, ut in furto, ne in reliquos actio detur, si tantum dominus (cum defenderet) unius nomine praestitit, quantum liber praestaret: fortasse, quia hic & contempta Praetoris maiestas vindicatur, & plura facta intelliguntur: quemadmodum &, cum plures servi iniuriam fecerunt, vel damnum dederunt, plura facta sunt, non (ut in furto) unum. Octavenus hic quoque domino succurrendum ait. Sed hoc potest dici, si dolo malo curaverit, ut ab alio Album corrumpere: quoniam tunc unum consilium sit, nec plura facta. Idem Pomponius libro decimo notat.

S V M M A R I V M.

1. Quot delinquentium personae, tot delicta numerantur.
2. Praetori semper prae oculis est aequitas.
3. An idem, quod Proconsul in furto a familia facto observat, etiam in actione damni iniuriae observandum.
4. Iniuriae gravius quam damna pecuniaria sentiuntur.

5. Quae sit diversitas inter damnum a familia datum, & furtum, & iniuriam.
6. In paribus causis paria iura aequitas desiderat.
7. Ex Edicti ratione quod sit, ex Edicto fit.
8. Patronorum tutela quare legitima dicatur.
9. Mandare & facere non paria sunt.



GOVEANVS. [1.] Quot delinquentium personae sunt, tot delicta numerantur, & tot facta intelliguntur, & a singulis, ut iam diximus, solida poena exigitur. Neque interest servi sint, qui delinquant, an liberi: & servi plurium dominorum, an unius, nisi in furto: quod si ali-

cuius familia faciat, Praetor, [2.] cui semper prae oculis aequitas est, ne dominus omnes noxae dedens, aut pro singulis solidam litis aestimationem solvens, omnibus fortunis evertatur, utilissime edixit, retenturum dominum familiam, si tantum offerat, quantum si unus liber furtum fecisset, quemadmodum scribit Ulpianus *in l. 1. si fami. furt. fec. &c. facit. l. illud. 32.*

ad l. Aq. Cuius Edicti rationem Iureconfulti ad damnum a familia datum traxerunt. Ulpianus in l. 1. si famil. &c. iam citata. Si plures servi damnum culpa dederint, aequissimum est, eandem facultatem domino dari. Caius in l. illud, iam citata. [3.] Illud quaesitum est, an quod Proconsul in furto observat, quod a familia factum sit, id est, ut non in singulos detur poenae persecutio, sed sufficiat id praestari, quod praestandum foret, si id furtum unus liber fecisset, debeat & in actione damni iniuriae observari. Sed magis visum est, idem esse observandum, & merito. Cum enim circa furti actionem haec ratio sit, ne ex uno delicto tota familia dominus careat, eaque ratio similiter in hac actione damni iniuriae interveniat, sequitur, ut idem debeat existimari, praesertim, cum interdum levior sit haec causa delicti, veluti si culpa & non dolo damnum detur. Haec Caius. Eodem ergo prorsus iure sunt furtum & damnum datum: quorum utrumque si a pluribus, vel a liberis, vel servis, plura facta intelliguntur, & a singulis in solidum poena exigitur. Apud Terentium Phormio Chremeti & Demiphoni se per vim retinentibus, in Phorm. Ac. v. sc. VIII. vs. 90.

Vna iniuria est

Tecum. Chr. lege agito ergo. Phor. altera est tecum. Chreme.

Si autem a familia fiat, propter eam rationem, quam diximus ex Iureconsultis, unum factum intelligitur: quia non plus nomine familiae dominus praestat, quam si unus liber fecisset. Quod secus in iniuria est a familia facta. [4.] Plura namque facta intelliguntur, propterea quod gravius iniuriae, quam damna pecuniaria sentiuntur. Unde Caius in l. si plures 34. de iniur. Si plures, inquit, servi aliquem simul caeciderint, aut convicium alicui fecerint, singulorum proprium est maleficium: & tanto maior est iniuria, quanto a pluribus admessa est: immo etiam tot iniuriae sunt, quot personae iniuriam facientium. Quae lex de familia intelligenda est. Nulla enim dubitatio est, plures plurium dominorum servos meliore esse iure, quam plures liberos, non debere. At si plures liberi faciant iniuriam, plura facta intelligi constat. In familia illa ratio esse videbatur, quae Praetorem movit, ut in furto a familia facta, unum factum intelligeret. Sed quoniam, uti diximus, omnibus pecuniariis damnis, si simul omnia conferantur, contumelia & iniuria gravior est, non potest Praetoris ratio ad iniuriam a familia factam accommodari. Idem ergo in iniuria a familia facta, quod in Albo a familia corrupto, iuris esse statuendum est, ut in utroque plura facta intelligantur. Itaque ait Iureconsultus, Et plura facta intel-

liguntur, quemadmodum &, cum plures servi iniuriam fecerunt, plura facta sunt, non, ut in furto, unum. Sed quid est, quod ait Iureconsultus. Quemadmodum cum plures servi iniuriam fecerunt, vel damnum dederunt. [5.] An non in damno a familia dato, unum factum intelligi, quemadmodum & in furto, ostendimus, & in iniuria contra plura? Quamobrem res diversas iniuriam & damnum Iureconsultus coniungit: damnum autem & furtum simillimas res disiungit. In damno a pluribus dato, plura facta intelliguntur: in furto a pluribus facta, plura facta intelliguntur. In damno a familia dato, unum factum intelligitur: in furto item unum. Si quis in damno plura esse facta non intelligi, dicat, idem quoque in furto dicendum ei sit. Tum vero verba illa Iureconfulti. Plura facta sunt. sic accipienda sunt. Plura facta intelliguntur, alioquin similia non essent, Album a familia corruptum, iniuria facta, & damnum datum: quae ille tamen similia esse vult. Nisi ergo differentiae inter damnum a familia datum, & factum furtum ratio adferatur, recusare non possumus, quin aut non ita scripsisse, aut male scripsisse Iureconsultum fateamur. Dicendum igitur est, in damno dato a familia, non intelligi a Praetore unum factum, in furto intelligi, de quo nominatim edixit: Prudentumque duntaxat interpretatione factum unum intelligi, cum in paribus causis paria iura aequitas desideraret. [6.] Itaque in principio legis nostrae non similiter in Albo corrupto, ut in furto, edixisse Praetorem, ait Iureconsultus, ut quod nunc dicit plura facta, & in iniuria a familia data, & in damno dato intelligi, dicat non male. Sic accipi possunt, Edicto Praetoris non intelligi unum, qui de furto edixit, de damno non edixit. Quod, ut non insubtiliter dici possit, mihi tamen plane non satisfacit. [7.] Quod enim ex Edicti ratione sit, ex Edicto fieri videtur. Cui rei argumento illud fuerit, quod utilis actio, quae ex Edicti sententia nascitur, nasci ex Edicto dicitur, quemadmodum diximus ad l. si quis id quod. [8.] Argumento illud quoque fuerit, quod legitima tutela patronorum dicatur, eo scilicet, quod ex ratione legis a Prudentibus introducta, non quod de ea in lege quicquam nominatim caveatur, ut scribit Imperator in tit. de legit. patro. tut. in Inst. Quoniam tunc unum consilium sit, neque plura facta. [9.] Succurritur domino, cuius familia consilium corrumpendi Albi dedit, ut non plus praestet, quam unus liber praestaret: non succurritur ei, cuius familia Album corripit. Non igitur paria sunt mandare & facere. Et haec ad Legem si familia.

AD L. X.

VLPIANVS Lib. III. ad Edictum.

Qui iurisdictioni praeest, neque sibi ius dicere debet, neque uxori, neque liberis suis, neque libertis, neque caeteris, quos secum habet.

S V M M A R I V M.

1. In privatis civilibusque negotiis pater in causa filii iudex esse potest.
2. Id tamen lex Cornelia prohibet.
3. An mulier testis esse possit.
4. Mulier in testamento testis vera non est.
5. Pater filium iudicem, & filius patrem, recusare potest.
6. In criminalibus filium de capite patris sedere leges non ferunt.
7. Iudicare publicum munus est.
8. Tribonianus multa in constitutionibus Principum, & Ictorum libris mutavit.
9. Nemo sibi testis esse potest.
10. Pater filio de Castrensi peculio testamentum facienti testis esse non potest.
11. Domesticum testimonium non in omni re reprobatum.
12. Quare filius in causa patris iudicare, & non ius dicere possit.
13. Legis verba explicantur.
14. Aliud est sibi, aliud liberis ius dicere.
15. Duo matrimoniorum genera: legitimum & non legitimum.
16. Concubinae ius dici non potest.
17. Nec naturalibus liberis.
18. Cur Vlpianus non addiderit in l. Et patri.



GOVEANVS. [1.] In privatis civilibusque negotiis patrem in causa filii, contraque filium in causa patris iudices esse posse, scribit Africanus in l. in privatis 77. de iud. Id quod ex eo etiam intelligimus, quod lex Cornelia de iniur. filium in causa patris, & in filii contra patrem iudicare prohibet l. lex Cornelia 5. de iniur. [2.] Stulte nanque lex id Cornelia prohiberet, si iudicare omnino in alterius causa alter non posset, argumento l. ex eo. 18. de testib. in qua ait Iureconsultus. [3.] Ex eo quod prohibet lex Julia de adult. testimonium dicere damnatam mulierem, colligi etiam, mulieres testimonii dicendi ius in iudiciis habere. [4.] In iudiciis autem (ut id obiter dicam) eo addidit Iureconsultus, quoniam in testamentis obsignandis adhiberi mulieres testes non possunt §. testes 6. de test. ord. in Inst. Puto neque in actibus, in quibus testes lex adhiberi vult. Semper enim puberes cives Romanos lex requirit. Quod autem testimonii in iudiciis dicendi ius foeminas habuisse, scribit Iureconsultus, non satis liquet, cum lib. vi. cap. 7. ita scribit Gellius. Tarraciae autem vivae amplissimi honores a populo Romano habiti. Et Tarraciam quidem virginem Vestalem fuisse, lex Horatia testis est, quae super ea ad populum lata est, qua lege ei plurimi honores fiunt: inter quos ius quoque testimonii dicendi ei tribuitur, testabilisque una omnium foeminarum ut sit, datur. id verbum est ipsius legis Horatiae. Haec Gellius. Nisi dicamus ea lege rogatum, ut in iis actibus, in quibus adhiberi mulieres testes

non possunt, Tarracia testis esse posset. Sed hoc nihil ad praesens institutum. Ex eo igitur, quod lex Cornelia de iniur. filium in causa patris, & in filii contra patrem iudicare vetat, posse alterum in alterius causa iudicare, intelligimus. [5.] Quod non ita accipi convenit, quasi recusari alter in alterius causa non possit: sed quia, nisi recusetur, & in iudice litigatores consentiant, iudex uterque in alterius re ac negotio esse possit, negotio inquam privato, ut in l. in privatis 77. iam citata, scribit Africanus. & l. nam quod 14. ad Treb. [6.] In publicis nanque iudiciis, aut omnino criminalibus, neque leges, neque humanitas ipsa ferat, de capite ac fortunis patris filium sedere, aut contra de filii patrem. Licet autem iudicem pater filium habeat, nihil tamen de patria potestate & autoritate detrahitur. Non enim filio, sed publici muneris ministro subiicitur pater. [7.] Publicum quippe munus iudicare est l. quippe 78. de iud. Iudicare igitur in patris causa filius, & in filii pater potuit: ius pater filio dicere non potuit, neque uxori, neque libertis, neque iis, quos secum habet, multoque minus sibi: adeoque sibi ius dicere nemo potest, ut ne iudicare quidem in sua causa quisquam possit l. unic. nequis in sua causa iud. vel ius dicat C. Imp. Valens, Gratianus, & Valentinianus. Generali lege decernimus, neminem sibi esse iudicem, vel ius sibi dicere debere. In re enim propria valde iniquum est, alicui licentiam tribuere sententiae. Quae constitutio ita in Codice Theodosii, unde desumpta est, scripta reperitur. Imp. Valens, Gratianus & Valentinianus AAA. Promiscua generalitate decernimus,

nimus, neminem sibi esse iudicem debere. Cum enim omnibus in re propria dicendi testimonii iura facultatem submoverint, iniquum admodum est, licentiam tribuere sententiae. Titulus autem, sub quo haec ponitur constitutio, est *Ne in sua causa quis iudicet, aut testimonium dicat.* [8.] Tribonianus autem & titulum, & constitutionem immutavit. Quod non in Principum modo constitutionibus fecit, sed in ipsis quoque Iureconsultorum libris, ut hodie pro Principibus, pro Iureconsultis Tribonianum legamus. Sed de hoc aliàs. Nemo igitur sibi ius dicere potest: sed ne iudicare, sed ne testimonium quidem dicere. Cum enim pater in filii causa, & filius contra in patris iudex est, sibi iudex non est. Nam si est, sibi quoque pater ius diceret, cum filio diceret: quod non ita est: A Iureconsulto enim *ius sibi dicere, & liberis dicere, separantur in nostra lege.* [9.] Praeterea cum testis sibi esse nemo possit, nunquam filius in re patris testis esse posset. At Imperator in testamentis obsignandis filii testimonium reprobatum esse, ait in *tit. de testa. ord. in Inst.* iis verbis, *Sed si filiusfamilias de castrensi peculio post missionem faciat testamentum,* [10.] *nec pater ei recte adhibetur testis, neque is, qui in potestate eiusdem patris est. Reprobatur enim est ea in re domesticum testimonium.* [11.] Unde colligi potest, non in re omni reprobatur esse domesticum testimonium. Non ergo per omnia eadem filii & patris persona est. [12.] Sed videamus, quamobrem pater, qui iudicare in filii negotio non prohibetur, ius dicere prohibetur. Et puto, causam esse, quia in eius potestate, qui ius dicit, sunt omnes fortunae nostrae sitae, ut ne iudex quidem bonus afferre quicquam opis possit: ut in iudicio Agonidis, de quo antea ex Cicerone diximus, videmus accidisse. Tum vero, qui ius dicit, iudices dat quos vult, iudicum sententias exequitur, de appellationibus ab iis interpositis cognoscit: ut multo sit periculosius permittere, patrem in causa filii ius dicere, quam iudicare: cum in hominum fortunas & famam maior sit ius dicentis, quam iudicantis potestas. Et haec quidem de sententia legis nostrae. [13.] Nunc verba videamus. *Qui iurisdictioni praeest.* Magistratus, qui tribunali praeest, iurisdictioni dicitur praeesse *l. qui neque 81. de iud.* *Qui neque iurisdictioni praeest, neque a Principe potestate aliqua praeditus est.* Quae postrema verba intelligenda sunt de Procuratore Caesaris, qui inter certas personas iudicandi potestatem habet *l. 1. de iur. omn. iud. C.* De eodem extrema verba intelligi puto in *l. 1. de iud. vel qui iurisdictionem aliam habet.* Non solum enim is, qui tribunali praeest, inter consentientes iurisdictionem habet, verum & is, qui inter certas personas notionem, & iudicandi potestatem habet, ut Procurator Caesaris *ex l. 1. de iurisdic. omn. iud.*

C. iam citata. Quam notionem, & iudicandi inter certas personas potestatem, *iurisdictionem* principio diximus interdum appellari. Quod autem de eo, qui iurisdictioni praeest, ait Iureconsultus, dicendum quoque est de eo, cui is generalem iurisdictionem mandat, cum par in utroque sit ratio. Ait Vlpianus. *Neque sibi, neque uxori, neque liberis.* [14.] Aliud igitur est sibi, aliud liberis ius dicere: neque eadem per omnia filii & patris persona censetur. Quae enim lex permittit patrem in re filii, & filium contra in patris esse iudicem, permittere videretur, ut sibi aliquis iudex esset. Quod absurdum valde est. *Uxori* autem quod ait, puto non interesse *iustae* ne an *iniustae*: [15.] Duo nanque matrimonii genera Calistratus facit *l. de iure 37. ad municipal. legitimum & non legitimum.* & Vlpianus in *l. si uxor. 13. ad leg. Iul. de adulter.* uti uxores non iustas a concubinis separant. Et M. Tullius in *Topicis*, *uxores quasdam matresfamilias facit, quasdam quae tantummodo uxores habentur.* De quibus puto loqui Iureconsultum in *l. in liberae 24. de ritu nup. In liberae mulieris consuetudine, non concubinatus, sed nuptiae intelligendae sunt, si non corpore quaestum fecerit.* Multum itaque inter uxores non iustas & concubinas interest. De uxore non iusta intelligo illud Terentii in *Adelph. Act. III. Sc. II. vs. 50.*

Postremo quando ego conscia mihi sum, a me culpam esse hanc procul.

Neque pretium, neque rem ullam intercessisse, illa aut me indignam, Geta, experiar.

Vxor igitur Aeschini erat Philumena, non concubina: alioquin qui auderet mater experiri? [16.] Concubinae possitne ius dici, merito quaeri potest. Et non posse puto, non per verbum hoc, *uxori*, sed per verba illa, *neque caeteris, quos secum habet.* Ei autem, quae uxor fuit, ius dici potest, quia solutum matrimonium est: & reverentia conjugalis, quae olim fuit, hac re minime violatur. *Liberis.* ait Iureconsultus. In infinitum, neque iis duntaxat, qui in potestate sunt, sed & emancipatis. Naturalis nanque charitas emancipatione nihil imminuitur. [17.] Quin & naturalibus putem ius dici non debere. Certe nepotes ex filia non proprie *nostrorum liberorum* appellatione continentur: sed tamen neque iis ius recte dicitur: propius nanque nos quam liberti, quam ii, qui nobiscum sunt, attingunt, quibus tamen ius non recte dicitur. Sed videamus, quamobrem Iureconsultus non addidit. *Neque patri.* [18.] Et dici potest, quia eadem ratio in utroque fit, fatis esse alterum dicere. Nisi illud magis placeat, scripsisse haec Vlpianum ad *Edictum Provinciale*: in provincias autem patres a filiis duci non solere, uxores, liberos, libertos, totamque familiam solere. Ait Iureconsultus, *Neque libertis.* Servi nanque postulare

non possunt, argumento *l. si servus 4. de bon. poss.* neque convenire quemquam, neque conveniri ipsi possunt *l. quoties. 13. si quis cautionibus.* neque procurator eorum nomine actionem intentare *l. servum 33. de procur.* Quod autem ait Iureconsultus, *Neque libertis, neque iis, quos nobiscum habemus,* liberis hominibus ius dicamus, non perpetuo verum est. Vt enim Ma- cer scribit in *l. senatusconsulto 16. de off. Praes. Senatusconsulto cavetur, ut de iis, quae provin-*

cias regentes, comitesve, aut liberti eorum, antequam in provinciam venirent, contraxerunt, par- tissime ius dicatur: & ut actiones amissae ob eam causam, quod institutae non sint, posteaquam quis eorum ea provincia excesserit, restituantur. Si quid tamen invito accidit, veluti si iniuriam, aut furtum passus est, haecenus ius dicendum est, ut lis contestetur, resque ablata exhibeatur & depo- natur, aut sibi exhiberive satisdato promittatur. Et haec ad Legem qui iurisdictioni.

A D L. XI.

CAIUS Lib. I. ad Edictum Provin.

Si idem cum eodem pluribus actionibus agat, quarum singularum quantitas intra iurisdictionem iudicantis sit, coacervatio vero omnium excedat modum iurisdictionis eius, apud eum agi posse Sabino, Cassio, & Proculo placuit. Quae sententia rescripto Severi & Antonini Imperatorum confirmata est. Sed & si mutuae sint actiones, & alter minorem quantitatem, alter maiorem petat, apud eundem iudicem agendum est ei, qui quantitatem minorem petit: ne in potestate calumniosa adversarii mei sit, an apud eundem litigare possim. Si una actio communis sit plurium personarum, veluti familiae erciscundae, communi dividundo, finium regundorum, utrum singulae partes spectandae sint circa iurisdictionem eius, qui cognoscit? quod Ofilio, & Proculo placet, quia quisque de parte sua iudicat. An potius tota res, quia tota res in iudicium venit, & vel uni adiudicari potest? quod Cassio, & Pegaso placet. Et sane eorum sententia probabilior est.

S V M M A R I V M.

1. In civilibus negotiis Pedanei Iudices, in cau- sis CCC. aureorum Defensores iurisdictionem improprie habent.

2. Mutuae actiones conventiones & reconventio- nes sunt.

3. Duplicibus Iudiciis agentes omnes actores & rei sunt.



OVEANVS. Lex haec nullam habet obscuram sententiam. Caius ait. *Intra iurisdictionem iudican- tis.* Iurisdictione igitur hoc loco est iudicantium vel eorum, qui usque ad certam summam iudi- care iussi sunt, de quibus in *l. de qua 74. §. 1. de iud.* vel eorum, quibus generalitas aliqua causarum data est, non eius, qui in uno aliquo negotio iudex datur. [1.] Vt ecce Pedanei iudices negotia vilia iudicant non expectato Prae- sidi *l. ult. de ped. iudicibus C.* Defensores item civitatum de causis usque ad trecentos aureos cognoscunt §. *& iudicare, 2. in Novella 15. cap. 3. de defen. civita.* In vilibus igitur negotiis Pe- danei iudices, in causis CCC. aureorum Defen- sores civitatum iurisdictionem habere, dici pos- sunt, non tamen proprie. Notio nanque haec est, non *iurisdictione*, ex *l. ait Praetor 5. de re*

iud. iam citata. Itaque etiam in *Novel. iam ci- tata de defen. iurisdictionem* non habere iis ver- bis significat. *Nemo insuper prohibeatur apud De- fensores in acta referre, quibus de rebus vult, sive Praeses in civitatibus praesto sit, sive non sit: iis solis exceptis, quae iurisdictionem requi- runt, & ex ipsa Praesidum auctoritate pendent.* Caius ait. *Apud eum agi posse.* Non ergo fit coacervatio summarum ad impediendam iuris- dictionem. Interdum coacervatio fit, ut casu *l. si plures 9. de pact.* in favorem puto debitoris, neque summarum modo, verum etiam usura- rum. Caius ait. *Sabino Cassio & Proculo.* Vnius sectae auctoribus, ut scribit Pomponius *l. 2. de orig. iur.* Caius ait. *Severi & Antonini.* Aelius Spartianus in *Severo.* *Ob hoc etiam filium eius Bassianum Antoninum, qui Caesar appellatus iam fuerat, annum tertium decimum iam agentem, participem imperii dixerunt milites. Caesares*

autem (ut id obiter dicam) Imperatores designati appellantur. Caius ait. *Sed si mutuae sint actiones.* [2.] Mutuae actiones conventiones sunt & reconventiones, de quibus idem iudex cognoscit, in *Novel. 96. de execut. convent. & reconvent. cap. 2. illud quoque. & l. penul. de senten. & interloc. C.* Caius ait. *Si una communis actio.* [3.] Qui enim duplicibus iudiciis agunt, omnes actores sunt, & rei *l. in tribus. 13. de iudic.* Licet autem actores omnes sint, & omnes rei (possident enim, & possident & petunt. §. 2. *de acti. in Inst.*) ne tamen iudicium con-

fundatur, quod sine actore & reo esse non potest, actor unus intelligitur, is scilicet, qui iudicem primus appellavit *l. nihil interest. 2. com. divid. & in l. in tribus. 13. iam citata.* Sed cum simul ad iudicium provocant, forte res discernitur *l. sed cum. 14. de iudic.* Caius ait. *Et vel uni adiudicari potest.* Cum scilicet divisionem non recipit §. *si familiae 4. de off. iudic. in Instit.* Caius ait. *Quod Cassio & Pegaso placet.* Diversae sectae authoribus. Et haec ad *Legem si idem.*

A D L. XII.

VLPIANVS Lib. xviii. ad Edictum.

Magistratibus municipalibus supplicium de servo sumere non licet: modica autem castigatio non est eis deneganda.

S V M M A R I V M.

1. Municipales qui.
2. An pater in solidum nomine filii Duumviri teneatur.
3. Magistratus municipales in servos merum im-

- perium non habent.
4. Licere dicitur, quod lege permittitur.
5. Cur Iudaei Pilato responderint, sibi non licere, quemquam interficere.



OVEANVS. [1.] Municipales qui sint, scribit Gellius *lib. xvi. cap. 13.* Et Iureconsult. *in l. 1. ad municip.* docet, & qui proprie sint municipales, & qui dicantur abusive, cuiusque videlicet civitatis cives. Vnde & magistratus municipales, sunt civitatis cuiusque magistratus, non Populi Romani neque a Pop. Rom. missi. Appellantur autem Duumviri *l. unic. si quis ius dicen. non ob.* Creabantur ex ordine Decurionum. Vlpianus *l. ait Praetor 3. §. ult. de pecul. Si filiusfamilias Duumvir pupillo rem salvam fore caveri non curavit, Papinianus lib. ix. Quaestionum de peculio actionem competere ait.* [2.] Neque quicquam mutare arbitror, an voluntate patris Decurio factus sit, quoniam *Rempublicam salvam fore pater obstrictus est.* Qui locus ita est intelligendus. Non ideo in solidum patrem nomine filii Duumviri teneri, quia filius voluntate patris ad decurionatum ascendit, ex quo ordine suo tempore creari filium Duumvirum, necesse erat. Pater namque Decurio, qui salutem reipublicae suae conservaturum se, iuraverat, ordinem augere debuit eum, ex quo magistratus creari possent, sine quibus resp. salva esse nullo modo potest: ut ei imputari non possit, quod eius vo-

luntate factus Decurio filius est. Ait Vlpianus. *Magistratibus municipalibus supplicium de servo sumere non licet.* [3.] Magistratus municipales ne in servos quidem illud habent imperium, quod antea *merum* diximus appellari, hoc est, ius gravioris ullius animadversionis. Verberandi ius habent *l. 17. sed si unius §. 2. servus ff. de iniur.* [4.] *Licere* autem id dicitur, quod lege vel permittitur, vel non prohibetur *l. quidam Iberius 13. de servit. urb. praed. l. semper in conjunctionibus. 42. de rit. nupt. l. 1. de iust. & iur. Non licere* contra dicitur, quod iure prohibitum est. Ita sumitur *in l. transigere & pacisci 18. de transact. C.* Ita *in l. 1. de iust. & iur. iam citata*, illicitum accipitur, & ab iniquo separatur, ut & ab aequo, licitum. Antequam enim exteris gentibus Roma iura daret, cuiusque civitatis magistratus animadvertebant in facinorosos homines. Vbi autem externa Romani regere imperia coeperunt, ius hoc animadvertendi suum esse voluerunt. [5.] Itaque in nostris Literis Iudaei Pilato respondent, *sibi non licere, interficere quemquam*, cum ille iussisset, ut secundum suas leges de Christo statuerent. Ait Vlpianus. *Modica autem castigatio non est eis deneganda.* In servos duntaxat: quam ipsam iure vindicare sibi non possunt, cum eam iurisdictionem, quam modica haec castigatio sequitur &

& coërcitio, non habeant. Argumento id fuerit, quod neque eam, quam habent iurisdictionem qualemcunque, poenali iudicio defendunt

l. 1. si quis ius dic. non obt. De modica autem castigatione antea diximus. Et haec ad *Legem magistratibus.*

AD L. XIII.

IDEM Lib. II. ad Sabinum.

Eum, qui iudicare iubet, magistratum esse, oportet. Magistratus autem, vel qui in potestate aliqua sunt, ut puta Proconsul, vel Proprætor, vel alii, qui provincias regunt, iudicare iubere eo die, quo privati futuri sunt, non possunt.

SUMMARIUM.

1. Qui extra ordinem utilitatis gratia magistratus creantur, iudices dare nequeunt.
2. Qui magistratus iudices dare possint.
3. Praetor, qui iudicare iubet, non iudicat.
4. 5. 6. Contrariae ll. solvuntur.
7. De quibus causis Magistratus cognoverint.

8. Magistratus quasi populi magistri.
9. Magistratus definitio.
10. Legati potestates non vocantur.
11. Quando magistratus Urbani & provinciales privati fiant.

GOVEANVS. Vlpianus ait. *Eum, qui iudicare iubet, magistratum esse oportet.* [1.] Qui ergo extra ordinem utilitatis gratia creantur, iudices dare non possunt, qualis est Praefectus annonae, qualis Praefectus vigilum, qui magistratus non sunt *l. 2. de orig. iur.* Ii igitur ad eas causas, quarum notionem habent, iudices dare non possunt. Praefectus autem Vrbi, licet a Pomponio in iis magistratibus, qui iura reddebant, non numeretur (notionem enim, ut antea ostendimus, habebat) tamen iudices dabat *l. ult. de off. Praef. Urb.* & *l. cum Praetor 12. de iud.* Item ii (ait Vlpianus) quibus id more concessum est propter vim imperii, sicuti Praefectus Vrbi, caeterique Romae magistratus. Neque hoc tamen sic accipi convenit, quasi omnes Romae magistratus iudices dare potuerint. Aliud enim est, neminem dare iudicem in Vrbe posse, nisi magistratum, aliud vero, omnem magistratum posse iudicem dare. [2.] Ii igitur magistratus dare iudicem more maiorum possunt, quibus propter vim imperii concessum id est: ut, qui imperii eam vim non habeant, iudices dare non possint. Hos autem esse puto, quos in ius sine fraude vocare possumus, qui coërcere non possunt argumento *l. 2. de in ius voc.* & *l. nec magistratibus 32. de iniur.* Quid ergo dicemus de magistratibus provincialibus, qui iudices dant, neque proprie magistratus sunt, ut iam antea docuimus, sed potestates? Quid dicemus de iis, quibus vel in Vrbe, vel in provincia mandatur iurisdictione? Et magis est, ut ii omnes ius dandi iudicis a lege habeant nominatim *l. cum Praetor,*

iam citata. Hoc autem loco de iis loquitur Vlpianus, quibus more maiorum id licet. Magistratum igitur esse oportet eum, qui iubet iudicare. [3.] Praetor ergo, qui iudicare iubet, non iudicat. M. Tullius in *epist. ad Q. fratrem, Lib. 1. Ep. 2.* Quid? Praetor iudicare solet non deberi? [4.] Neque obstat *l. si Praetor 75. de iud.* ubi ait Iureconsultus. Si Praetor iusserit, eum, a quo debitum petebatur, adesse, & ordine Edictorum peracto pronunciaverit, absentem debere, non utique iudex &c. In ea enim lege Praetor sine figura iudicii cognoscit, absente scilicet reo, cuius absentia latam in iudicio sententiam nullam facit *l. quaesitum 60. de re iudic.* [5.] Non obstat *l. a Divo Pio 15. §. 4. de re iud.* ubi ex constitutione Principis Praetor cognoscit de causa proprietatis, incidente in sententiae executionem, quae propria magistratum est. *l. a Divo Pio, iam citata.* Summatim praeterea cognoscit: adeo ut eius sententia non praeiudicet ei, adversus quem lata est, quo minus iure ordinario, hoc est, solemni iudicio coram dato iudice rem petere ab eo, cui restituta est, possit, cum res iudicata inter eos, inter quos iudicata est, pariat exceptionem rei iudicatae. [6.] Non obest *l. qui pro tribunali 2. de re iud.* ubi etiam in causa executionis cognoscit Praetor. Non solebant igitur ipsi cognoscere magistratus, nisi extraordinariae essent cognitiones, de quibus titulum Praetor proposuit. Quae eo appellantur *extraordinariae*, quia extra ordinem a Praetore susciperentur, aut a magistratibus in provinciis, cum ex ordine dare iudices deberent. [7.] De actionibus quoque popularibus cognoscebant magistratus, & causis status *l. non distinguemus 32. §. 1st.*

§. Iulianus 6. de recept. arb. De transactione quoque super alimentis cognoscebant l. cum ii. 8. §. nec mandare 18. de transact. Cognoscebant in causis executionis sententiarum iudicum ab eis datorum, & de proprietatis quaestionibus in executiones incidentibus, uti iam diximus, ex l. a Divo Pio. 15. §. si super. cit. Cognoscebant de appellationibus a iudicibus datis interpositis l. 1. §. ult. quis §. a quo app. & l. impp. 21. de appel. Quae tamen cognitiones de appellationibus multum a datorum iudicum cognitione differunt. Dati nanque iudices de facto quaerebant: Praetor an contra leges, vel constitutiones lata sit sententia l. ante sententiam 2. de app. recip. modo non aperte contra leges lata esset: tales enim sententiae sine appellatione rescindebantur l. 1. quae senten. sine ap. resc. ut si iudex pronunciarer, testamentum impuberis valere. Factum ergo, de quo iudex datus cognovit, verum Praetor fingit, illudque unum quaerit, iustene de eo facto iudex, an iniuste iudicavit. Ait Vlpianus. Magistratus autem, vel qui in potestate aliqua sunt. [8.] Magistratus proprie Urbani sunt, inde dicti, quod quidam veluti populi magistrati sunt. Vnde Dictator, qui summam potestatem habebat, magister populi appellatur a M. Tullio lib. iii. de legibus. [9.] Definire autem magistratum semper difficile existimavit AEMILIUS FERRETUS, parens alter meus, Iureconsultorum memoriae nostrae facile Princeps, neque id sane abs re. Puto tamen magistratum non male defini posse, potestatem Populi Romani ordinariam. Potestatem certe & imperium constat esse magistratum. Vnde a M. Tullio, uti iam antea diximus, lib. iii. de legibus imperium pro magistratu sumitur. Populi autem Romani dico, ut municipiorum magistratus excludamus a definitione nostra. Ordinariam autem dico, ut eos, qui extra ordinem in Vrbe creantur, excludam, de quibus Pomponius in l. 2. de orig. iur. & eos, qui in provincias mittuntur, Proconsules, Propraetores, Praesides, eae nanque potestates extraordinariae sunt. M. Tullius in epist. ad Attic. cum Ciliciae Proconsule praesset, proconsulatum suum munus extraordina-

rium vocat. Itaque etiam non magistratus, sed potestates appellantur, nomine generis in nostra lege, & aliis iuris locis compluribus, quos iam antea citavimus. [10.] Legati autem potestates non vocantur. M. Tullius lib. 5. in Verrem (quem ego 3. facio) Pertinere hoc ad eorum utilitatem, qui iudicent, qui in provinciis cum potestate, aut cum legatione futuros se aliquando arbitrentur. Ait Vlpianus. Ut Proconsul, vel Praetor. Legendum puto Propraetor vel Propraetore, ut Proconsul, licet Propraetores Proconsules M. Tullius interdum appellet, quem admodum a nobis notatum est in Vatiniam Interrogationem. Quin & titulus de officio Proconsulis & ad Propraetores etiam pertinet. Ait Vlpianus. Vel alii, qui provincias regunt. Reliqui Praesides, qui ex ordine Senatorio non mittuntur. Sed & eos intelligit Vlpianus, qui sub nomine Praesidis non mittuntur, ut Praefectos Augustales, de quibus iam antea scripsimus. Nec eos solum, qui universas provincias regunt, sed & eos, qui civitatem unam regunt, qualis est Iuridicus Alexandriae, quales Correctores civitatum Italiae. De quibus Hermogenianus in l. de omnibus 10. de off. Praef. Quod nomen nostra Lusitania retinuit vocatque. Corregedores. Ait Vlpianus. Quo die privati futuri sunt. [11.] Urbani magistratus exacto anno privati sunt: provinciales exacto eo tempore, ad quod missi sunt, quod ad potestatem exercendam attinet. Ut enim scribit Vlpianus l. ult. de off. proconsul. Proconsul portam Romae ingressus deponit imperium, hoc est, insignia imperii: non quod tum demum desinat habere imperium in provincia, quam administravit. Cui rei argumento est, quod idem Vlpianus scribit in l. 1. eodem tit. Proconsul ubique quidem proconsularia insignia habet statim atque Urbem egressus est, potestatem autem non exercet, nisi in eadem provincia, quae ei decreta est. Sciendum autem est, etiam suo tempore exacto, quandiu tamen successor non venit, eos privatos non intelligi l. meminisse 10. de off. Proconsul. argumento l. venditor. 49. §. iudices 1. de iud. Et haec ad Legem eum, qui

A D L. XIV.

IDEM Lib. xxxix. ad Edictum.

Est receptum, eoque iure utimur, ut si quis maior, vel aequalis subiiciat se iurisdictioni alterius, possit ei, & adversus eum ius dici.

S V M M A R I V M.

1. Quae moribus recipiuntur, ea fere contra ius recipiuntur.

2. Collegae collegis, maiores minoribus se subiicere possunt.

3. Idque

3. *Idque procedit in iurisdictione contentiosa.*
 4. *Absentes aut per alios neque adoptare, neque manumittere possumus.*



GOVEANVS. Ait Vlpianus. *Est receptum.* [1.] Moribus, & consuetudine inveterata, de qua Iulianus in *l. de quibus 32. de leg. 3. senatusconsult.* Quae autem moribus recipiuntur, ea fere contra ius recipiuntur: cuiusmodi est *pupillaris substitutio*, qua alteri haereditatem damus, cum ipso iure alteri haereditatem nemo det: cuiusmodi & hoc, quod in *l. nostra* receptum esse, scribit Iureconsultus. Nam cum ipso iure sancitum esset, ne Consulem, ne Praetorem, ne caeteros magistratus, qui imperium habent, in ius quis vocaret, ad constituendam magistratum maiestatem, quam ne ipsi quidem imminuere possent magistratus: [2.] receptum tamen moribus est, ut collegae collegis, maiores minoribus se subiicere possent *l. 4. de recept. arb. l. ille a quo 13. ad senatusconsult. Trebel.* hoc est, receptum est, ut maiestatem imperii, uti iam dictum est, possent imminuere, quod ipso iure fieri nullo modo potest. [3.] Receptum autem hoc est in contentiosa, non in voluntaria iurisdictione. *l. apud 14. de manumission.* Neque obstat *l. apud filiumfamil. 18. §. apud collegam. 1. de manumission.*

5. *Sed absentes manumissionis causam per procuratorem probare possumus.*

vind. Quem locum, ipse etiam ACCURSIVS notat, ab aliis negative legi, & quidem recte meo iudicio. Itaque in *l. unic. de off. cons.* scribit Vlpianus, nullam esse dubitationem, quin Consules apud se servos suos possint manumittere. Sed, si eveniat, ut minor xx. annis Consul sit, apud se manumittere non posse, cum ipse sit, qui ex Senatusconsulto consilii causam examinet: apud collegam vero, causa probata, posse. [4.] Puto quia neque adoptare, neque emancipare, neque manumittere absentes, aut per alium possumus *l. post mortem 25. §. neque adoptare 1. de adopt. & magna fieret diminutio maiestatis, si Consul ad Consulem, vel Praetorem veniret. litigare autem per alium possumus.* Livius, ut rem novam & inauditam, scribit, Consulem quendam ad Praetoris, cui mandata a Senatu delectus cura erat, tribunal venisse. [5.] Manumissionis autem causam absentes per procuratorem probare possumus *l. etiam 15. §. absens 3. de man. vind. manumittere per procuratorem non possumus l. nec mulierem 3. C. de vind. lib. &c.* De maioribus & minoribus magistratibus vid. Gellius *lib. XIII. cap. 12.* & haec ad *Legem est receptum.*

A D L. XV.

IDEM Lib. II. de omnibus tribunalibus.

Si per errorem alius pro alio Praetor fuerit aditus, nihil valebit, quod actum est. Nec enim ferendus est, qui dicat consensisse eos in Praesidem: cum, ut Iulianus scribit, non consentiant, qui errant. Quid enim tam contrarium est consensui, quam error, qui imperitiam detegit?

S V M M A R I V M.

1. *Consentientes in iudicem, cuius iurisdictioni non subiecti sunt, eum recusare nequeunt.*
2. *Privati privatum iudicem facere non possunt.*
3. *Nihil magis consensui contrarium quam error.*
4. *Coacta voluntas censetur voluntas.*

5. *An errantis voluntas sit.*
6. *Testamentum quid.*
7. *Cur servus heres institutus semissem non auferat.*



GOVEANVS. [1.] Qui in magistratum consentiunt, cuius iurisdictioni subiectos se non esse, sciunt, quominus iudicatum faciant, recusare non possunt. Sed & si non magistratus, in quem consenserunt, iurisdictioni tamen alicui praesit, qualis est Procurator Caesa-

ris, sententiae parere coguntur *l. 1. de iurisdiction. omn. iud. C. & l. 1. de iud.* Secus autem, si in privatum consenserint. [2.] Privatorum nancque consensus iudicem facere minime potest *l. privatorum 3. de iurisdiction. omn. iud. C.* Consentire autem videntur, qui non errant. Errant porro & qui eum Praetorem, qui de repetundis quaerit,

quaerit, pro Urbano adeunt, & qui eius Praetoris, qui de repetundis quaerit, iurisdictionem esse putant: illi in facto, ii in iure errant *l. 2. de iud.* [3.] Nihil enim consensui tam contrarium est, quam error. Consensus enim plurimum congruentes voluntates continet, at qui errat, non id vult, quod facit, sed id potius, quod non facit. Neque potest dici, vim & metum magis contraria esse voluntati, quam errorem. Qui enim minis aut malo coacti aliquid faciunt, id potius videntur malle facere, quam pati. *l. 22. de rit. nup.* [4.] Et coacta voluntas, voluntas censetur *l. si mulier 21. §. si quis coactus 5. de eo quod met. cau.* quo in loco scribit Iureconsultus, eum, qui metu coactus haereditatem adit, restitutionis in integrum auxilio indigere. Haeres igitur esse voluit. Alioquin quid opus esset restitutione ei, qui haeres non fuit? [5.] Sed videamus, ne errantis quoque voluntas esse videatur. Si enim paterfamilias servum alienum, quem liberum putabat, haereditatem instituerit dato cohaerede, semis, in quo servus institutus est, inter cohaereditem & servi dominum dividitur: idque Tiberius in persona Parthenii, servi sui, constituit *l. si paterfamilias 40. de haered. instituen.* [6.] Quae divisio non fieret,

si quem errans instituit, instituisse non videretur: cum testamentum aliud nihil sit, quam voluntatis nostrae sententia, nullaque errantis sit voluntas. Videamus tamen, ne non erraverit testator *in l. si paterfamilias iam citata.* Et si quidem Pamphilum pro Sticho haereditem scripsisset, tum errasset, neque esset Pamphilus haeres, si error probaretur. Errasset quoque, si exulem haereditem instituisset, putans cum eo testamenti factionem esse. Hic autem eum, quem instituere voluit, instituit: instituitque eum, quicum testamenti factio est. At si putasset servum, non instituisset. Hoc ergo expressisset, ita eum se haereditem esse velle, si liber sit. Nam etiam cum servis testamenti factio est. Quod cum non caverit, & eum quem volebat haereditem instituerit, & quem per legem licebat instituere, non videtur ita errasse, ut qui Praetorem, qui de repetundis cognoscit, pro Praetore Urbano adeunt. Dicit quis. [7.] Quamobrem ergo non totum semissem auferre servi dominus? Et dicendum videtur, Tiberium Caesarem in sua causa ex aequitate, quod solidum auferre poterat, cum cohaerede servi divisisse, motum defuncti etiam non expressa voluntate.

A D L. XVI.

IDEM Lib. III. de omnibus tribunalibus.

Solet Praetor suam iurisdictionem mandare: & aut omnem mandat, aut speciem unam. & is, cui mandata iurisdictionis est, fungitur vice eius, qui mandavit, non sua.

S V M M A R I V M.

1. Propria iurisdictionis mandari potest.
2. Suam iurisdictionem mandans, universum iurisdictionis munus mandat.
3. Cui Praetor omnem iurisdictionem mandat, praetoris vices gerit, h. e. coërcet, pro tri-

bunali sedet &c.

4. Una species iurisdictionis mandari potest.
5. Ei, cui mandata est una species, & omnis iurisdictionis mandari potest.



GOVEANVS. Ait Vlpianus. Solet Praetor. More enim maiorum receptum id est, ut is iurisdictionem mandat, qui eam suo iure habet, non alieno beneficio *l. more maiorum. hoc eod. tit.* Suam iurisdictionem man-

dare. [1.] Propriam iurisdictionem, ita enim appellat. Macer in *l. cognitio. de off. eius cui &c.* Nam cum iudicare iubet, non mandat suam iurisdictionem, cum ipse non soleat iudicare, uti iam docuimus. [2.] Suam ergo iu-

isdictionem cum mandat, universum iurisdictionis munus mandat *l. 1. de suspect. tut.* quod in dando, dicendo, & addicendo positum est. Huius muneris non est, quemadmodum iam diximus, iudicis dandi licentia, licet iurisdictionis appellatur in *l. 3. imperium.* Omne igitur hoc munus transit in eum, cui Praetor omnem iurisdictionem suam mandat, eamque mistum imperium, sive non merum, sive modica coërcitio comitatur: alioquin deridicula sit, sive potius nulla *l. ult. de off. eius cui &c.* [3.] Mandat autem & Praetori *l. sed etsi 3. de off. eius &c.*

Et privato l. ult. eod. tit. iam citata. Quid ergo? coërcebit etiam privatus non obtemperantes? certe, sed non quasi sibi, sed quasi ius dicenti, hoc est, ipsi Praetori, cuius vices gerit. Sedebit ne pro tribunali? Et magis est, ut fedeat, ut & Legatus in provincia, cui mandata iurisdictionis est. Insignibus Praetoris non utetur, quae honori tributa sunt. [4.] Mandabit autem Praetor iurisdictionem, si iusta aliqua causa erit: ut si proficiscatur l. 1. de off. eius cui Et si morbo fontico laboret. Aut speciem unam. Macer in l. cognitio, iam citata. Ut possessio bonorum detur, vel si cui damni nomine non caveatur, ut is possidere iubeatur, aut ventris nomine mulier, vel is cui legatum est, legatorum servandorum causa in possessionem mittatur, mandari potest. Sed an & is non obtemperantes coërcebit? Et puto coërciturum, si ipse Praetor coërciturus erat, argumento l. dies cautioni 4. de dam. inf. An tamen (ait Vlpianus) is, qui non admittet, etiam captis pignoribus a magistratibus coërceatur? Non puto, sed in factum actione tene-

bitur. Nam Et si a Praetore missus non admittatur, eadem actione utendum est. Si igitur Praetor coërceat non admittentem, magistratus etiam, cui duas res iniunxit Praetor, cautionem & possessionem, coërceat. Idem dicendum videtur de eo, cui speciem unam suae iurisdictionis mandat Praetor. [5.] Mandare autem speciem unam potest, qui & omnem iurisdictionem. Mandare autem non est Edicto iniungere: quod enim Edicto iniungitur, ut municipalibus magistratibus cautio, & possessio, in perpetuum iniungitur. Et is, cui mandata iurisdictionis est vel omnis vel species, fungitur vice eius, qui mandavit, non sua. Fungi autem vice eius, qui mandavit, non sua, verum est, etiam si Praetor sit, cui mandata est iurisdictionis l. etsi 3. de off. eius cui Et. Ut neque consilium praebere possit manumittere volentibus, neque permittere praedii minoris alienationem. Quorum tamen utrumque Praetori datum est. Et haec ad Legem solet.

AD L. XVII.

IDEM Lib. I. Opinionum.

Praetor, sicut universam iurisdictionem mandare alii potest, ita Et in personas certas, vel ad unam speciem potest, maxime cum iustam causam susceptae ante magistratum advocacionis alterius partis habuerit.

S V M M A R I V M.

1. Praetor interdum in certas personas mandat iurisdictionem.

2. Et hoc cum facit, universalem in eas mandat iurisdictionem.

GOVEANVS. [1.] Praetor universam interdum iurisdictionem mandat, speciem interdum unam, quemadmodum ad legem superiorem proximam scripsimus. Mandat interdum quoque in certas personas iurisdictionem, maxime cum alterius partis advocatus ante magistratum fuit. [2.] Cum

autem in certas personas mandat, universalem in eas personas iurisdictionem mandat, hoc est, ut eis omnino ius dicatur, ut res cunquē postulabit. Iudicare nanque iubere, id vero semper atque ordine facit. Et haec ad Legem Praetor.

AD L. XVIII.

AFRICANVS Lib. VI. Quaest.

Si convenerit, ut alius Praetor, quam cuius iurisdictio esset, ius diceret, & priusquam adiretur mutata voluntas fuerit, procul dubio nemo tenetur huiusmodi conventioni stare.

SUMMARIUM.

1. Consensus privatorum Praetori iurisditionem dat.
2. Mutata voluntate conventioni stare non coguntur.



OVEANVS. Africanus ait. Si convenerit, Vlpianus in l. 2. de iud. Convenire autem utrum inter privatos sufficiat, an vero ipsius etiam Praetoris consensus necessarius est? lex Iulia iudiciorum ait.

Quominus inter privatos conveniat. [1.] Sufficit ergo privatorum consensus. Proinde si privati consentiant, Praetor autem ignoret consentire & putet, suam iurisditionem esse, an legi satisfactum sit, videndum est. Et puto posse defendi, eius iurisditionem esse. Litigatorum itaque non errantium consensus iurisditionem ei Praetori dat, qui iurisditionem non habet, neque ipsius Praetoris scientia requiritur. [2.] Sed ponamus, mutatam litigatorum voluntatem. Et dicendum erit, eius non amplius esse iurisditionem, sive antequam adirent, sive postea mutata eorum voluntas est. Nam & si inter litigatores transigere inter se volentes conveniat, ne Praetor, cuius est iurisdictio, ius dicat, cessant Praetoris

3. Quid si unus conventioni stare noluerit?

4. Praetoris maiestas non illudenda.

5. Ratio diversitatis inter l. si quis in conscribendo. 29. C. de pactis. & h. l. 18.

partes, cuius propositum est lites dirimere l. 17 §. inde quaeritur. 10. de oper. no. nunci. [3.] Quid si unus conventioni stare nolit? Et puto interesse, an antequam Praetor aditus est, an post a conventionem resiliat. Antequam enim aditus Praetor sit, conventioni stare non cogitur: [4.] postea vero quam aditus est, alterius postulatu cogitur, ne Praetoris maiestas illudi videatur. Praetori igitur, cuius iurisdictio non est, duo dant iurisditionem, consensus, & aditio. [5.] Si igitur antequam Praetor adeatur, conventioni nemo stare cogitur, quid est, quod in l. si quis in conscribendo 29. C. de pact. qui in instrumento conscribendo fori praescriptioni renuntiaverit, declinare forum non potest? Et dicendum est, ne decipiatur, qui tecum aliter non contraxisset, nisi tu fori praescriptioni renuntiasses, id esse a Iustiniano constitutum. In casu autem nostrae legis nihil tale est. Et haec ad Legem si convenerit.

AD L. XIX.

VLPIANVS Lib. VI. Fideicommiss.

Quaedam puella apud competentem iudicem litem susceperat, deindeque condemnata ad viri matrimonium, alii iurisditioni subiecti, pervenerat: quaerebatur, an prioris iudicis sententia exequi posset? Dixi, posse, quia ante fuerat dicta sententia. Sed & si post susceptam cognitionem, ante sententiam hoc eveniret, idem putarem de sententia, quae a priore iudice recte ferretur. Quod generaliter & in omnibus huiusmodi casibus observandum est. Quoties de quantitate ad iurisditionem pertinent quaeritur, semper quantum petatur, quaerendum est, non quantum debeatur.

SUMMARIUM.

1. Latae sententiae executio mutatione fori non impeditur.
2. Puella cum tutore in iudicio stare & mittere potest.

3. Pueri & puellae a septimo anno dicuntur, infra infantes.

4. Concubinae forum non mutant, sed uxores legitimaes.